

JEAN-PIERRE FOURRÉ

DÉPUTÉ
DE SEINE-ET-MARNE

CONSEILLER RÉGIONAL
D'ÎLE-DE-FRANCE

JPF.AG.

REF à rappeler

5751.87

PARIS, le 2 avril 1987

Madame, Monsieur, Cher(e) Collègue,

Suite à notre réunion des correspondants des "Amis de la Turquie" que nous avons tenue à Paris, le 14 mars 1987, je vous prie de :

1. Trouver ci-joint le compte-rendu condensé de la réunion. (Annexe 1)
2. Trouver ci-joint la liste et adresses des correspondants des "Amis de la Turquie" qui constitue désormais le "comité de préparation" de notre Congrès international. (Annexe 2)
3. Trouver ci-joint la nouvelle rédaction de notre déclaration suivant les suggestions faites lors de la réunion. (A cet effet, je vous serais reconnaissant de me faire savoir votre accord dans les plus brefs délais si vous n'avez pas d'opposition majeure). (Annexe 3)
4. Retenir la date du 25 avril 1987, de 14 h à 17 h, pour notre prochaine réunion du "comité de préparation" de notre Congrès international qui aura lieu à l'Assemblée Nationale française, 101 rue de l'Université - 75007 PARIS. (Jusqu'à cette date du 25.04.87, il serait souhaitable que dans chacun de nos pays, les groupes "Amis de la Turquie" puissent compter 10 à 15 personnalités de grand renom afin que la convocation du Congrès que nous allons lancer après cette réunion puisse trouver un grand écho international).
5. Trouver ci-joint la liste des "Amis de la Turquie" au 14 mars 1987. (Annexe 4)

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, Cher(e) Collègue, en l'expression de ma considération distinguée.

Jean-Pierre FOURRÉ

COMPTE-RENDU

- Réunion des "AMIS DE LA TURQUIE" - 14 mars 1987 - Paris -

1. La réunion est ouverte à 12 heures en présence de Jean-Pierre FOURRE (France); Prof. Georges PETERS, Walter HABICHT (Suisse); Lasse BUDTZ, Prof. Erik SIESBY (Danemark); Lina d'AMICO (assistante de Jef ULBRUGHS) (Belgique); Prof. Marios NIKOLINAKOS (Grèce); Karl-Axel ELMQUIST (Suède).
John BOWDEN (Royaume-Uni) a rejoint la réunion dans l'après-midi.
Mme Andreas van ES (Pays-Bas); Hans HESELE (Autriche); Theo KORITZINSKY (Norvège) s'étaient excusés.
Etaient aussi présents : Me Enis COSKUN (Secrétaire général du Comité turc pour la paix, en exil à Paris); Mahmut DEGER (France); Unal DOGAN (Suisse); Dominique SONNET (Belgique); Refik SENER (Suède); Cahit BAYLAN (Royaume-Uni).
2. Jean-Pierre FOURRE ouvre la séance, souhaite la bienvenue aux participants. Il propose un tour de table sur le niveau de solidarité avec la Turquie dans chacun des pays représenté.
3. En Suisse : La solidarité avec la Turquie a connu un nouvel essor surtout après la nomination du nouvel ambassadeur de Turquie, ancien secrétaire général du Conseil National de Sécurité, le Général H. SALTIK.
4. En Suède : Il existe déjà un Comité de Solidarité pour la démocratie et les droits de l'homme en Turquie. Il est en contact avec la presse, le gouvernement, les parlementaires (4 différents partis sont représentés dans ce comité), les syndicats et les différents groupes turcs de différentes sensibilités. Il a organisé une conférence internationale à Stockholm sur les droits de l'homme en Turquie qui a fait un grand bruit dans les médias.
5. En Grèce : Il existe un comité pour la solidarité avec les réfugiés turcs. A l'initiative de Mikis THEODORAKIS, la constitution récente d'une association d'amitié avec le peuple turc avec la participation d'importantes personnalités grecques ouvre une nouvelle étape de solidarité avec la Turquie.
6. En Belgique : La Turquie n'est pas tellement à l'ordre du jour en Belgique. Il existe des problèmes de "démarrage". La déclaration des "Amis de la Turquie" peut devenir, dans ce contexte, un "démarreur". Mais il faudrait aussi voir le fond du texte de la déclaration.
7. Au Danemark : Le Danemark a été l'un des cinq pays qui ont conduit la Turquie devant la Commission Européenne des Droits de l'Homme. L'opinion publique danoise est acquise aux problèmes des droits de l'homme. Mais il faut faire plus pour la Turquie. En ce sens, cette initiative des "Amis de la Turquie" est excellente.
8. En France : Le problème est peut-être identique à celui de la Belgique. Il n'y a pas eu d'actions coordonnées. L'opinion publique française ignore totalement la Turquie.

.../...

9. Après la suspension de séance pour le déjeuner, Jean-Pierre FOURRE propose une discussion sur le texte de la déclaration des "Amis de la Turquie" et les moyens d'élargir les signataires de celle-ci.
10. Le Professeur Erik SIESBY explique que le Comité Helsinki (Helsinki Watch) a publié des rapports sur la Turquie. "Nous avons besoin de plus amples informations sur la torture" dit-il. Les documents d'Amnesty International sont simples. La majorité des intellectuels en Turquie sont privés d'activités. Ceci constitue un danger pour les européens aussi. Il faut être très documenté. Il faut faire traduire, par exemple, les actes d'accusations des procès et les diffuser.
11. Pour le Professeur Georges PETERS, il existe deux problèmes.
Premièrement, les demandeurs d'asile. Sur 30 000 demandeurs en Suisse, 15 000 sont des turcs. Ce qui provoque une nouvelle vague de racisme, y compris dans les milieux officiels.
Deuxièmement, la situation des droits de l'homme en Turquie. Très peu d'organisations s'occupent de la Turquie, sinon une minorité de gauche et d'extrême-gauche. Il faut savoir que les banques suisses soutiennent le régime actuel de Turquie. Enfin, il faut souligner également le problème des kurdes. Les kurdes ne veulent pas coopérer avec les turcs.
12. Lasse BUDTZ se demande si une nouvelle requête contre la Turquie à la Commission Européenne des Droits de l'Homme n'est pas possible. "Nous devons faire parler de la Turquie" dit-il notamment au Conseil de l'Europe. Il faut coordonner les actions au niveau international.
13. Jean-Pierre FOURRE explique qu'il a pu recueillir la signature de 200 parlementaires de 21 différents pays occidentaux pour l'arrêt du procès du Comité turc pour la paix. Même un tel événement n'a pas pu trouver de l'écho dans la presse. Il lui a fallu payer un encart publicitaire dans la presse pour pouvoir diffuser cette information. Mais ceci montre également qu'il existe une opinion internationale favorable pour la solidarité avec la Turquie. D'où l'idée de la constitution des groupes d' "Amis de la Turquie" autour d'une déclaration. Il existe, en effet, des initiatives prises (souvent individuellement) dans beaucoup de pays, mais il n'existe pas de structure de coordination et de réflexion. "Notre ambition est grande mais cela vaut la peine d'essayer" ajoute-t-il.
14. Lina d'AMICO demande ce que l'on compte faire avec cette déclaration. "C'est la question qu'on nous pose" dit-elle.
15. Karl-Axel ELMQUIST propose que le texte de la déclaration soit plus explicite politiquement.
16. Pour Georges PETERS, l'idée d'une association internationale est bonne, mais il faut être vigilant. Il faut regrouper les amis pour la Turquie démocratique.
17. Le Professeur Marios NIKOLINAKOS propose de donner une identité légale à cette initiative. Le groupe de Theodorakis, par exemple, s'appuie sur des initiatives en Turquie même. "Nous devons créer quelque chose de poids pour appuyer les forces démocratiques en Turquie" souligne-t-il.

18. Le Professeur Erik SIESBY insiste sur la collecte et la diffusion de documents sur la Turquie. Concernant le problème de l'article 14 de la Constitution de 1982, il souhaiterait connaître l'avis des juristes turcs. Il propose la circulation des informations parmi les "Amis de la Turquie".
19. Jean-Pierre FOURRE explique qu'il ne s'agit pas de créer une super-structure regroupant les groupes existants. Cependant, il y a un réel besoin d'information qui parvient de Turquie. Il propose que la réunion prenne une décision concernant la proposition du Professeur SIESBY.
20. Lina d'AMICO se demande si l'on ne peut pas envisager un bulletin d'information.
21. Jean-Pierre FOURRE estime qu'il y a là un problème d'organisation. Par qui former un comité de rédaction ? Mieux vaut faire circuler les documents en notre possession, et ce d'une manière mutuelle.
22. Dominique SONNET pose le problème du titre de la déclaration. "Amis de la Turquie" est souvent perçu comme "amis de l'Etat turc". Il faut que le titre soit explicite.
23. Pour Jean-Pierre FOURRE, il faut insister sur le principe essentiel. Rentrer dans les détails limiterait l'écho.
24. Le Professeur Marios NIKOLINAKOS relève un problème éternel, plutôt propre aux grecs et aux turcs. Il faut insister sur l'appui au peuple turc pour une Turquie réellement démocratique. Il exprime son accord avec Jean-Pierre FOURRE. Il ne faut pas rentrer dans les détails du moment que les choses sont claires. Cependant, une partie du texte de la déclaration lui pose problème. Ce n'est pas seulement le peuple turc qui est héritier de droit des civilisations brassées en ~~Australie~~ *Anatolie*.
25. Karl-Axel ELMQUIST estime que la notion "démocratie et les droits de l'homme pour la Turquie" explique bien le contenu de la déclaration. Pour lui, la question de la structure sera réglée avec l'organisation du Congrès international, le point suivant de l'ordre du jour.
26. Walter HABICHT a des réticences sur le mot "démocratie".
27. Jean-Pierre FOURRE note qu'il n'existe pas de divergences profondes. Sur l'essentiel, tout le monde est d'accord. Il propose comme titre "amis du peuple turc".
28. Pour Georges PETERS, le mot "peuple" est dangereux.
29. Lasse BUDTZ propose "droits de l'homme en Turquie".
30. Walter HABICHT proposerait plutôt "amis des droits démocratiques en Turquie".
31. Pour Karl-Axel ELMQUIST, de toutes les façons, c'est le texte qui expliquera la trame.
32. Alors le Professeur Erik SIESBY propose "Déclaration : Droits de l'Homme pour la Turquie", proposition retenue.

33. Jean-Pierre FOURRE estime qu'il faut désormais avoir un correspondant dans chaque pays et recueillir la signature de 10 à 15 personnalités importantes dans ces pays.
34. John BOWDEN explique qu'il existe des possibilités pour toucher les USA, le Canada et les pays de l'Amérique latine.
35. A cause de l'heure avancée, la réunion se contente de discuter le contenu du Congrès international des "Amis de la Turquie", dernier point de l'ordre du jour. Il a été décidé la convocation d'une nouvelle réunion fin avril 1987 pour discuter la préparation technique de ce Congrès.
36. Cependant, John BOWDEN propose, vu le calendrier politique en Royaume-Uni, la convocation de ce Congrès au mois de Novembre 1987.
37. Jean-Pierre FOURRE propose le contenu suivant pour le Congrès International :

autour de 4 thèmes :

- a) la structure juridique actuelle de la Turquie du point de vue de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Convention européenne des droits de l'homme et du troisième panier de l'Acte final d'Helsinki.
- b) la liberté d'expression en Turquie
 - . les partis politiques
 - . les syndicats
 - . les associations
 - . la presse
 - . le problème des réfugiés et la perte de la nationalité.
- c) la vie culturelle en Turquie
 - . théâtre et cinéma
 - . arts plastiques
 - . littérature
 - . science et recherche.
- d) les conditions dans les prisons et la torture.

• • •
•

ADRESSES - COMITE DE COORDINATION.

. Jean-Pierre FOURRE	: S.A.N. 5 Place de l'Arche Guédon 77200 TORCY	FRANCE
. John BOWDEN	: 3 Dyeers Buildings Holborn LONDON EC 1	ROYAUME UNI
. Prof Georges PETERS	: Avenue de Valmont 16 1010 LAUSANNE	SUISSE
. Jef ULBURGHS	: Parlement Européen Eastman 304 Rue de Beillard 97-113 1040 BRUXELLES	BELGIQUE
. Prof. Marios NIKOLINAKOS	: 5 rue Stouryare 10683 ATHENES	GRECE
. Mme Andreas van ES	: Jan Luijkenstraat 26 ^{hs} AMSTERDAM	PAYS BAS
. Hans HESELE	: Klesheimstrasse 24 2500 BADEN	AUTRICHE
. Prof. Erik SIESBY	: University of Copenhagen Studiegarden Studiestrade G 1455 COPENHAGUE	DANEMARK
. Karl-Axel ELMQUIST	: Alvsjö gardsvag 3 12530 ALVSJÖ	SUEDE
. Theo KORITZINSKY	: Assemblée Nationale OSLO	NORVEGE

"LES AMIS DE LA TURQUIE"

- PREAMBULE -

La situation en Turquie a certes évolué depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980. Mais la démocratie telle que nous la concevons dans nos propres pays est loin d'être acquise. Ainsi, pour refuser toute idée d'une démocratie de seconde zone pour ce pays, pour être toujours près du peuple de Turquie, de ses démocrates, et les épauler aujourd'hui comme demain dans leur lutte pour une démocratie digne de notre époque, nous avons pris l'initiative de recueillir la signature des personnalités éprises des idéaux des droits fondamentaux de l'homme sur la base de la déclaration ci-dessous.

Cette déclaration "Droits de l'Homme pour la Turquie" peut se concrétiser, au-delà de son contenu général, par des initiatives pour, dans l'immédiat :

- . la levée complète de la loi martiale et d'état d'urgence ;
- . l'arrêt des procès d'opinion ;
- . l'amnestie générale ;
- . la liberté de pensée, de conscience et d'association.

- DECLARATION "DROITS DE L'HOMME POUR LA TURQUIE" -

Nous partageons tous, dans nos différences, l'héritage de l'humanité entière, avec aussi bien ses avancées que ses lacunes.

Et en cette fin du second millénaire, le plus important de nos acquis est, sans aucun doute, l'égalité de tous les hommes, quelles que soient leurs origines, au sein de la communauté des nations. Cet acquis, universellement reconnu, ne doit pas rester un vain mot. Ceci est vrai, aussi, pour le peuple de TURQUIE.

Or, nous constatons que certains milieux osent prétendre que le peuple de TURQUIE, pourrait ne pas jouir de certains acquis démocratiques irréversibles à notre époque. Nous ne pouvons l'accepter.

Aussi, pour marquer notre refus, avons-nous décidé de nous unir, aujourd'hui pour aider le peuple de TURQUIE à conquérir toutes les valeurs universelles qui font la dignité de l'Homme, demain pour l'aider à les institutionnaliser pour toujours.

Jean-Pierre FOURRE, France
John BOWDEN, Royaume-Uni
Prof. Georges PETERS, Suisse
Jef ULBURGHS, Belgique
Prof. Marios NIKOLINAKOS, Grèce
Mme Andreas van ES, Pays-Bas
Hans HESELE, Autriche
Prof. Erik SIESBY, Danemark
Karl-Axel ELMQUIST, Suède
Theo KORITZINSKY, Norvège

"AMIS DE LA TURQUIE"

- liste au 14 mars 1987 -

AUTRICHE

Gerald NAGLER (secrétaire général Helsinki International Federation of H.R.)

Hans HESELE (député, membre du C.E.)

BELGIQUE

Jef ULBURGHS (membre du P.E.)

DANEMARK

Lasse BUDTZ (député, membre du C.E.)

Erik SIESBY (Professeur)

Bjorn Elmquist (député, membre du CE)

FRANCE

Jean-Pierre FOURRE (député, membre du C.E.)

Antoine SANGUINETTI (amiral C.R.)

Claude LANZMANN (écrivain)

Raoul SANGLA (réalisateur T.V.)

Claude BOURDET (journaliste)

Gilles PERRAULT (écrivain)

Laurent SCHWARTZ (mathématicien)

René TAVERNIER (Pen Club)

Bernard PIERRE (Pen Club)

Bernard LANGLOIS (Journaliste)

.../...

GRECE

Professeur Marios NIKOLINAKOS
Mikis Theodorakis

ITALIE

Luciano ARDESI (Ligue des Droits de l'Homme)

NORVEGE

Theo KORITZINSKY (député, président du Parti socialiste de gauche)

PAYS-BAS

Mme Andreas van ES (P.S.P. - Présidente)

ROYAUME-UNI

Harold PINTER (Ecrivain)

Père Bruce KENT

Richard BALFE (membre du P.E.)

Alf LOMAS (membre du P.E.)

Thomas COX (député, membre du C.E.)

Anne CLWYD (députée)

Roland BOYES (député)

Ron TODD (syndicaliste)

Arnold WESKER (Ecrivain)

John BOWDEN (juriste)

Lord Hugh JENKINS (of Putney)

SUEDE

Karl-Axel ELMQUIST (secrétaire général Swedich Free Church Council)

Hans Göran FRANCK (député)

Hadar CARS (député, ancien ministre)

Oswalt SODERQUIST (député)

Rune BACKLUND (député)

Bibi ANDERSON (comédienne)

Per VESTBERG (ancien président de PEN International)

Nils KRISTOFERSSON (syndicaliste)

SUISSE

François GEYER (Vice-président du Grand Conseil Vaudois, Lausanne)

Claude BRIDEL (Professeur de théologie à l'Université de Lausanne,
ancien recteur, Lausanne)

Michel GLARDON (Editeur, Lausanne)

René LONGET (Conseiller national, Président de l'Institut suisse de la Vie, Genève)

Jean ZIEGLER (Professeur de sociologie aux Universités de Genève et de Paris,
Membre du Bureau de la 2ème Internationale, Genève)

André ROUGEMONT (Professeur de médecine tropicale à l'Université de Genève)

Bernard ROSSIER (Professeur de pharmacologie à l'Université de Lausanne)

Georges PETERS (Professeur de pharmacologie à l'Université de Lausanne,
Député au Grand Conseil vaudois)

Werner CAROBIO (Conseiller National, Lumino, Tessin)

Hansjörg BRAUNSCHWEIG (Conseiller National, Dübendorf, Zurich)

Walter HABICHT (Psychologue)

Bundesrepublik Deutschland :

Peter K Kelly, M.D.

Left Berlin, joined a. D. for the "Journal for Peace
and Disarmament"

FLUGBLATT ZUR ACHTUNG DER MENSCHENRECHTE
IN DER TÜRKEI

Trotz aller unserer Unterschiedlichkeiten teilen wir alle das negative und positive Erbe der Menschheit. Am Ende des 2. Jahrtausends ist unsere wichtigste Errungenschaft ohne Zweifel die Gleichheit des Menschen in der Nationangemeinschaft ohne Rücksicht auf seine Herkunft. Diese universelle Errungenschaft darf nicht beim Wort bleiben. Das ist sicherlich auch für das Volk der Türkei gleichermaßen gültig. Aber einige Kreise zeigen die Unverschämtheit zu behaupten, daß das Volk der Türkei heutzutage auch ohne diese einige unantastbare demokratische Errungenschaften leben könne. Das können wir nicht akzeptieren. Deshalb haben wir uns entschlossen, zusammenzukommen, um unseren Widerstand zu betonen und dem Volk der Türkei zu helfen, heute alle universellen Werte zu erringen und diese morgen unrückgängig festzuhalten.

-Einleitung -

Die Lage in der Türkei nach dem Militärputsch vom 12. September 1980 bis heute hat sich sicherlich verändert. Aber eine Demokratie, wie wir sie in unseren Ländern verstehen, ist nicht einmal am Horizont zu sehen. Deshalb haben wir uns entschlossen, im Rahmen der folgenden Deklaration, die Unterschriften der Persönlichkeiten entgegenzunehmen, die sich die Grundsätze der Grundrechte der Menschen zum Führer gewählt haben und das Demokratieverständnis zweiter Klasse, das diesem Land zugemutet wird, ablehnen, jederzeit auf der Seite des Volkes der Türkei, ihrer Demokraten sind, heute und morgen ihrem Kampf zur Erringung einer unserer Zeit entsprechenden Demokratie ihre Unterstützung geben.

Neben dem allgemeinen Inhalt der Deklaration, die den Namen "Für die Achtung der Menschenrechte in der Türkei" trägt, wird sie heute schon eine Grundlage für uns sein, Tätigkeiten wie zum Beispiel dieser Art zu verwirklichen:

- die restlose Aufhebung des Kriegsrechts und des Ausnahmezustands,
- Einstellung der Prozesse wegen Meinungsvergehen,
- Generalamnestie,
- Achtung der Meinungs-, Glaubens- und Organisationsfreiheiten

Deklaration "Für die Achtung der Menschenrechte in der Türkei"

FLUGBLATT ZUR ACHTUNG DER MENSCHENRECHTE
IN DER TÜRKEI

Trotz aller unserer Unterschiedlichkeiten teilen wir alle das negative und positive Erbe der Menschheit. Am Ende des 2. Jahrtausends ist unsere wichtigste Errungenschaft ohne Zweifel die Gleichheit des Menschen in der Nationengemeinschaft ohne Rücksicht auf seine Herkunft. Diese universelle Errungenschaft darf nicht beim Wort bleiben. Das ist sicherlich auch für das Volk der Türkei gleichermaßen gültig.

Aber einige Kreise zeigen die Unverschämtheit zu behaupten, daß das Volk der Türkei heutzutage auch ohne diese einige unantastbare demokratische Errungenschaften leben könne.

Das können wir nicht akzeptieren.

Deshalb haben wir uns entschlossen zusammenzukommen, um unseren Widerstand zu betonen und dem Volk der Türkei zu helfen, heute alle universellen Werte zu erringen und diese morgen unrückgängig festzuhalten.

Koordinationskomitee

Hans HESELE	Mitglied des Europarates	Österreich
Jef ULBURGHS	Abgeordneter Österreichs	
	Mitglied des Europaparlaments	Belgien
John BOWDEN	Jurist	England
Prof. Erik SIESBY	Vorsitzender der Föderation für Menschenrechte in Helsinki	Dänemark
Jean-Pierre FOURRE	Mitglied des Europarates	Frankreich
	Abgeordneter Sozialistische Partei	
Karl-Axel ELMQUIST	Vorsitzender der Kirchen- vereinigung Schwedens	Schweden
Prof. Georges PETERS	Abgeordneter der Sozialistischen Partei der Schweiz	Schweiz
Andreas Van ES	Vorsitzender der Pazifistischen Sozialistischen Partei	Niederlande
Theo KORITZINSKY	Vorsitzender der Linkssozialistischen Partei und Abgeordneter	Norwegen
Prof. Marios NIKOLINAKOS	Professor	Griechenland

Themen des Kongresses November 1987 der Freunde der Türkei

Protokolle der Versammlung vom 14. März 1987, Paragraph 37

- a) Das Recht des 12. September aus der Sicht der Internationalen Menschenrechtserklärung, Europäischen Menschenrechtskonvention und dem 3. Korb der Schlußakte von Helsinki
- b) Meinungs- und Organisationsfreiheit in der Türkei
 - aus der Sicht der politischen Parteien
 - aus gewerkschaftlicher Sicht
 - aus der Sicht der Vereine
 - aus der Sicht der Presse
 - aus der Sicht der Ausgebürgerten und politischen Immigranten
- c) Das Kulturleben in der Türkei
 - Kino- Theater
 - Kunst
 - Schrift
 - Wissenschaft- Forschung
- d) Die Bedingungen der Gefängnisse und die Frage der Folter

Moltkestr. 45, 4100 Duisburg I Tel: 0203/33 81 67

Sehr geehrte Damen und Herren,

wir als "das Komitee für die Verwirklichung der Menschenrechte und der Demokratie in der Türkei", hoffen, daß Sie sich als ein Verteidiger der Menschenrechte sicherlich auch für die heutige Lage der Menschenrechte in der Türkei interessieren. Aus diesem Grunde sieht unsere Initiative es als Aufgabe, Sie hierüber zu informieren. Wir hoffen auf Ihre Unterstützung.

Bis heute gibt es aus der Bundesrepublik Deutschland keine Unterstützung für die Initiative "Freunde der Türkei", die von Verteidigern der Menschenrechte in Europa, für die Wiederherstellung der Menschenrechte und der Demokratie in der Türkei gegründet wurde. Diese von hier aus nichtvorhandene Unterstützung haben wir mit Bedauern festgestellt.

Das "FLUGBLATT ZUR ACHTUNG DER MENSCHENRECHTE IN DER TÜRKEI", das von vielen Menschen aus 11 Ländern unterschrieben wurde, um den "Internationalen Kongreß der Freunde der Türkei" zu unterstützen, bitten wir Sie, zu unterschreiben. Der Kongreß wird im November 1987 im Französischen Parlament tagen. In der Anlage befinden sich die Tagesordnungspunkte des Kongresses. Dort wird unter anderem beschlossen, ob die Initiative "Freunde der Türkei" weiterhin bestehen bleibt.

Die Tagungen der Initiative "Freunde der Türkei" fanden bisher am 14. März und 25. April 1987 statt. Die dritte Tagung wird am 30. Mai 1987 ebenfalls in Paris, im französischen Parlament stattfinden. Am gleichen Tag werden durch eine Pressekonferenz die Namen der Unterstützer des im November 1987 stattfindenden Internationalen Kongresses der Weltöffentlichkeit bekannt gegeben, die ihre Unterstützung durch die Unterschrift der Erklärung für die Herstellung der Menschenrechte in der Türkei deutlich machten.

In der Anlage senden wir Ihnen das Vorwort des Europa-Abgeordneten Jean-Pierre Fourré. Er ist der Hauptinitiator der Initiative "Freunde der Türkei". Außerdem befinden sich in der Anlage das Protokoll der Tagung vom 14.3.1987 und die Liste der Unterzeichner bis zum 14. März. Wir hoffen, daß Sie im Zuge der Sicherung der Menschenrechte in der Türkei, die Initiative "Freunde der Türkei" unterstützen werden.

Falls Sie das "FLUGBLATT ZUR ACHTUNG DER MENSCHENRECHTE IN DER TÜRKEI" unterschreiben möchten, bitten wir Sie höflich, es bis zum 30. Mai 1987 entweder an unsere Adresse oder an die Adresse von Jean-Pierre Fourré zu senden.

Mit freundlichen Grüßen

Solidaritätsinitiative für Menschenrechte und Demokratie in der Türkei

Adresse von Herrn Jean-Pierre
FOURRE

Die Lage in der Türkei nach dem Militärputsch vom 12. September 1980 bis heute hat sich sicherlich verändert. Aber eine Demokratie, wie wir sie in unseren Ländern verstehen, ist nicht einmal am Horizont zu sehen. Deshalb haben wir uns entschlossen, im Rahmen der folgenden Deklaration, die Unterschriften der Persönlichkeiten entgegenzunehmen, die sich die Grundsätze der Grundrechte der Menschen zum Führer gewählt haben und das Demokratieverständnis zweiter Klasse, das diesem Land zugemutet wird, ablehnen, jederzeit auf der Seite des Volkes der Türkei, ihrer Demokraten sind, heute und morgen ihrem Kampf zur Erringung einer unserer Zeit entsprechenden Demokratie ihre Unterstützung geben.

Neben dem allgemeinen Inhalt der Deklaration, die den Namen "Für die Achtung der Menschenrechte in der Türkei" trägt, wird sie heute schon eine Grundlage für uns sein, Tätigkeiten wie zum Beispiel dieser Art zu verwirklichen:

- die restlose Aufhebung des Kriegsrechts und des Ausnahmezustands,
- Einstellung der Prozesse wegen Meinungsvergehen,
- Generalamnestie,
- Achtung der Meinungs-, Glaubens- und Organisationsfreiheiten

Deklaration "Für die Achtung der Menschenrechte in der Türkei"

FLUGBLATT ZUR ACHTUNG DER MENSCHENRECHTE IN DER TÜRKIEI

Trotz aller unserer Unterschiedlichkeiten teilen wir alle das negative und positive Erbe der Menschheit. Am Ende des 2. Jahrtausends ist unsere wichtigste Errungenschaft ohne Zweifel die Gleichheit des Menschen in der Nationengemeinschaft ohne Rücksicht auf seine Herkunft. Diese universelle Errungenschaft darf nicht beim Wort bleiben. Das ist sicherlich auch für das Volk der Türkei gleichermaßen gültig.

Aber einige Kreise zeigen die Unverschämtheit zu behaupten, daß das Volk der Türkei heutzutage auch ohne diese einige unantastbare demokratische Errungenschaften leben könne.

Das können wir nicht akzeptieren.

Deshalb haben wir uns entschlossen zusammenzukommen, um unseren Widerstand zu betonen und dem Volk der Türkei zu helfen, heute alle universellen Werte zu erringen und diese morgen unrückgängig festzuhalten.

Koordinationskomitee

Hans HESELE	Mitglied des Europarates	Österreich
Jef ULBURGHs	Abgeordneter Österreichs	Belgien
John BOWDEN	Mitglied des Europaparlaments	England
Prof. Erik SIESBY	Jurist	Dänemark
Jean-Pierre FOURRE	Vorsitzender der Föderation für Menschenrechte in Helsinki	Frankreich
Karl-Axel ELMQUIST	Mitglied des Europarates	Schweden
Prof. Georges PETERS	Abgeordneter Sozialistische Partei	Schweiz
Andreas Van ES	Vorsitzender der Kirchenvereinigung Schwedens	Niederlande
Theo KORITZINSKY	Abgeordneter der Sozialistischen Partei der Schweiz	
Prof. Marios NIKOLINAKOS	Vorsitzender der Pazifistischen Sozialistischen Partei	Griechenland
	Vorsitzender der Linksozialistischen Partei und Abgeordneter	
	Professor	

Themen des Kongresses November 1987 der Freunde der Türkei

Protokolle der Versammlung vom 14. März 1987, Paragraph 37

- a) Das Recht des 12. September aus der Sicht der Internationalen Menschenrechtserklärung, Europäischen Menschenrechtskonvention und dem 3. Korb der Schlußakte von Helsinki
- b) Meinungs- und Organisationsfreiheit in der Türkei
 - aus der Sicht der politischen Parteien
 - aus gewerkschaftlicher Sicht
 - aus der Sicht der Vereine
 - aus der Sicht der Presse
 - aus der Sicht der Ausgebürgerten und politischen Immigranten
- c) Das Kulturleben in der Türkei
 - Kino- Theater
 - Kunst
 - Schrift
 - Wissenschaft- Forschung
- d) Die Bedingungen der Gefängnisse und die Frage der Folter

Annexe 4
"AMIS DE LA TURQUIE"

- liste au 14 mars 1987 -

AUTRICHE

Gerald NAGLER (secrétaire général Helsinki International Federation of H.R.)
Hans HESELE (député, membre du C.E.)

BELGIQUE

Jef ULBURGHS (membre du P.E.)

DANEMARK

Lasse BUDTZ (député, membre du C.E.)
Erik SIESBY (Professeur)
Bjorn Enquist (député, membre du C.E.)

FRANCE

Jean-Pierre FOURRE (député, membre du C.E.)
Antoine SANGUINETTI (amiral C.R.)
Claude LANZMANN (écrivain)
Raoul SANGLA (réalisateur T.V.)
Claude BOURDET (journaliste)
Gilles PERRAULT (écrivain)
Laurent SCHWARTZ (mathématicien)
René TAVERNIER (Pen Club)
Bernard PIERRE (Pen Club)
Bernard LANGLOIS (Journaliste)

GRECE

Professeur Marios NIKOLINAKOS
Mikis Thcodorakis

ITALIE

Luciano ARDESI (Ligue des Droits de l'Homme)

NORVEGE

Theo KORITZINSKY (député, président du Parti socialiste de gauche)

PAYS-BAS

Mme Andreas van-ES (P.S.P. - Présidente)

ROYAUME-UNI

Harold PINTER (Ecrivain)
Père Bruce KENT
Richard BALFE (membre du P.E.)
Alf LOMAS (membre du P.E.)
Thomas COX (député, membre du C.E.)
Anne CLWYD (députée)
Roland BOYES (député)
Ron TODD (syndicaliste)
Arnold WESKER (Ecrivain)
John BOWDEN (juriste)
Lord Hugh JENKINS (of Putney)

.../...

SUEDE

Karl-Axel ELMQUIST (secrétaire général Swedich Free Church Council)
Hans Göran FRANCK (député)
Hadar CARS (député, ancien ministre)
Oswalt SODERQUIST (député)
Rune BACKLUND (député)
Bibi ANDERSON (comédienne)
Per VESTBERG (ancien président de PEN International)
Nils KRISTOFERSSON (syndicaliste)

SUISSE

François GEYER (Vice-président du Grand Conseil Vaudois, Lausanne)
Claude BRIDEL (Professeur de théologie à l'Université de Lausanne,
ancien recteur, Lausanne)
Michel GLARDON (Editeur, Lausanne)
René LONGET (Conseiller national, Président de l'Institut suisse de la Vie, Genève)
Jean ZIEGLER (Professeur de sociologie aux Universités de Genève et de Paris,
Membre du Bureau de la 2ème Internationale, Genève)
André ROUGEMONT (Professeur de médecine tropicale à l'Université de Genève)
Bernard ROSSIER (Professeur de pharmacologie à l'Université de Lausanne)
Georges PETERS (Professeur de pharmacologie à l'Université de Lausanne,
Député au Grand Conseil vaudois)
Werner CAROBBIO (Conseiller National, Lumino, Tessin)
Hansjörg BRAUNSCHWEIG (Conseiller National, Dübendorf, Zurich)
Walter HABICHT (Psychologue)

JEAN-PIERRE FOURRÉ
DÉPUTÉ
DE SEINE-SAINE-ET-MARNE
CONSEILLER RÉGIONAL
D'ÎLE-DE-FRANCE

JPF.AG.
5751.87

REF à rappeler

PARIS, le 2 avril 1987

Madame, Monsieur, Cher(e) Collègue,

Suite à notre réunion des correspondants des "Amis de la Turquie" que nous avons tenue à Paris, le 14 mars 1987, je vous prie de :

1. Trouver ci-joint le compte-rendu condensé de la réunion. (Annexe 1)
2. Trouver ci-joint la liste et adresses des correspondants des "Amis de la Turquie" qui constitue désormais le "comité de préparation" de notre Congrès international. (Annexe 2)
3. Trouver ci-joint la nouvelle rédaction de notre déclaration suivant les suggestions faites lors de la réunion. (A cet effet, je vous serais reconnaissant de me faire savoir votre accord dans les plus brefs délais si vous n'avez pas d'opposition majeure). (Annexe 3)
4. Retenir la date du 25 avril 1987, de 14 h à 17 h, pour notre prochaine réunion du "comité de préparation" de notre Congrès international qui aura lieu à l'Assemblée Nationale française, 101 rue de l'Université - 75007 PARIS. (Jusqu'à cette date du 25.04.87, il serait souhaitable que dans chacun de nos pays, les groupes "Amis de la Turquie" puissent compter 10 à 15 personnalités de grand renom afin que la convocation du Congrès que nous allons lancer après cette réunion puisse trouver un grand écho international).
5. Trouver ci-joint la liste des "Amis de la Turquie" au 14 mars 1987. (Annexe 4)

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, je vous prie de croire, Madame, Monsieur, Cher(e) Collègue, en l'expression de ma considération distinguée.

Jean-Pierre FOURRÉ

- Réunion des "AMIS DE LA TURQUIE" - 14 mars 1987 - Paris -

1. La réunion est ouverte à 12 heures en présence de Jean-Pierre FOURRÉ (France) ; Prof. Georges PETERS, Walter HABICHT (Suisse) ; Lasse BUDTZ, Prof. Erik SIESBY (Danemark) ; Lina d'AMICO (assistante de Jef ULBRUGHS) (Belgique) ; Prof. Marios NIKOLINAKOS (Grèce) ; Karl-Axel ELMQUIST (Suède).
John BOWDEN (Royaume-Uni) a rejoint la réunion dans l'après-midi.
Mme Andreas van ES (Pays-Bas) ; Hans HESELE (Autriche) ; Theo KORITZINSKY (Norvège) s'étaient excusés.
Étaient aussi présents : Me Enis COSKUN (Secrétaire général du Comité turc pour la paix, en exil à Paris) ; Mahmut DEGER (France) ; Unal DOGAN (Suisse) ; Dominique SONNET (Belgique) ; Refik SENER (Suède) ; Cahit BAYLAN (Royaume-Uni).
2. Jean-Pierre FOURRÉ ouvre la séance, souhaite la bienvenue aux participants. Il propose un tour de table sur le niveau de solidarité avec la Turquie dans chacun des pays représenté.
3. En Suisse : La solidarité avec la Turquie a connu un nouvel essor surtout après la nomination du nouvel ambassadeur de Turquie, ancien secrétaire général du Conseil National de Sécurité, le Général H. SALTİK.
4. En Suède : Il existe déjà un Comité de Solidarité pour la démocratie et les droits de l'homme en Turquie. Il est en contact avec la presse, le gouvernement, les parlementaires (4 différents partis sont représentés dans ce comité), les syndicats et les différents groupes turcs de différentes sensibilités. Il a organisé une conférence internationale à Stockholm sur les droits de l'homme en Turquie qui a fait un grand bruit dans les médias.
5. En Grèce : Il existe un comité pour la solidarité avec les réfugiés turcs. A l'initiative de Mikis THEODORAKIS, la constitution récente d'une association d'amitié avec le peuple turc avec la participation d'importantes personnalités grecques ouvre une nouvelle étape de solidarité avec la Turquie.
6. En Belgique : La Turquie n'est pas tellement à l'ordre du jour en Belgique. Il existe des problèmes de "démarrage". La déclaration des "Amis de la Turquie" peut devenir, dans ce contexte, un "démarreur". Mais il faudrait aussi voir le fond du texte de la déclaration.
7. Au Danemark : Le Danemark a été l'un des cinq pays qui ont conduit la Turquie devant la Commission Européenne des Droits de l'Homme. L'opinion publique danoise est acquise aux problèmes des droits de l'homme. Mais il faut faire plus pour la Turquie. En ce sens, cette initiative des "Amis de la Turquie" est excellente.
8. En France : Le problème est peut-être identique à celui de la Belgique. Il n'y a pas eu d'actions coordonnées. L'opinion publique française ignore totalement la Turquie.

.../...

9. Après la suspension de séance pour le déjeuner, Jean-Pierre FOURRE propose une discussion sur le texte de la déclaration des "Amis de la Turquie" et les moyens d'élargir les signataires de celle-ci.
10. Le Professeur Erik SIESBY explique que le Comité Helsinki (Helsinki Watch) a publié des rapports sur la Turquie. "Nous avons besoin de plus amples informations sur la torture" dit-il. Les documents d'Amnesty International sont simples. La majorité des intellectuels en Turquie sont privés d'activités. Ceci constitue un danger pour les européens aussi. Il faut être très documenté. Il faut faire traduire, par exemple, les actes d'accusations des procès et les diffuser.
11. Pour le Professeur Georges PETERS, il existe deux problèmes. Premièrement, les demandeurs d'asile. Sur 30 000 demandeurs en Suisse, 15 000 sont des turcs. Ce qui provoque une nouvelle vague de racisme, y compris dans les milieux officiels. Deuxièmement, la situation des droits de l'homme en Turquie. Très peu d'organisations s'occupent de la Turquie, sinon une minorité de gauche et d'extrême-gauche. Il faut savoir que les banques suisses soutiennent le régime actuel de Turquie. Enfin, il faut souligner également le problème des kurdes. Les kurdes ne veulent pas coopérer avec les turcs.
12. Lasse BUDTZ se demande si une nouvelle requête contre la Turquie à la Commission Européenne des Droits de l'Homme n'est pas possible. "Nous devons faire parler de la Turquie" dit-il notamment au Conseil de l'Europe. Il faut coordonner les actions au niveau international.
13. Jean-Pierre FOURRE explique qu'il a pu recueillir la signature de 200 parlementaires de 21 différents pays occidentaux pour l'arrêt du procès du Comité turc pour la paix. Même un tel évènement n'a pas pu trouver de l'écho dans la presse. Il lui a fallu payer un encart publicitaire dans la presse pour pouvoir diffuser cette information. Mais ceci montre également qu'il existe une opinion internationale favorable pour la solidarité avec la Turquie. D'où l'idée de la constitution des groupes d' "Amis de la Turquie" autour d'une déclaration. Il existe, en effet, des initiatives prises (souvent individuellement) dans beaucoup de pays, mais il n'existe pas de structure de coordination et de réflexion. "Notre ambition est grande mais cela vaut la peine d'essayer" ajoute-t-il.
14. Lina d'AMICO demande ce que l'on compte faire avec cette déclaration. "C'est la question qu'on nous pose" dit-elle.
15. Karl-Axel ELMQUIST propose que le texte de la déclaration soit plus explicite politiquement.
16. Pour Georges PETERS, l'idée d'une association internationale est bonne, mais il faut être vigilant. Il faut regrouper les amis pour la Turquie démocratique.
17. Le Professeur Marios NIKOLINAKOS propose de donner une identité légale à cette initiative. Le groupe de Theodorakis, par exemple, s'appuie sur des initiatives en Turquie même. "Nous devons créer quelque chose de poids pour appuyer les forces démocratiques en Turquie" souligne-t-il.

18. Le Professeur Erik SIESBY insiste sur la collecte et la diffusion de documents sur la Turquie. Concernant le problème de l'article 14 de la Constitution de 1982, il souhaiterait connaître l'avis des juristes turcs. Il propose la circulation des informations parmi les "Amis de la Turquie".
19. Jean-Pierre FOURRE explique qu'il ne s'agit pas de créer une super-structure regroupant les groupes existants. Cependant, il y a un réel besoin d'information qui parvient de Turquie. Il propose que la réunion prenne une décision concernant la proposition du Professeur SIESBY.
20. Lina d'AMICO se demande si l'on ne peut pas envisager un bulletin d'information.
21. Jean-Pierre FOURRE estime qu'il y a là un problème d'organisation. Par qui former un comité de rédaction ? Mieux vaut faire circuler les documents en notre possession, et ce d'une manière mutuelle.
22. Dominique SONNET pose le problème du titre de la déclaration. "Amis de la Turquie" est souvent perçu comme "amis de l'Etat turc". Il faut que le titre soit explicite.
23. Pour Jean-Pierre FOURRE, il faut insister sur le principe essentiel. Rentrer dans les détails limiterait l'écho.
24. Le Professeur Marios NIKOLINAKOS relève un problème éternel, plutôt propre aux grecs et aux turcs. Il faut insister sur l'appui au peuple turc pour une Turquie réellement démocratique. Il exprime son accord avec Jean-Pierre FOURRE. Il ne faut pas rentrer dans les détails du moment que les choses sont claires. Cependant, une partie du texte de la déclaration lui pose problème. Ce n'est pas seulement le peuple turc qui est héritier de droit des civilisations brassées en ~~Australie~~ *Anatolie*.
25. Karl-Axel ELMQUIST estime que la notion "démocratie et les droits de l'homme pour la Turquie" explique bien le contenu de la déclaration. Pour lui, la question de la structure sera réglée avec l'organisation du Congrès international, le point suivant de l'ordre du jour.
26. Walter HABICHT a des réticences sur le mot "démocratie".
27. Jean-Pierre FOURRE note qu'il n'existe pas de divergences profondes. Sur l'essentiel, tout le monde est d'accord. Il propose comme titre "amis du peuple turc".
28. Pour Georges PETERS, le mot "peuple" est dangereux.
29. Lasse BUDTZ propose "droits de l'homme en Turquie".
30. Walter HABICHT proposerait plutôt "amis des droits démocratiques en Turquie".
31. Pour Karl-Axel ELMQUIST, de toutes les façons, c'est le texte qui expliquera la trame.
32. Alors le Professeur Erik SIESBY propose "Déclaration : Droits de l'Homme pour la Turquie", proposition retenue.

33. Jean-Pierre FOURRE estime qu'il faut désormais avoir un correspondant dans chaque pays et recueillir la signature de 10 à 15 personnalités importantes dans ces pays.
34. John BOWDEN explique qu'il existe des possibilités pour toucher les USA, le Canada et les pays de l'Amérique latine.
35. A cause de l'heure avancée, la réunion se contente de discuter le contenu du Congrès international des "Amis de la Turquie", dernier point de l'ordre du jour. Il a été décidé la convocation d'une nouvelle réunion fin avril 1987 pour discuter la préparation technique de ce Congrès.
36. Cependant, John BOWDEN propose, vu le calendrier politique en Royaume-Uni, la convocation de ce Congrès au mois de Novembre 1987.
37. Jean-Pierre FOURRE propose le contenu suivant pour le Congrès International :
autour de 4 thèmes :
 - a) la structure juridique actuelle de la Turquie du point de vue de la Déclaration universelle des droits de l'homme, de la Convention européenne des droits de l'homme et du troisième panier de l'Acte final d'Helsinki.
 - b) la liberté d'expression en Turquie
 - . les partis politiques
 - . les syndicats
 - . les associations
 - . la presse
 - . le problème des réfugiés et la perte de la nationalité.
 - c) la vie culturelle en Turquie
 - . théâtre et cinéma
 - . arts plastiques
 - . littérature
 - . science et recherche.
 - d) les conditions dans les prisons et la torture.

• • •
•

OFFENER BRIEF AN MINISTERPRÄSIDENT ÖZAL

Sehr geehrter Herr Ministerpräsident,

Wir wenden uns an Sie in Sorge um das Leben der politischen Gefangenen Ihres Landes. Einige von ihnen befinden sich nunmehr nach 6 Wochen Hungerstreik in einer lebensbedrohlichen Situation.

Wie wir aus der Presse erfahren haben, befinden sich inzwischen in verschiedenen Gefängnissen und Militärgefängnissen der Türkei über 800 Straf- und Untersuchungsgefangene im Hungerstreik. Sie fordern eine Beendigung der Folterungen und Verbesserung der Haftbedingungen.

7 Gefangene im Istanbuler Gefängnis Sagmalcilar haben erklärt, den Hungerstreik notfalls bis zum Tode weiterzuführen, falls die Forderungen nicht erfüllt werden. Wir teilen die Besorgnis der Angehörigen insbesondere um das Leben dieser 7 Gefangenen. Wie Sie wissen, haben bereits 1984 bei einem Todesfasten 4 Gefangene ihr Leben verloren.

Herr Ministerpräsident,

die Forderungen der Gefangenen sind humanitäre Forderungen, die den minimalen Bedingungen einer menschenwürdigen Behandlung entsprechen. Deshalb halten wir es für notwendig, daß Sie die Forderungen nach

- Stopp von Folterungen, Schlägen und Mißhandlungen
 - Aufhebung des Zwanges zur Sträflingskleidung für Untersuchungs-
gefangene
 - ausreichender medizinischer Versorgung
 - Aushändigung von Verteidigungsunterlagen
 - einer menschlichen Besuchregelung, d.h. Aufhebung der zeitlichen Begrenzung auf 2 - 3 Minuten und Aufhebung der Trennscheibe zumindest für enge Familienangehörige und Kleinkinder
 - ausreichender Ernährung
- erfüllen.

Die Mütter und weitere Familienangehörige von Hungerstreikenden, die aus Sorge um das Leben ihrer gefangenen Angehörigen ein sit-in vor dem Istanbuler Militärgefängnis Metris durchführten, wurden verhaftet. Sie befinden sich nun ebenfalls im Gefängnis Sagmalcilar.

Wir bitten Sie, unverzüglich die Freilassung dieser Familienangehörigen zu veranlassen.

Schließlich fordern wir Sie auf, alles zu unternehmen, um die Folter für immer aus den Gefängnissen und Haftanstalten der Türkei zu verbannen. In diesem Sinne bitten wir Sie, einer unabhängigen Kommission von Ärzten, Juristen und Parlamentariern Zutritt zu den Gefängnissen von Diyarbakir, Eskisehir, Malatya, Sagmalcilar und Metris zu gewähren.

12 Eylül'ün 7. yılında, göçmenlerin en büyük özlemi:

TÜRKİYE'DE DEMOKRASİYİ KAZANMAK!

Değerli yurttaşlar,

Bugünlerde 12 Eylül darbesinin 7. yılını yaşıyoruz. Aradan geçen 7 yıl içinde ülkemizin ne hale getirildiğini, izine giden tüm yurttaşlarımız kendi gözleriyle gördü. Izinden dönen göçmen işçiler, Türkiye'nin gidişatına yönelik üzüntülerini dile getiriyorlar. Türkiye'mizi 7 yılda uçurumun kenarına getirenler, yurtdışında yaşayan göçmen yurttaşlarımız için ne yaptılar?

Arkadaşlar,

Karşılaştığımız haksızlıklar saymakla bitmez. 12 Eylül'cülerin ilk işi, bedeli 20 bin DM'ye çıkartmak oldu. Bu soyguncu anlayış bugün de sürüyor. İşte, pasaport ve diğer harçlardaki aşırı yüksek ücretler; serbest dolaşım hakkımızın satılması; konut kredilerinin Türkiye'de kullanımı ile primlerin iadesinde, kesin geri dönüş yapma zorlamasının kabul edilmesi; işçi şirketlerine verilmeyen ucuz kredilerin holdinglere aktarılması; Merkez Bankası'ndaki dövizlerimizin faizlerini ödemedeki gecikmeler ve böylece faiz oranının düşürülmesi. Daha onlarca haksızlık sayılabilir.

Haksızlıklar yalnız ekonomik alanda mı? Elbette hayır. Görevi vatandaşa hizmet olan konsolosluklarımız ne hale getirildi? Hakarete uğramayan, soyulmayan, azarlanmayan kaldı mı? 3 Haziran'da, Köln Konsolosluğu'nda, Bünyamin Şimşekyılmaz adındaki genç bir yurttaşımız dövüldü, bacağı kırıldı. Essen ve Münster Konsoloslukları'nda da benzer dövme olayları yaşandı. Sendikacılar, sosyal danışmanlar, öğretmenler, göçmen dernekleri yöneticileri pasaportları ellerinden alınmakla tehdit ediliyor. Yüzlerce insanın pasaportlarına el koydular. Memleketimizde demokrasi olsa, burada bize bunca hakaret yapılması mümkün olabilir mi?

Bizler memleketimizi ve halkımızı canımız gibi seviyoruz. Ülkemizle övünebilmek bizim de hakkımız değil mi? Yurtdışında, ülkemizle gurur duyarak, başımız dik, alnımız açık dolaşmak istemez miyiz? Ama, Türkiye'deki durum buna elvermiyor. Bütün dünya, Türkiye'de olup bitenleri görüyor, konuşuyor. Türkiye'deki baskı, işkence, devlet terörü, sömürü, vurgun, rüşvet, hırsızlık, işsizlik, açlık, hayat pahalılığı, ahlaksızlık, eşitsizlik, adaletsizlik, haksızlık, yasaklar, tutuklamalar ve daha onlarca olumsuzluk, kimse için sır değildir. Biz, bunları göre göre, bile bile övünebilir miyiz?

Övünmek için, barıştan, demokrasiden, insan haklarından yana, dünya kamuoyunda haklı bir saygınlık kazanan gelişmeler olması lazım. İşte bunun için, barışı en kararlı bir şekilde savunan Barış Derneği üyeleriyle övünüyoruz. DISK'li sendikacılarla, sendikal hak ve özgürlükleri savunanlarla, demokrasiyi, insan haklarını, eşitliği, işi, ekmeği, özgürlüğü savunanlarla haklı olarak gurur duyuyoruz. Onlar da olmasa, yurtdışında hiçbir saygınlığımız kalmayacak.

Göçmenler, kardeşler,

Kimi eşitsiz davranışlar sürse de, demokrasinin işlediği bir ülkede yaşıyoruz. Haksızlığa karşı örgütlenebiliyor, haklarımızı arayabiliyoruz. Hepimiz düşüncelerimizi açıkça dile getirebiliyor ve bunları yaygınlaştırabiliyoruz. Pek çoğumuz, kendisine uygun bulduğu bir cemiyet içinde üyedir ve örgütlüdür.

Güzel yurdumuzda da demokrasinin işlerlik kazanması için, ülkemizde insan haklarına saygı gösterilmesi için, bağımsız, özgür bir ülkenin yurttaşları olabilmemiz için, politik gelişmelere katkıda bulunmalıyız. Bunun için, bulunduğumuz ülkelerde oy kullanma talebimizi yükseltelim. Her istendiğinde izine gidebilmek, binlerce kilometre yol katedip oy kullanmak mümkün mü? Sesimizi yükseltelim ve sınır kapılarında oy kullanmanın yetersizliğini gösterelim.

DİBAF ve FİDEF, göçmenlere seslenerek diyorlar ki: Türkiye'de demokrasi için mücadele edenleri destekleyelim. Ülkemizde olup bitenlere karşı daha duyarlı olalım. Yasaklara karşı çıkalım. Bizim ülkemizde de, düşünce ve inanç özgürlüğü olsun. İnsan haklarına saygı gösterilsin. Kürt halkının varlığı kabul edilsin ve Kürt ulusu üzerindeki baskılara son verilsin. İşkenceye, baskıya, zorbalığa, açlığa, ahlaksızlığa, rüşvetçiliğe kısacası, ülkemiz, halkımız ve tüm insanlık için zararlı her şeye hayır. İşe, ekmeğe, barışa, demokrasiye, hoşgörü ve dayanışmaya evet. 12 Eylül'ün 7. yılında zorbalığa karşı çıkalım, elele verip demokrasi-nin zafer kazanmasını sağlayalım.

FEDERAL ALMANYA TÜRKİYE
İŞÇİ DERNEKLERİ FEDERASYONU
Lichtstrasse 31, 4000 Düsseldorf 1,
Tel: 0211 - 664284

FİDEF

DEMOKRASİ İÇİN BİRLİK-AVRUPA
TÜRKİYELİ İŞÇİLER FEDERASYONU
Erkrather Straße 338, 4000 Düsseldorf 1,
Tel: 0211 - 7334716

DİBAF

Fakir Baykurt

A Ç I Ş K O N U Ş M A S I

Türkiye-Yunanistan Avrupa Dostluk Girişimi Toplantısı
Köln, 26 Eylül 1987, Cumartesi, 11.00

Değerli Konuklar, Sevgili Arkadaşlar!

Bugün burada, Türkiye-Yunanistan Avrupa Dostluk Girişimi'nin esaslı olarak kurulması için toplandık. Hepinizi candan sevgi ve saygılarla selâmlıyorum.

Bundan önce, daha küçük katılımlı iki toplantı yaptık. Birincisi gene Köln'de, 31 Mayıs 1987 günü , tanınmış sanatçılarımız Mikis Theodorakis ile Zülfü Livaneli'nin ortak konserlerinden sonra yaptığımız toplantı. Bu toplantıda biz beş arkadaş, uluslarımızın tartışılmaz gereksinmesi olan dostluk ve barış çabalarını Avrupa'da örgütlemek için zorunlu ilk çalışmaları yapmaya görevlendirildik. Duisburg'ta küçük katılımlı ikinci toplantımızı yaptık. Orada girişimin kuruluşuna giden yolu açtık; sizlere çağrı çıkardık. Şu anda üçüncü toplantımızdayız. Katıldığınız için candan teşekkürlerimi sunarım.

Bundan sonra, uluslarımız arasında dostluk ve barışın korunması ve sürdürülmesi için, yurtlarımızda var olan girişimlere paralel olarak, Avrupa'da çabalara başlayacağız.

Çünkü değerli arkadaşlarım, biliyorsunuz, dostluk ve barış için, kendi aramızda, daha fazla konuşmanın artık gereği yoktur. Gerekli olan, Avrupa'nın birçok ülkesinde çalışan işçilerimizde dostluk ve barış bilincini artırıcı, bu bilinci yaygınlaştıracı çalışmalardır. Asıl amacımız ise, ülkelerimizdeki kamuoylarına, siyasal partilere, hükümetlere dostluk ve barış özlemi dolu seslerimizi duyurmaktır. Savaş kışkırtıcılığı yapan bir kesim basın ve politikacılar üzerinde baskı oluşturmaktır. Çünkü biliyorsunuz, tarihte olduğu gibi bugün de, bir kesim politikacılar ve basın, uluslarımız arasında savaş ateşini tutuşturmak için küllenmiş kıvılcımları üflüyorlar. Bu tür politikacılar ve basın, iç ve dış sömürücülerimizin gözüne girebilmek için, savaş kışkırtıcılığını alışkanlık, hattâ müzmin birer huy haline getirmişlerdir. Bunları küçümsemeyelim. Bunlar, her iki ülkede, dostluk ve barıştan yana olan insanlarımızın zihinlerini ustaca karıştırıyorlar. Yoksul köylülerimizi, işçilerimizi, dar gelirli memur ve esnafımızı, bunların hiç değilse kimi kesimlerini, savaştan yana heyecanlandırıyorlar.

Oysa arkadaşlar, yoksul köylülerimizin, işçilerimizin, dar gelirli memur ve esnafımızın ne yararları var savaştan? Onlar geçmişte olduğundan daha öldürücü silâhlarla yapılacak yeni savaşlarda, tıpkı geçmişte olduğu gibi, sadece ölecek, sakatlanacak, yada tutsak olacaklardır. Onları savaşa kışkırtanlar ve sürenler, daha çok arkada kalarak, her zaman olduğu gibi, başlarını kurtarmayı başaracaklardır. İkinci Dünya Savaşı'nda bunların başta gelenleri, top, tank, gemi ve uçak sanayicileri, barut ve mermi alıp satıcıları canlarını her zaman kurtarmışlardır. Her iki savaşta da ünlü Krupp ailesinden kimse ölmemiştir. Bugün gerçi bir Üçüncü Dünya Savaşı numaralanmamıştır. Şu anda İran ile Irak arasında olduğu gibi, dünyanın pek çok ülkesinde komşu, hattâ kardeş uluslar arasında savaşlar sürüp gitmektedir. Bu savaşlarda ölenler, sakatlananlar, tutsak edilip süründürülenler de büyük ölçüde köylüler, işçiler, dar gelirli memur ve esnaftır. Bugün artık savaşları numarasız sürdürmek de dünyada savaş kışkırtıcılarının yeni bir numarası değil midir? Bu savaşlarda ölenler, sakatlananlar, tutsaklar, yitikler, ve hesapsız maddesel yıkımlar, Birinci, İkinci Dünya Savaşları'nın korkunç toplamalarını çoktan aşmamış mıdır?

Bugün barış, kendimiz ve çocuklarımız için, en çok bize gereklidir. Eğer bizler, yarın savaş için yapmak zorunda bırakılacaklarımızın yarısını bugün barış için yapmazsak, onu korumamız olanaksızdır. Uluslarımız arasında zaman zaman hızlanan kışkırtıcılık, şu son çeyrek yüzyılda, düşünün, incir çekirdeğini dolduramaz bahanelerle kaç kez sakıncalı boyutları yükseldi! Kaç kez limanlarımızdan savaş gemileri kalkıp yürüdü! Öldürücü savaş uçakları kaç kez sınırlarımızda sinirli uçuşlar yaptı!

1919-22 yılları arasında yoksul halklarımızın yaşamak zorunda bırakıldığı savaştan önce Anadolu'da, Ege kıyılarında, adalarda, nasıl kutsanası bir dostluk yaşandığını iyi biliyoruz. Pek çok başka örneği arasında, Dido Sotiriu'nun ünlü romanı "Benden Selâm Söylen Anadolu'ya" (= Grüss mir die Erde, die uns beide geboren hat), o barış ve mutluluk dolu dönemi ve ardından gelen, getirilen yıkımı açık seçik anlatmaktadır. Türkçe ve Almancaya da çevrilmiş olan bu güzel romanı bugün hepimiz, bütün işçilerimiz, dönüp dönüp okumalıyız. O zamanlarda, aynı köyde, kasabada yan yana, can cana yaşayan insanlarımız, dara düştükleri ve borca girdikleri zaman öbür köydeki hısımlarına gitmiyor, birbirinden yardım istiyorlardı. Durumu iyi olanlar keselerini çıkarıp komşusuna içindekini saymadan veriyordu. Yaşanmış acılara tarihin gözüyle bakınca görüyoruz ki, bu insanların birbirinin boğazına sarılmasının, birbirinin köylerini yakıp yıkmasının hiç de ciddi nedenleri yoktu. Yoksul köylüler, işçiler, dar gelirli memur ve ensaf, bu büyük, ezici, yaratıcı çoğunluk için savaşların ciddi nedenleri bugün de yoktur. O zaman savaşı bunlar çıkartmamış, sadece savaştırılmışlardır. Bu, her iki yan için de çok derin bir

uyku ve büyük bir uyanmazlıktır.

Şimdi her şey, korkacağımız kadar karanlık değildir. Avrupa'daki işlerinden yazlık izne giden bizim işçiler, Yunan köylülerince durdurulmakta, konuk edilmekte, ertesi gün iyi dileklerle uğurlanmaktadırlar. Yirmi beş yıldır Avrupa'nın fabrikalarında çalışan işçilerimiz arasında hiçbir nedenle, hiçbir çatışma, sürtüşme çıkmamıştır. Bunlar yurtlarımızda, o belirttiğim politikacı ve basın kesimi, küllerin altında kalmış kıvılcımları üfledikleri zaman bile, birbirlerine düşmemişlerdir.

Bugünkü ivedi görevimiz, daha çok el ele verip, bu kutsanası dostluk bağıını güçlendirmek, gönüllerimizi barış sevgisiyle doldurmak, gözlerimizi dostluk ve barıştan yana dört açmak, gerektiğinde dostluk ve barıştan yana ağırlığımızı, yurtlarımızdaki savaş kışkırtıcılarına duyumsatabilmektir. Bu uğurda göstereceğimiz çabalar, katlanacağımız yorgunluklar, yarın bir savaş çıktığında katlanmak zorunda bırakılacağımız yorgunluk ve acıların yanında sıfır, sadece solda sıfır kalacaktır.

Oysa biz birbirine çok yakın iki komşu ulus, savaşmak yerine, dostluk içinde el ele verip ulusal savunmalarımız için dayanışmak zorundayız. Dış politikada dünya barışı için işbirliği yapmak zorundayız. Karşılıklı ticaret, kültür alışverişi yapmak zorundayız. Geçmiş yönetimlerimizin akıl almaz savsamaları ve uğratıldığımız ağır iç ve dış sömürüler yüzünden nerdeyse dünyanın en yoksulları arasına itilen uluslarımızı varsıllaştırmak, yurtlarımızı bayındırlaştırmak zorundayız. Gerçek apaçık önümüzde duruyor: Birbirimiz için ordularımızı aşırı silâhlandırmayı sürdürür, bütçelerimizin en büyük bölümlerini birbirimize karşı savunma hazırlıklarına yatırırsak, bu güzel amaçlara nasıl erişebiliriz? Bizler bir denizin iki yanında, kültürleri de, gönülleri de birbirinden yüce iki ulusuz. Her alanda işbirliği yaparak, sürekli barış içinde yaşayarak, oğullarımızın, kızlarımızın düşünlerinde birlikte çalıp çağırarak dünyaya örnek olabilecek uluslarız.

dostluk ve

Bu yüzden değerli arkadaşlar, barış için daha çok bir araya gelmeli, çapı ve anlamı büyük toplantılar düzenlemeli, bu toplantılarda barış özlemi dolu seslerimizi yükseltmeliyiz.

Herhalde bu toplantı bitmeden, bütün Avrupa'daki dostluk ve barıştan yana arkadaşlarımızın, işçilerimizin katılacağı ilk büyük toplantının yerini, gününü saptayacağız. Bu amaçla çalışacak grupları seçeceğiz.

Sizlere, olağan zamanlarda yılda en az bir toplantı gerçekleştirmeyi öneriyorum. Olağanüstü zamanlarda dikkatle etkinlik gösterecek merkez organını seçip görevlendirmenizi öneriyorum.

Sizleri değerli arkadaşlarım, sadece iki ülke arasında değil, bütün dünyadaki komşular için iyi örnekler oluşturacak dostluk ve barış çabalarına çağırıyorum.

Bunun için "Yurtta barış, dünyada barış!" diyen bizim Atatürk'ten ve sizin Venizelos'tan kalan dostluk mirasını koruyup yaygınlaştırma yolunda başarılar diliyorum.

Sözlerimi, zamanımızın büyük şairlerinden, zindanları ve sürgünleri yaşamış yaşamış Yannis Ritsos'un "Barış" şiirini okuyarak bitireceğim. Bu büyük şiiri Türkçeye, tıpkı Ritsos gibi zindan ve sürgünü yaşayan şair Ataul Behramoğlu çevirdi.

BARİŞ

Çocuğun gördüğü düştür barış.
Ananın gördüğü düştür barış.
Ağaçlar altında söylenen sevda sözleridir barış.

Akşamı alacasında, gözlerinde ferah bir gülümseyişle
döner ya baba
elinde yemiş dolu bir sepet;
ve serinlesin diye su, pencere önüne konmuş toprak
bir testi gibi
ter damlalarıyla alında..
barış budur işte.

Evrenin yüzündeki yara izleri kapandığı zaman
ağaçlar dikildiğinde top mermilerinin açtığı çukurlara,
yangının eritip tükettiği yüreklerde
ilk tomurcukları belirdiği zaman umudun,
ölüler rahatça uyuyabildiklerinde, kaygı duymaksızın
artık,
boşa akmadığını bilerek kanlarının,
barış budur işte.

Barış sıcak yemeklerden tüten kokudur akşamda
yüreği korkuyla ürpertmediğinde sokaktaki anı fren
sesi
ve çalınan kapı, arkadaşlar demek olduğunda sadece.
Barış, açılan bir pencereden, ne zaman olursa olsun
gökyüzünün dolmasıdır içeriye;
gökyüzünün, tek bir yürek olan çanlarıyla
bayram günlerini çalan gözlerimizde.
Barış budur işte.

Bir tas sıcak süttür barış, ve uyanan bir çocuğun
gözlerinin önüne tutulan kitaptır.
Başaklar uzanıp, ılık! ılık!- diye fısıldarlarken
birbirlerine!

Işık taşarken ufkun yalağından.
Barış budur işte.

Kitapluk yapıldığı zaman hapishaneler
Geceleyin kapı kapı dolaştığı zaman bir türkü
ve dolunay, taptaze yüzünü gösterdiği zaman bir
bulutun arkasından
cumartesi akşamı berberden pırıl pırıl çıkan bir
ışığı gibi;
barış budur işte.

Geçen her gün yitirilmiş bir gün değil de
 bir kök olduğu zaman
 gecede sevincin yapraklarını canlandırmaya.
 Geçen her gün kazanılmış bir gün olduğu zaman
 dürüst bir insanın deliksiz uykusunun ardısıra.
 Ve sonunda, yeniden duyumsadığımızda
 zamanın tüm köşe bucağındaki acıları kovmak için
 ışıktan çizmelerini çektiğini güneşin.
 Barış budur işte.

Barış, ışın demetleridir yaz tarlalarında,
 iyilik alfabesidir o, dizlerinde şafağın.
 Herkesin kardeşim demesidir birbirine, yarın yeni
 bir dünya kuracağız demesidir;
 ve kurmamızdır bu dünyayı türkülerle.
 Barış budur işte.

Ölüm çok az yer tuttuğu gün yüreklerde
 mutluluğu gösterdiğinde güven dolu parmağı yolların
 şair ve proleter eşitlikle çekebildiği gün içlerine
 büyük karanfilini alacakaranlığın...
 barış budur işte.

Barış, sınıksız kenetlenmiş elleridir insanların.
 sıcacık bir ekmektir o, masası üstünde dünyanın.
 Barış, bir annenin gülümseyişinden başka bir şey
 değildir.

Ve toprakta derin izler bırakan sabanların
 tek bir sözcüktür yazdıkları:
 Barış.
 Ve bir tren ilerler geleceğe doğru
 kayarak benim dizelerimin rayları üzerinden
 buğdayla ve güllerle yüklü bir tren.
 Bu tren, barıştır işte.

Kardeşler, barış içinde ancak
 derin derin soluk alır evren.
 Tüm evren, yüklenerek tüm düşlerini.
 Kardeşler, uzatın ellerinizi.
 Barış budur işte.

Umarım, Yunanlı arkadaşlarımız ilerde bu şiiri kendi dillerinde okuyup
 bize dinletecekler, Almancasını Alman dostlarımıza duyuracaklardır.

Hepinize saygılarımı sunuyorum.

Duisburg, 10.9.1987

Adres

Duisburg, den.....

Betr : Informationsmaterialien über die letzte Umstände der
Menschenrechte und Demokratie in der Türkei

Sehr geehrte Frau..... !

veya

Sehr geehrter Herr..... !

anliegend übersenden wir Ihnen eine Akte, die einige Informationsmaterialien über die letzte Umstände der Menschenrechte und Demokratie in der Türkei enthält. Wir hoffen, dass diese Informationsmaterialien Ihnen bei Ihrer Arbeit helfen können.

Darüber hinaus sind wir gerne bereit, mit Ihnen über das Thema, Menschenrechte und Demokratie, zusammenzuarbeiten oder Ihnen zu helfen, falls Sie wünschen.

Mit freundlichen Grüßen
im Auftrag

Anlage : 1 Akte



AMNESTY INTERNATIONAL

BULLETIN MENSUEL

JUILLET 1987 • VOLUME XVII • NUMERO 7

TUNISIE

Un procès suspendu dès le premier jour

Le procès du grand militant tunisien des droits de l'homme, Khemais Chamari, accusé de diffamation et de propagation de fausses nouvelles, a été suspendu *sine die* le 23 mai.

Un délégué d'AI était venu suivre le procès en observateur, mais il a été ajourné le jour même où il devait s'ouvrir, et le Président du tribunal a demandé que de nouvelles preuves soient apportées à l'appui des accusations portées.

Khemais Chamari est secrétaire général de la Ligue tuni-

Les 5 et 13 mai, l'organisation a lancé des appels pour sa libération immédiate et inconditionnelle car, après avoir étudié les deux interviews incriminées, AI avait conclu qu'il était détenu pour l'expression non violente de ses convictions politiques et qu'il était donc un prisonnier d'opinion.

Le délégué d'AI en Tunisie a rencontré le Procureur général, le président du tribunal et des fonctionnaires du ministère de la justice pour discuter du cas de Khemais Chamari.

Il a aussi exprimé les préoccupations d'AI au sujet de l'arrestation de Rachid Ghannouchi, dirigeant du Mouvement de la tendance islamique (MTI) et d'autres membres de ce mouvement. Depuis mars, ils sont détenus au secret par la police et AI a reçu des informations suivant lesquelles ils auraient été torturés. Le délégué a été informé qu'ils étaient toujours détenus au secret par la police. AI pense que cette détention est contraire à l'Article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et craint que ces longues périodes de détention au secret puissent être l'occasion de tortures et de mauvais traitements pour les détenus. □



Rachid Ghannouchi, dirigeant du Mouvement de la tendance islamique. AI craint qu'il ait été torturé.

sienne des droits de l'homme, vice-président de la Fédération internationale des droits de l'homme et membre du bureau politique du Mouvement des démocrates socialistes, parti légal d'opposition en Tunisie.

Il a été arrêté le 28 avril et détenu au secret par la police jusqu'au 11 mai, date à laquelle il a été placé en détention préventive par un juge d'instruction en attente d'être jugé. Il a été libéré le 22 mai pour motifs de santé.

Le dossier d'accusation reposait sur des interviews qu'il avait accordées à *Radio-France-International* et *Al Majallah*, un journal en langue arabe publié à Londres. Le 29 avril, AI a envoyé au président Bourguiba un télex lui exprimant ses préoccupations au sujet de l'arrestation de Khemais Chamari et demandant les motifs de celle-ci.

La Convention des Nations Unies contre la torture entre en vigueur

La Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants est entrée en vigueur le 26 juin après que 20 Etats l'eurent ratifiée ou y eurent adhéré. Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 10 décembre 1984, la Convention marque une étape importante vers l'élimination de la torture partout dans le monde.



Manifestations à l'Université technique du Moyent-Orient, à Ankara, contre les mesures de restriction que veut imposer le Gouvernement turc aux associations d'étudiants.

TURQUIE

Arrestations en masse d'étudiants

Des centaines d'étudiants ont été arrêtés en avril à la suite de protestations menées dans tout le pays contre de nouvelles restrictions imposées aux associations d'étudiants. Des étudiants détenus à Istanbul et Ankara auraient été torturés.

Au début d'avril, un projet de loi a été soumis au parlement turc prévoyant pour chaque université une association d'étudiants unique avec adhésion obligatoire.

En 1986, les associations d'étudiants de chaque faculté avaient obtenu leur reconnaissance légale, et les étudiants étaient fermement opposés à ce projet de loi. Celui-ci a été finalement retiré mais les manifestations de protestation pacifique des étudiants ont donné lieu à des arrestations en masse et des procès dans plusieurs villes.

En avril, les étudiants ont organisé le boycott des repas dans les cantines universitaires, des pétitions et l'envoi de télégrammes de protestation. Ces actions ont été suivies par des manifestations et des grèves de la faim des étudiants contre les arrestations et les mauvais traitements infligés à leurs camarades.

Des étudiants protestataires ont été arrêtés à Izmir, Adana, Sivas, Trabzon et Eskisehir. Des tentatives de manifestation à Istanbul et Ankara les 14 et 15 avril 1987 ont été dispersées violemment par la police. Plus de 600 étudiants ont été gardés en détention par la police.

AI a été informée que six étudiants auraient été maltraités les 14 et 15 avril tandis qu'ils étaient détenus à Istanbul.

Ils auraient été contraints de se tenir baissés, la tête recouverte de leur veste, pendant près de 24 heures. Certains auraient eu la tête frappée contre un pilier.

A Ankara encore, des étudiants détenus auraient été torturés. Nilüfer Aydur de l'Université de Gazi aurait été torturée pendant 10 jours au cours de sa détention par la police. A son procès devant la cour de sécurité de l'Etat d'Ankara le 26 mai, elle a déclaré avoir été entièrement déshabillée, arrosée avec de l'eau glacée et soumise à des décharges électriques.

Comme elle refusait de signer des aveux, un étudiant a été introduit dans la pièce et contraint d'essayer de la violer. Elle a alors signé des aveux.

Les étudiants détenus, de même que ceux qui ont été libérés, doivent passer en jugement devant différentes cours de sécurité de l'Etat. Ils sont inculpés de violation de la loi 2911 sur les manifestations qui prévoit des peines de prison de un à trois ans. Depuis 1983, cette loi est utilisée pour interdire pratiquement toutes les manifestations. AI a demandé une enquête approfondie et impartiale sur les allégations de torture et considère toutes les personnes emprisonnées en vertu de la loi 2911 comme des prisonniers d'opinion. □

Campagne pour les prisonniers du mois



Les cas exposés ici concernent des prisonniers d'opinion. Tous ont été arrêtés pour leurs convictions religieuses ou politiques ou à cause de leur origine ethnique, de leur sexe, de leur couleur ou de leur langue. Aucun d'eux n'a recouru à la violence ni préconisé le recours à la violence. Leur maintien en détention constitue une violation de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée par les Nations Unies. Les appels internationaux ont pour objet d'obtenir leur libération ou l'amélioration des conditions dans lesquelles ils sont détenus. Dans l'intérêt des prisonniers, les lettres adressées aux autorités doivent être rédigées en termes mesurés et courtois et souligner qu'elles ont pour objet la défense des droits de l'homme, sans aucun parti pris politique. *En aucun cas, il ne faut écrire au prisonnier.*

JORDANIE

Mazin 'Abd al-Wahid al-As'ad: écrivain de 28 ans, il purge une peine de trois ans pour appartenance à une organisation illégale, l'Organisation du front démocratique de Jordanie.

Mazin 'Abd al-As'ad a été arrêté, apparemment sans mandat, le 6 novembre 1985, dans une rue d'Amman par des membres du General Intelligence Department (GID), Renseignements généraux. Il a été ensuite détenu dans les locaux du quartier général du GID à Amman pendant 6 à 7 semaines et aurait été torturé pour lui arracher des renseignements sur ses activités politiques.

Il aurait été soumis à plusieurs séances de torture, notamment à la *falaqa* (coups sur la plante des pieds), et aurait dû en une occasion recevoir des soins médicaux d'urgence.

Il souffrirait actuellement de troubles de l'audition et de douleurs à une jambe, peut-être dus aux mauvais traitements subis.

Mazin al-As'ad a été jugé par la cour martiale et condamné en août 1986 à trois ans d'emprisonnement. Les chefs d'accusation, qu'il aurait niés, étaient l'appartenance à une organisation illégale visant à renverser le Gouvernement constitutionnel de la Jordanie par la force et par la violence, et la contribution à la littérature illégale de cette organisation ainsi que la diffusion de celle-ci.

Les procès devant la cour martiale ne comportent aucune procédure d'appel. Il aurait déjà été deux fois condamné pour appartenance à une organisation illégale et aurait passé au total près de cinq ans en prison.

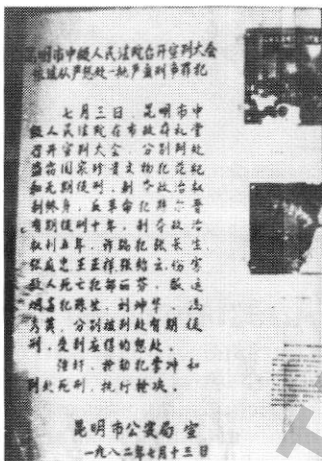
Mazin al-As'ad n'a pas été accusé d'avoir commis ou encouragé aucun acte de violence. De même, l'Organisation du front démocratique de Jordanie n'a pas d'antécédents de violence et ses publications ne comportent aucun appel à la violence.

■ Prière d'écrire des lettres courtoises demandant sa libération immédiate et inconditionnelle, à: S.E. M. Zaid al-Rifai/Premier Ministre/Amman/Royaume hachémite de Jordanie. □

CHINE

Chen Erjin: ancien professeur et statisticien, il est emprisonné depuis 1981 pour activités politiques en rapport avec le "mouvement démocratique" qui a été actif entre 1978 et 1980.

Chen Erjin aurait été arrêté



Affiche reproduisant les inculpations et les sentences de Chen Erjin et d'autres condamnés.

en avril 1981 en même temps que les responsables de la publication de nombreuses revues non officielles fondées durant le "mouvement démocratique". Suivant des rumeurs, il serait entré dans la clandestinité au moment de cette vague d'arrestation. Par la suite, AI a appris qu'il avait été jugé à Kunming le 3 juillet (province du Yunnan) et condamné à 10 ans d'emprisonnement et cinq ans de privation de ses droits politiques. Suivant une affiche du Bureau de la sécurité publique de Kunming, il avait été accusé de "complot pour la création d'un parti contre-révolutionnaire". La décision du tribunal populaire de Kunming avait été prononcée au cours d'une manifestation publique de condamnation.

Chen Erjin avait suivi des études pour devenir professeur à Kunming et avait obtenu son diplôme en 1966 au début de la Révolution culturelle. En 1975/76, il a écrit un essai intitulé "De la révolution prolétaire-démocratique" dans lequel il analysait la structure de classe de la société chinoise pour conclure qu'une nouvelle élite bureaucratique privilégiée avait fait son apparition dans le pays.

Il a soumis son essai aux maisons d'édition officielles, ce qui lui a valu d'être arrêté au début de 1978. Il a passé 10 mois en prison au cours desquels il aurait été torturé. L'essai a finalement paru sous la forme d'une édition *samizdat* en 1979.

Après sa libération, Chen Erjin s'est rendu à Beijing où il a essayé sans succès d'obtenir la publication officielle de son essai. Il a pris contact avec les responsables de la publication d'autres revues non officielles, en particulier celles en rapport avec l'important *Forum du cinq avril*, dont certains ont également été arrêtés en avril 1981 et adoptés par AI comme prisonniers d'opinion.

On suppose que Chen Erjin est détenu dans la province du Yunnan.

■ Prière d'écrire des lettres courtoises demandant sa libération immédiate et inconditionnelle, à: S.E. M. Zhao Ziyang/Premier Ministre/Bureau du Premier Ministre/Beijing/République populaire de Chine. □

Libéré!



Le prisonnier d'opinion Victorico Hernández Martínez, dirigeant paysan indien de Venustiano Carranza, Chiapas (Mexique), a été mis en libération conditionnelle le 30 avril, après avoir purgé six ans d'une peine de 10 ans de prison pour meurtre, sentence qu'AI estimait non fondée. Il a été libéré à la suite d'une grève de la faim menée en avril par ses partisans à Mexico.

La peine de mort

AI a appris que 61 personnes avaient été condamnées à mort dans 13 pays et que 16 exécutions avaient eu lieu dans cinq pays en avril 1987.

TURQUIE

Erhan Tuskan: étudiant en économie de 30 ans, il a été condamné à plus de 48 ans de prison pour "propagande communiste".

Erhan Tuskan a été arrêté le 24 octobre 1980, six semaines après le coup d'Etat militaire. Il était rédacteur en chef d'*Ilerici Yurtsever Gençlik*, revue de l'*Ilerici Gençlik Derneği* (IGD), Association de la jeunesse progressiste.

Il a été jugé par des tribunaux militaires à Istanbul et Izmir sous l'inculpation de "propagande communiste", interdite en vertu de l'article 142 du Code pénal turc. Il a été condamné à l'issue de plusieurs procès différents au titre de plus de 20 inculpations relatives à divers numéros et articles de la revue.

Il a été condamné à 48 ans 10 mois de prison et toutes les sentences ont été confirmées par la cour d'appel militaire. Erhan Tuskan est emprisonné depuis octobre 1980, il a

d'abord été détenu dans des prisons militaires d'Istanbul et il est maintenant à Çanakkale dans une des prisons spéciales du "type E" réservées aux détenus politiques.

L'IGD n'a pas été impliquée dans les violences de la fin des années 1970 en Turquie, et Erhan Tuskan n'a été ni accusé ni condamné au titre d'aucun délit de violence. Son emprisonnement constitue donc une violation de l'Article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme à laquelle la Turquie est partie.

■ Prière d'écrire des lettres courtoises demandant sa libération, à: M. Mahmut Oltan Sungurlu/Ministre de la justice/Adalet Bakanligi/Ankara/Turquie. □

KAMPUCHEA

Emprisonnement politique et torture

Les violations des droits de l'homme sont très répandues dans la République populaire du Kampuchea (RPK). Des prisonniers politiques sont détenus sans inculpation ni jugement, ou après des procès inéquitables. Nombre d'entre eux ont été torturés par les forces de sécurité de la RPK pendant leur interrogatoire et détenus dans des conditions souvent cruelles, inhumaines et dégradantes.

Ces conclusions sont le résultat des recherches approfondies menées par AI sur les problèmes qui la préoccupent dans ce pays. Il existe actuellement au Kampuchea une opposition armée importante à la RPK, mais les informations dont dispose AI indiquent que beaucoup de prisonniers politiques n'ont pas été mêlés aux combats.

La RPK a été établie en janvier 1979, après la chute du gouvernement du Kampuchea démocratique de Pol Pot. Un mois plus tard, le nouveau gouvernement a signé un traité de coopération avec le Viet Nam. Des troupes et des «conseillers-experts» vietnamiens opèrent maintenant au Kampuchea et des fonctionnaires vietnamiens sont impliqués dans des cas d'arrestation arbitraire et de torture sur lesquels AI a réuni des informations depuis 1979.

Ces dernières années, AI a exprimé tant à la RPK qu'aux autorités vietnamiennes ses préoccupations à propos des graves violations des droits de l'homme. Elle leur a demandé des informations, et elle a demandé à venir en RPK pour en discuter avec les autorités. A ce jour, elle n'a pas reçu de réponse à ces demandes.

Certains détenus politiques sont des prisonniers d'opinion, uniquement emprisonnés pour avoir exprimé de manière non violente leurs opinions politiques ou exercé leur droit à la liberté d'association et de circulation.

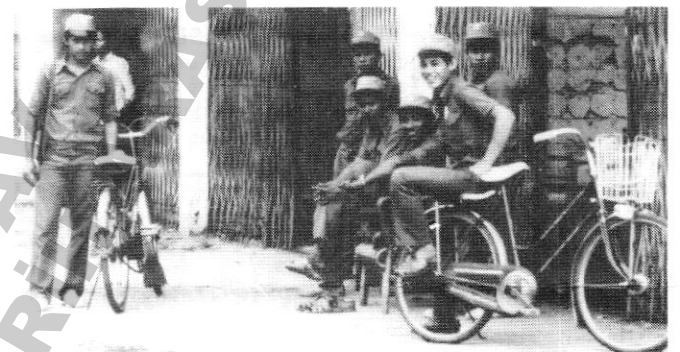
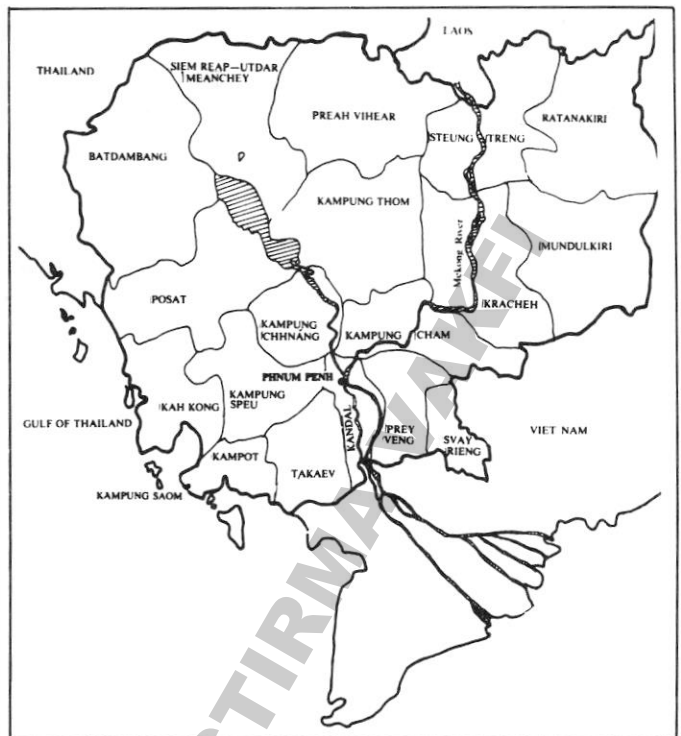
Des activités telles que le fait de se réunir en privé, de distribuer des tracts, de refuser des postes officiels et de critiquer la politique de la RPK ou la présence vietnamienne au Kampuchea peuvent être des causes d'arrestation et de torture. «Toute activité considérée comme subversive peut être un motif d'arrestation, d'emprisonnement et de torture» a déclaré à AI un ancien interrogateur dans une des prisons de Phnom-Penh.

Dans le cadre de leur conflit

armé permanent avec les forces d'opposition, les autorités de la RPK ont arrêté arbitrairement des Kampuchéens désignés comme «traîtres à la révolution» pour avoir fourni des vivres ou des renseignements à des membres de l'opposition ou participé directement aux activités politiques ou militaires de ces groupes. Aucune preuve de ces allégations n'est apparemment fournie dans des procès équitables, et souvent elles ne s'appuient que sur les «aveux» obtenus par la torture ou d'autres mauvais traitements. Les recherches d'AI ont permis de constater que la plupart des prisonniers politiques n'ont pas droit à une procédure judiciaire normale. Les rares procès politiques qui se sont tenus ne respectaient pas les normes internationales en matière d'impartialité, d'indépendance et de défense et il n'était accordé aucun droit d'appel.

Un ancien fonctionnaire de la police civile a déclaré à AI «qu'il n'est pas nécessaire d'avoir des preuves contre quelqu'un pour décider de son arrestation. Le simple soupçon de contacts avec les ennemis du gouvernement suffit pour être détenu, parfois pendant des mois ou des années». Cette personne, qui a quitté le pays en 1984, a confirmé d'autres informations selon lesquelles les membres des services de sécurité adoptent pour principe «qu'il n'est pas grave d'arrêter quelqu'un par erreur tant qu'on ne libère personne par erreur».

La RPK administre la majeure partie du territoire et de la population et est reconnue par un certain nombre d'Etats comme gouvernement légitime du Kampuchea. Néanmoins, une coalition de trois partis d'opposition, le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique (GCKD), a aussi obtenu une reconnaissance internationale et exerce son activité dans certaines parties du pays. AI a reçu des informations sur des assassinats politiques, des tortures et des emprisonnements politiques arbitraires par les partis du GCKD et a demandé qu'il soit mis fin à ces abus. □



Membres de la police de la RPK. Suivant les informations reçues par AI, cette police arrête arbitrairement les suspects, les torture au cours des interrogatoires et les garde en détention sans inculpation ni jugement dans ses prisons.

Recommandations d'AI

AI a formulé des recommandations visant à mettre fin aux violations actuelles des droits de l'homme dans la RPK. AI a instamment demandé aux autorités de la RPK de procéder à des enquêtes sur les allégations de torture et à réexaminer ses procédures en matière d'interrogatoire et de détention.

En outre, la RPK devrait adopter des garanties contre la torture, notamment en restreignant les possibilités de détention au secret, en limitant la détention à des lieux officiellement reconnus, et en informant rapidement leurs familles et leurs avocats sur le lieu où se trouvent les détenus. AI demande également au gouvernement de réexaminer le cas des prisonniers politiques actuellement détenus, de libérer toutes les personnes simplement détenues pour l'exercice non violent des droits de l'homme fondamentaux, et en ce qui concerne les autres, de leur permettre rapidement de bénéficier d'un procès équitable ou de les libérer.

AI a demandé instamment aux autorités vietnamiennes

d'enquêter sur les allégations suivant lesquelles du personnel vietnamien aurait participé à la torture de prisonniers politiques au Kampuchea ou aurait toléré celle-ci, et de publier des directives très nettes interdisant la torture. Le Gouvernement vietnamien devrait également veiller à ce que la fourniture par ses soins au Kampuchea d'équipement et de moyens de formation destinés à l'armée, aux services de sécurité et à la police ne favorisent la pratique de la torture. AI demande aussi aux autorités vietnamiennes de libérer tous les prisonniers d'opinion kampuchéens en leur contrôle et de veiller à ce que tous les autres prisonniers politiques kampuchéens dont ils ont la garde soient jugés rapidement et équitablement, ou libérés. □

Arrestations et emprisonnements politiques arbitraires

AI pense que plusieurs milliers de prisonniers politiques ont été détenus sans inculpation ni jugement dans des centres de détention de la RPK au cours de ces dernières années. A ce jour, l'organisation possède des informations détaillées sur plus de 100 prisonniers qui ne représenteraient qu'un petit nombre de tous ceux qui sont actuellement détenus. La plupart, pense-t-elle, auraient été torturés et près de la moitié sont emprisonnés depuis au moins sept ans.

Environ un tiers d'entre eux appartenaient avant leur arrestation à l'administration locale ou aux milices de la RPK. D'autres faisaient partie de l'administration de district ou de province, des forces armées ou de la police civile de la RPK. AI a eu connaissance de l'emprisonnement de pêcheurs, d'ouvriers d'usine, d'étudiants, d'enseignants et de moines bouddhistes. Elle possède le détail des détenus politiques dans 14 des 20 municipalités et provinces entre lesquelles était divisé le pays jusqu'au début de 1987. L'âge de ces prisonniers va de 20 ans à plus de 70 ans.

Les autorités de la RPK ne publient pas de statistiques complètes des prisonniers politiques et se réfèrent rarement à des dispositions légales pour expliquer la détention. Néanmoins, elles font état d'un certain nombre de catégories générales de délits politiques basées, semble-t-il, sur un décret-loi promulgué en 1980. Celui-ci énumère cinq types de délits politiques de gravité croissante, dont le premier consiste à «cacher un traître à la révolution» et le cinquième à essayer de «renverser le pouvoir de l'Etat révolutionnaire».

Les médias officiels de la RPK parlent d'un délit politique appelé «guerre psychologique» qui comprend apparemment les attaques verbales contre les déclarations, les politiques et les pratiques de la RPK. Ils mentionnent des activités comme la «propagation des rumeurs», la «déformation des faits» et l'«incitation du peuple à la désunion». Une femme emprisonnée en 1981 et 1982 dans la province de Kampong Cham, à l'est du Kampuchea, a témoigné que certains des autres prisonniers politiques qui se trouvaient avec elle étaient détenus pour avoir incité pacifiquement les Kampuchéens à «ne pas croire la propagande vietnamienne».

Plusieurs prisonniers auraient été arrêtés pour impression et distribution de tracts en faveur de groupes d'opposition. En 1984, le journal officiel de l'armée vietnamienne, *Quan Doi Nhan Dan*, a rapporté que deux femmes avaient été arrê-

tées pour distribution de tracts décrivant l'apparition d'un «Dieu-boeuf», invoquant ainsi la mythologie kampuchéenne et suggérant que la RPK «allait s'écrouler et serait remplacée par un gouvernement de coalition constitué de trois partis».

La fille d'un prisonnier politique arrêté en 1979 et dont on pense qu'il serait toujours dans la prison T3 a déclaré à AI que son père avait refusé un poste où il aurait pu être obligé d'enseigner l'histoire du Kampuchea suivant la version officielle de la RPK. Des proches de ce prisonnier ont rapporté qu'il avait discuté avec les autorités de la RPK au sujet de l'exactitude de leur version, et que la



Mirador et enceinte extérieure de la prison T3 de Phnom Penh dans les années 1960. De nombreux prisonniers politiques auraient été torturés dans cette prison.

controverse s'était terminée par son arrestation pour «trahison».

Un ancien prisonnier a indiqué à AI que les autorités l'avaient soupçonné d'activités oppositionnelles à cause de «fréquentes réunions privées où il discutait, entre autres, de la situation économique du Kampuchea».

Les autres personnes qui risquaient l'arrestation et la détention sont notamment celles qui

ont des contacts non autorisés avec des étrangers, particulièrement les ressortissants de pays qui ne sont pas alliés à la RPK ou ceux qui circulent dans les zones contestées dans diverses régions du pays. Peuvent également être arrêtés les Kampuchéens qui correspondent avec des compatriotes vivant dans des zones administrées par des groupes d'opposition ou résidant dans des pays occidentaux. □

Prisons et conditions de détention

Les témoignages d'anciens prisonniers et les informations recueillies auprès d'autres sources indiquent que les autorités pénitentiaires autorisent la mise aux fers, la détention au secret dans des cellules sans lumière et de sévères restrictions en ce qui concerne la nourriture, l'exercice, les soins médicaux et les contacts des prisonniers avec leurs familles et les autres personnes vivant à l'extérieur.

Certains prisonniers politiques auraient eu à souffrir de dommages physiques et psychologiques permanents à la suite de ces conditions de détention, qui constituent souvent un traitement cruel, inhumain et dégradant en contravention avec le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus des Nations Unies.

Les prisonniers politiques en cours d'interrogatoire sont souvent détenus pendant de longues périodes dans de petites cellules sombres et mal aérées. Certaines sont souterraines et d'autres, situées au-dessus du niveau du sol, sont sans lumière ou mal éclairées. D'anciens prisonniers ont parlé d'installations sanitaires extrêmement insuffisantes et parfois de manque d'eau. Il arrive que les prisonniers politiques soient progressivement privés de nourriture et d'eau dans le but

de les amener à «avouer».

Leurs pieds sont fréquemment immobilisés par des fers fixés à des chaînes ou des barres de fer. Sur plus de 100 prisonniers, 70 au sujet desquels AI a des renseignements détaillés ont été mis aux fers durant les périodes d'interrogatoire. «La barre qui tenait les fers courait à travers plusieurs autres cellules», a témoigné un ancien employé d'un ministère de la RPK qui avait été emprisonné à Phnom Penh. Il a indiqué que les prisonniers ne pouvaient pas communiquer d'une cellule à l'autre, mais que parfois «on pouvait entendre des gens gémir, vomir et tousser.»

Une femme qui a été emprisonnée près de Siem Reap, dans le nord du pays, a parlé de sa détention pendant huit mois dans une cellule sans lumière, dont, dit-elle, elle «ne s'est jamais vraiment physiquement remise». Suivant un prisonnier arrêté en 1980 et détenu dans la prison T3 à Phnom Penh «Ceux

Des agents civils et militaires de la RPK ont pouvoir de procéder à des arrestations, parfois dans le cadre de «forces combinées» comportant la participation de personnel vietnamien. Les prisons sont administrées par divers services de sécurité civils ou par l'armée de la PRK, ainsi que par des responsables vietnamiens. Les prisonniers politiques peuvent être détenus, au moins temporairement, dans chacune de ces trois catégories de prisons. AI estime qu'il y aurait actuellement plus de 200 prisons dans le pays.

qui sont morts le sont principalement dans les cachots sans lumière où ils étaient détenus au secret».

Les blessures provoquées par la torture et les maladies contractées en raison des conditions sanitaires extrêmement insuffisantes ne font souvent l'objet d'aucun soin médical dans les prisons. Plus de la moitié des prisonniers politiques sur lesquels AI a des renseignements précis souffraient d'enflures des membres, de l'abdomen et d'autres parties du corps. Environ un tiers était affaibli par des lésions osseuses, musculaires ou internes. Des cas de malaria, de dysenterie et de problèmes rectaux et urinaires ont également été signalés à AI. □

Torture en RPK

Ces mêmes unités des forces de sécurité de la RPK seraient chargées de l'arrestation, de l'interrogatoire, des décisions relatives à la culpabilité ou l'innocence des détenus et de l'administration des prisons. D'anciens prisonniers politiques ont déclaré qu'eux-mêmes et leurs compagnons de détention ont souvent été torturés par des fonctionnaires de la RPK pour qu'ils «avouent» leur opposition aux autorités ou donnent des renseignements sur des opposants.

Les mêmes méthodes de torture sont continuellement décrites depuis 1979: coups portés avec des matraques, des bâtons aux arêtes aiguës et des barres de fer; flagellation avec des chaînes et des tuyaux de caoutchouc; asphyxie partielle à l'aide de sacs de matière plastique; quasi-noyade par immersion dans des cuves d'eau; enterrement vivant et ingestion forcée de liquides irritants. D'anciens prisonniers ont également témoigné que leurs interrogateurs leur administraient des décharges électriques, les brûlaient avec des

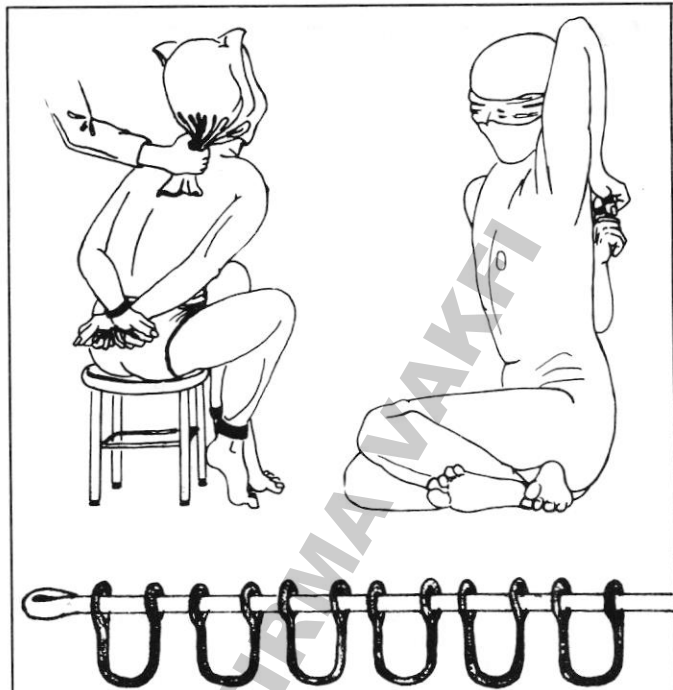
AI a reçu des informations sur plus de 160 cas où des membres de la police civile, de l'armée et d'autres services de sécurité de la RPK auraient torturé des prisonniers politiques pendant leur interrogatoire. AI a appris que des conseillers vietnamiens sont souvent présents pendant les séances de torture et participent parfois directement à la torture des prisonniers détenus dans les prisons de la RPK. Des Vietnamiens auraient également torturé des prisonniers politiques dans des centres de détention situés au Kampuchea et dirigés par des responsables vietnamiens.

fers chauffés et les enfermaient dans des fûts à essence qui étaient ensuite martelés de coups de l'extérieur. Dans ce dernier cas, la force du bruit provoque douleurs et perte du sens d'orientation.

D'anciens détenus ont déclaré que la torture des prisonniers politiques s'appliquait aussi bien aux femmes qu'aux hommes. Une femme proche de la trentaine, détenue avec ses enfants de 1983 à 1984 dans une prison de la police dans la province de Batdambang, dans le nord-ouest du Kampuchea, a témoigné: «Plusieurs fois j'ai vu des femmes revenir d'un interrogatoire avec des contusions provoquées par des coups portés sur le corps, le dos, les bras ou les jambes.» Elle se rappelait «une femme d'environ 40 ans, qui avait un bébé. Elle est revenue d'un interrogatoire avec des blessures aux cuisses et aux fesses. Ses blessures saignaient.»

Un autre ancien prisonnier, un fermier dans la quarantaine, a décrit en détail la manière dont il avait été traité dans une prison du district de Batdambang en 1984. Alors qu'il avait été battu la veille, des fonctionnaires l'ont fait venir pour un nouvel interrogatoire. «Cette fois, on m'a attaché spécialement pour me battre, avec les deux pouces liés ensemble dans le dos. J'étais assis sur un banc de bois. Ils m'ont donné des coups de pied sur la poitrine et les tibias, et des coups de poing dans l'estomac. Mes tibias se sont mis à enfler. Ils m'ont aussi fouetté avec une canne de rotin et une chaîne». Après six jours de ce traitement, dit-il, «Je pensais que je n'y survivrais pas.»

Des cas de morts en détention ont également été signalés. Un interrogateur de la police qui a quitté le pays en 1984 a témoigné que «des prisonniers étaient frappés à mort ou abattus par les interrogateurs». Outre 12 morts en cours ou à la suite d'interrogatoires survenus entre 1979 et 1985, AI a reçu des informations relatives à 34 décès survenus pendant la période de détention postérieure à des



Les dessins ci-dessus illustrent deux des méthodes de torture qui auraient été pratiquées sur des suspects d'opposition au régime. A gauche, un prisonnier ligoté et assis sur un tabouret auquel on passe autour de la tête un sac dans lequel il étouffe pratiquement. Les prisonniers ont également les pouces liés derrière le dos (en haut et à droite) et peuvent alors être roués de coups. Le troisième dessin représente le type d'entraves employées pour immobiliser les prisonniers dans leur cellule: on les attache en groupes, avec des fers pour les mains ou pour les pieds.

interrogatoires. La plupart de ces derniers ont été attribués à l'insuffisance de soins médicaux pour les blessures provoquées par la torture, à la maladie et au manque de nourriture.

En mars 1986, la RPK a promulgué une législation interdisant la torture, mais celle-ci

ne semble pas avoir cessé pour autant. A la connaissance d'AI, aucun fonctionnaire de la RPK n'a été poursuivi pour avoir torturé des détenus et rien dans la législation de la RPK n'interdit à la justice de prendre en considération des «aveux» obtenus par la torture. □

Traitement des «personnes induites en erreur»

La presse a publié plusieurs descriptions de centres de «rééducation» au Kampuchea. Les Kampuchéens classés dans la catégorie des «personnes induites en erreur» sont parfois soumis à une «rééducation» qui, pour les civils, prend la forme d'un enseignement officiel donné sous la garde de militaires.

AI est préoccupée par le fait que certaines «personnes induites en erreur» se trouvent ainsi assignées à résidence sans inculpation ni procès en raison de leurs opinions politiques.

Les Kampuchéens qui, après avoir mené des activités oppositionnelles, se rendent aux autorités, sont apparemment considérés comme «induits en erreur». Les autorités locales auraient des pouvoirs discrétionnaires en matière de «rééducation». Habituellement, suivant d'anciennes «personnes induites en erreur», la période de «rééducation» est de trois mois, après lesquels on peut rentrer chez soi. Lorsque quel-

qu'un se rend aux autorités, celles-ci peuvent lui imposer une «rééducation» immédiate avec assignation à résidence, ou différer celle-ci pour une durée à leur discrétion.

Suivant les renseignements de source officielle, il est possible de faire entrer dans la catégorie des «personnes induites en erreur» non seulement les Kampuchéens qui auraient fait partie des trois groupes armés constituant le GCKD, mais aussi ceux qui sont considérés comme des sympathisants ou des membres de divers autres mouvements d'opposition. Suivant une déclaration officielle de la RPK en janvier 1986, 20 468

Kampuchéens s'étaient rendus volontairement aux autorités entre la fondation de la RPK en 1979 et fin 1985. La RPK a par la suite indiqué que 4 414 autres «personnes induites en erreur» s'étaient rendues jusqu'en novembre 1986. Certains Kampuchéens précédemment classés «induits en erreur» ont indiqué à AI qu'ils n'avaient eu aucune activité politique. D'autres ont indiqué qu'ils avaient soutenu des groupes d'opposition.

Dans certains cas, les Kampuchéens qui se rendent aux autorités seraient arrêtés et détenus comme prisonniers politiques après avoir terminé leur programme de «rééducation». Une agricultrice de la province de Svay Rieng, à l'est du Kampuchea, a déclaré avoir reçu «trois jours d'instruction politique» après s'être rendue en 1983 et avoir eu des contacts avec des groupes d'opposition. Deux mois plus tard, a-t-elle témoigné, «J'ai reçu une lettre des autorités me demandant de venir travailler, mais lorsque je me suis présentée on m'a emprisonnée.» □

Problèmes juridiques et peine de mort

Des milliers de personnes ont été détenues comme prisonniers politiques par l'administration de la RPK depuis 1979, mais ses médias officiels n'ont signalé que sept procès politiques concernant 66 accusés durant cette période.

AI est préoccupée de ce que les prisonniers politiques sont privés du droit à un procès prompt et équitable. D'anciens prisonniers et agents des services de sécurité interrogés par AI ont témoigné que la plupart des détenus politiques n'étaient jamais clairement informés des accusations portées contre eux ni officiellement inculpés.

AI est préoccupée de ce que le système judiciaire de la RPK n'est peut-être pas conforme aux normes internationales relatives à l'indépendance et l'impartialité des tribunaux. A sa connaissance, aucun procès politique en RPK ne s'est terminé par l'acquiescement de l'accusé.

Le décret-loi n°1 promulgué en mai 1980 dispose que les Tribunaux révolutionnaires du peuple ont le devoir de soutenir politiquement le gouvernement en participant à la «défense du pouvoir révolutionnaire».

Une nouvelle loi sur l'organisation de la justice adoptée par l'Assemblée nationale de la RPK en 1982 réaffirme que les objectifs politiques des tribunaux sont de «renforcer l'indépendance nationale et garantir la construction de la patrie et le progrès pas à pas vers le socialisme». Les organes politiques semblent nommer au moins une partie des fonctionnaires de justice, en fonction de leur adhésion aux politiques et aux objectifs du régime. Il ne semble pas que la législation prévoit l'indépendance et l'impartialité de la justice.

Les renseignements dont dispose AI, récits d'anciens fonctionnaires des services de sécurité et des compte rendus des médias officiels, semblent indiquer que, dans les procès politiques, la décision d'innocence ou de culpabilité se prend en dehors de la salle d'audience. Les procès semblent être utilisés pour exposer la culpabilité préétablie des inculpés et donner de la publicité aux verdicts. Ainsi, le droit fondamental qu'a tout accusé d'être présumé innocent tant que sa culpabilité n'a pas été prouvée n'est pas respecté. Il semble que ne soit pas respecté non plus le devoir qui incombe à toute autorité publique de s'abstenir de préjuger du résultat des procès politiques.

Si la loi adoptée par l'Assemblée nationale en 1982 garantit le droit à l'assistance d'un dé-

fenseur, les avocats défenseurs doivent recevoir une autorisation préalable des organes politiques de la RPK chargés de promouvoir la politique du gouvernement. De telles dispositions sont susceptibles de priver les inculpés du droit de choisir leur défenseur, en violation des normes juridiques internationales.

Bien qu'elle permette à toute partie de faire appel auprès d'une autorité supérieure, la loi de 1982 ne précise pas que cette

D'anciens fonctionnaires de la RPK ont déclaré à AI que les services de sécurité qui arrêtent et interrogent les suspects politiques et administrent les centres de détention où ils sont emprisonnés décident également de leur culpabilité ou de leur innocence, même lorsqu'ils sont traduits devant des tribunaux populaires dans le cadre d'une procédure judiciaire.

autorité doit être un organe judiciaire. AI n'a eu connaissance d'aucune affaire politique dans laquelle un inculpé a été autorisé à faire appel auprès d'une juridiction supérieure, ainsi que l'exigent les normes internationales en matière de procès équitables.

Suivant les renseignements dont dispose AI, les tribunaux ont, depuis 1979, condamné cinq inculpés à mort en vertu de lois interdisant le génocide ou la trahison. Tous ont été condamnés après des procès qui semblent ne pas avoir offert les garanties internationalement reconnues qui sont nécessaires pour assurer un procès équitable. Aucun d'entre eux ne semble avoir été autorisé à faire appel contre le verdict ou la sentence auprès d'une juridiction supérieure. Trois des inculpés auraient été condamnés à mort par contumace et un autre aurait été exécuté. On ignore le sort du cinquième, condamné en octobre 1986.

AI s'oppose sans réserve à la peine de mort. Selon les normes juridiques internationales, une sentence de condamnation à mort exécutée sans possibilité d'appel constitue une exécution arbitraire ou sommaire. □

Violations des droits de l'homme par la Coalition du Kampuchea démocratique

Outre les violations des droits de l'homme commises au Kampuchea par la RPK et les autorités vietnamiennes, AI est préoccupée par les assassinats politiques, les tortures et les arrestations et détentions arbitraires attribuées notamment par d'anciens détenus aux partis membres du Gouvernement de Coalition du Kampuchea démocratique.

Le Kampuchea démocratique est seul reconnu par les Nations Unies depuis 1976, et le Kampuchea est représenté aux Nations Unies par des responsables de la Coalition. Chacune de ces trois composantes de la Coalition possède sa propre armée, sa structure administrative et sa politique étrangère. Chacune continue de mener une lutte armée contre le Gouvernement de la RPK et la présence vietnamienne au Kampuchea, et chacune administre des camps de réfugiés kampuchéens en Thaïlande.

AI possède des renseignements sur trois centres de détention administrés par le Parti du Kampuchea démocratique, une des composantes de la coalition. D'anciens prisonniers ont témoigné que certaines personnes se trouvant dans ces camps sont détenues arbitrairement, entravées et contraintes de travailler dans des conditions qui mettent leur vie en danger. AI a reçu des informations suivant lesquelles les troupes du Parti auraient procédé à des exécutions extrajudiciaires de Kampuchéens dans des camps administrés par ce Parti. Depuis 1985, la radio officielle du Parti a fréquemment proclamé que des unités de l'armée du Parti

avaient tué des Vietnamiens non-combattants et d'autres conseillers étrangers, ainsi que des fonctionnaires non-combattants de la RPK, au cours d'attaques menées au Kampuchea.

AI a identifié deux prisons administrées par le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), autre composante de la Coalition. Des agents militaires et civils du FNLPK auraient exécuté dans ces centres des prisonniers, politiques ou autres, parfois en les matraquant à mort avec des gourdins garnis de clous. AI a reçu des informations suivant lesquelles des femmes réfugiées auraient été violées et battues dans des camps militaires administrés par le FNLPK, et que certaines seraient mortes à la suite des blessures qui leur avaient été infligées par des militaires.

Des restrictions d'accès aux camps kampuchéens ont empêché AI d'obtenir des renseignements sur la situation des droits de l'homme dans les zones administrées par la troisième composante de la Coalition, le Front national unifié pour un Cambodge indépendant, neutre, pacifique et coopératif (FNUCINPEC). □

Préoccupations d'AI de 1975 à 1979

L'action actuelle d'AI pour la défense des droits de l'homme au Kampuchea fait suite à plus d'une décennie de recherches et d'appels aux autorités gouvernementales en faveur des Kampuchéens victimes d'abus. AI a fait part de ses graves inquiétudes au Gouvernement du Kampuchea démocratique durant la période allant de 1975 à 1979.

AI a publié des informations sur les assassinats et les tortures pratiqués par les autorités du Gouvernement du Kampuchea démocratique. Les faits indiquent que les politiques et les pratiques de ce gouvernement ont, de 1975 à 1979, provoqué la mort d'un à deux millions de Kampuchéens, sur une population de sept à huit millions.

Depuis 1979 AI a continué à recueillir des renseignements sur les très graves violations des droits de l'homme commises par le gouvernement précédent.

L'exécution extrajudiciaire et la torture sont des crimes et considérés comme tels par le droit international, qui demande qu'ils fassent l'objet d'enquêtes de la part des autorités des pays où ils se sont pro-

duits. Ces normes exigent également que leurs responsables soient traduits en justice et que les victimes ou leurs ayants droit obtiennent réparation. S'il est prouvé que des individus se trouvant maintenant sous la juridiction d'autres gouvernements sont responsables de tels crimes, ces gouvernements peuvent les extraditer vers les pays où ils seront traduits en justice. A défaut, ils doivent, conformément au droit international, les juger en respectant les normes internationales d'un procès équitable. □

■ Le texte ci-dessus est tiré du rapport intitulé *Kampuchea: Tortures et emprisonnements politiques*, publié par AI le 3 juin 1987.

TURQUIE

Des réfugiés iraniens expulsés sommairement de Turquie

Dans un communiqué de presse publié le 27 mai, AI a annoncé que des centaines de réfugiés iraniens avaient été renvoyés de Turquie en Iran sans que leurs demandes d'asile aient été examinées.

AI a déclaré qu'au cours des seuls six derniers mois, elle avait appris qu'environ 400 Iraniens avaient été renvoyés sans que leurs demandes d'asile aient été examinées par les autorités turques ni par les représentants du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). La plupart ont été sommairement reconduits à la frontière. D'autres seraient renvoyés de camps situés dans la zone frontalière. Certains d'entre eux ont des demandes d'asile en cours.

AI pense que certaines des personnes ainsi renvoyées courent un risque de torture, d'exécution ou d'emprisonnement comme prisonniers d'opinion en Iran. Depuis 1979, des centaines de milliers d'Iraniens ont trouvé refuge en Turquie en attendant de pouvoir se réinstaller dans d'autres pays. AI a instamment prié le Gouvernement turc de veiller à ce que les demandeurs d'asile craignant à juste titre

des persécutions en Iran n'y soient pas renvoyés.

AI est particulièrement préoccupée par des informations suivant lesquelles au moins 10 Iraniens auraient été renvoyés en Iran bien que le HCR leur ait accordé la qualité de réfugiés dans le cadre de son mandat.

En particulier, la police des frontières turque a remis fin novembre 1986 six Kurdes aux agents des services de sécurité iraniens. AI est inquiète pour leur sécurité.

Depuis quelques années, AI a également eu connaissance de cas de demandeurs d'asile iraniens qui auraient été sommairement renvoyés du Pakistan et des Emirats arabes unis. Elle a demandé à tous les Etats de ne pas renvoyer dans ces pays des réfugiés iraniens qui courent le risque d'être victimes de violations des droits de l'homme sans avoir obtenu l'assurance qu'ils ne seront pas renvoyés de force en Iran. □

LIBYE

Tentative d'assassinat à l'étranger

Ezzedin Ghadamsi, ancien fonctionnaire libyen, a été blessé par des coups de feu à Vienne le 20 mai 1987. On avait déjà essayé d'attenter à sa vie le 28 février 1985, également à Vienne.

Ezzedin Ghadamsi, qui est âgé d'une quarantaine d'années, était devenu ambassadeur de Libye en Autriche en 1971. Il avait quitté son poste en 1980 mais sans rentrer en Libye, vivant principalement à Vienne. Il aurait, depuis, critiqué les autorités libyennes.

AI craint que cette deuxième tentative pour attenter à sa vie ne soit un nouvel exemple de la politique officielle de "liquidation physique" des opposants politiques libyens menée depuis 1980. □

SYRIE

Mort en détention

Le 27 mai, AI a demandé au président Hafez al-Assad des éclaircissements sur des informations suivant lesquelles Hashem Wafa'i, un syrien de Homs âgé de 61 ans, serait mort en détention plusieurs mois après son arrestation. Ancien directeur de banque et conseiller auprès du Conseil des ministres, Hashem Wafa'i aurait été arrêté en septembre 1986 après avoir critiqué au cours d'un programme de télévision la corruption de l'administration officielle. Il serait mort en prison le 4 avril 1987. Il était marié et avait quatre enfants. □

GUINEE

Procès secrets et condamnations à mort

Suivant une annonce officielle faite le 5 mai, 58 personnes ont été condamnées à mort en Guinée à l'issue d'une série de procès secrets.

Vingt et une d'entre elles ont été condamnées par contumace. 133 autres ont été condamnées à des peines de prison et 140 ont été acquittées. Parmi les personnes condamnées à mort se trouvent des membres de la famille de l'ancien président Sékou Touré, d'anciens membres de son gouvernement et des officiers supérieurs des forces armées (dont l'identité n'a pas été révélée), qui sont accusés d'avoir fait une tentative de coup d'Etat en juillet 1985.

Les autorités n'ont pas divulgué les charges retenues contre aucun des condamnés mais les ont désignés comme étant des "partisans de Sékou Touré".

AI est particulièrement préoccupée du fait que les procès ont été à la fois secrets et sommaires et que les condamnés n'ont pas eu la possibilité de faire appel.

Des informations reçues antérieurement avaient fait craindre que certains des condamnés n'aient été victimes d'exécutions extrajudiciaires effectuées au secret après la tentative de coup d'Etat. AI essaie maintenant de déterminer la situation des condamnés à mort. Elle a, ainsi que d'autres organisations, lancé des appels au président Lansana Conté pour qu'il commue les sentences. □

BURUNDI

Mesures de restrictions contre les chrétiens

Trois prêtres catholiques sont détenus et de nouvelles restrictions à l'activité de l'Eglise catholique ont été annoncées.

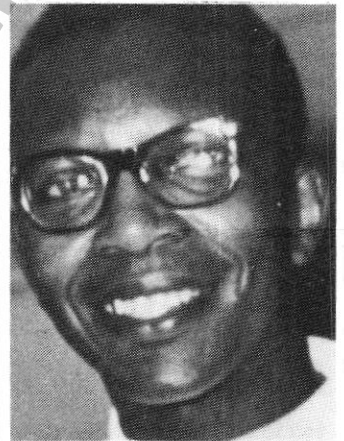
AI a lancé un appel pour la libération des prêtres détenus ainsi que des autres membres d'églises chrétiennes et des adversaires du gouvernement emprisonnés pour leur opposition non violente.

Un des trois prêtres, le père Jean-Baptiste Ndikuriyo, qui avait été libéré à la fin de mars après trois mois de détention, a été arrêté de nouveau moins de deux semaines plus tard. Il avait, pendant un service religieux, remercié sa congrégation d'avoir prié pour sa libération. Deux autres prêtres ont été arrêtés en même temps que lui.

Un autre prêtre libéré fin mars est le père Gabriel Barakana, ancien recteur de l'Université nationale du Burundi. Il avait été arrêté mi-1975 et condamné pour insulte au Président après avoir contribué à la rédaction d'une lettre comparant le Gouvernement du Burundi à Satan. Quatre autres personnes condamnées avec lui sont encore en prison (voir le *Bulletin* de septembre 1986).

Au cours de ces derniers mois, AI a lancé des appels pour la libération des membres de l'Eglise catholique — la plus importante confession du pays — et des Témoins de Jéhovah, emprisonnés pour avoir criti-

qué ou bravé les restrictions imposées par le gouvernement aux activités religieuses. Ces restrictions consistent en une interdiction de tous les services religieux pendant les jours ouvrables ainsi que de tous les services religieux chez des particuliers. AI a également lancé un appel pour la libération des membres de la communauté hutu, majoritaire dans le pays, arrêtés pour leur opposition au gouvernement



Le père Gabriel Barakana.

qui est principalement tutsi. Parmi eux figurent 10 enseignants apparemment arrêtés pour avoir protesté contre la discrimination scolaire à l'encontre des élèves hutu. □

LIBAN

Exécution de prisonniers

Des exécutions de prisonniers ont conduit AI à écrire aux chefs de chacune des trois principales milices du Liban — le Parti socialiste progressiste (PSP), les Forces libanaises (FL) et Amal.

En mai, AI a interrogé Nabih Berri, le chef d'Amal, au sujet d'informations suivant lesquelles: des gardes d'Amal auraient, les 4 et 23 décembre, tué plusieurs Palestiniens détenus dans une prison près de Tyr, un prisonnier aurait été torturé à mort le 23 décembre, les miliciens d'Amal seraient entrés dans des maisons palestiniennes de Beyrouth-Ouest dont ils auraient tiré dehors les habitants et en auraient abattu au moins 20, les miliciens d'Amal auraient arrêté plusieurs palestiniens dont les corps criblés de balles ou mutilés auraient ensuite été trouvés dans la rue — parmi lesquels 'Issa Kablawi, Maarouf Mourad et Nabil Ahmad Maarouf.

En avril, AI a écrit à Samir Geagea, chef du Conseil des FL. Suivant certaines informa-

tions, 60 à 65 personnes auraient été exécutées sommairement et 250 environ auraient été arrêtées par les FL à la suite des combats qui ont eu lieu à Beyrouth-Est le 27 septembre 1986 quand des forces commandées par Elie Hobeika ont essayé de reprendre le contrôle des FL et d'évincer Samir Geagea.

Un charnier a par la suite été découvert à Kfar Habab et au moins 30 corps auraient été retirés de la mer. AI a également demandé ce qu'il était advenu de 49 personnes proches d'Elie Hobeika qui avaient disparu depuis le 17 septembre.

En avril, AI a instamment prié Walid Jumblatt, chef du PSP, de commuer les condamnations à mort de neuf personnes du district de Shouf accusées de meurtre. □

NAMIBIE

Nouveaux témoignages de torture

De nouvelles preuves de torture ont récemment été enregistrées à l'occasion d'un procès politique devant la Cour suprême de Windhoek. Des agents de la police de sécurité ont avoué au cours d'un contre-interrogatoire qu'ils avaient usé de violence contre des détenus pour obtenir des aveux.

Ces révélations ont été faites en février et mars 1987 au procès de deux personnes accusées d'appartenance à la SWAPO et de six civils accusés de les avoir aidées. Ces huit personnes avaient été arrêtées par la police et l'armée sud-africaine à des dates et en des lieux différents. Elles avaient ensuite été détenues au secret dans plusieurs centres spéciaux d'interrogatoire.

L'un des accusés, Andreas Johnny Heita, avait été blessé par balle au bras lors de son arrestation. Ce soir-là, un capitaine de l'unité contre-révolutionnaire de la police (Counter-insurgency unit—COIN), arracha de son bras un dispositif de perfusion et le battit.

Le capitaine et deux autres

officiers de son unité ont tous reconnu avoir frappé Andreas Heita avec un tuyau, l'avoir jeté au sol et l'avoir violemment agressé. Andreas Heita a retiré sa chemise devant le tribunal et a montré les cicatrices permanentes qu'il porte sur le dos, aux épaules et à la tête.



Andreas Heita. Les cicatrices qu'il porte au dos sont permanentes.

Les officiers de la COIN ont également reconnu avoir agressé deux autres inculpés, mais ont nié avoir usé de décharges électriques sur Andreas Heita.

Ils auraient déclaré qu'ils pensaient nécessaire d'avoir recours à la "violation maximum" pour obtenir des "renseignements satisfaisants" des détenus — l'un d'eux aurait dit devant le tribunal que "l'on peut faire n'importe quoi aux détenus tant qu'on ne les tue pas sans nécessité".

A la suite de ces aveux des interrogateurs, le ministère public a retiré du dossier les aveux des inculpés.

La torture des détenus politiques en Namibie a de longs antécédents: la plupart des victimes ont été détenues en vertu de lois de sécurité autorisant la détention au secret pendant une période indéterminée pour interrogatoire. Lors d'une affaire antérieure dans laquelle quatre soldats sud-africains étaient accusés d'avoir torturé à mort un Namibien, le Président sud-africain était intervenu pour empêcher le procès, au motif que les soldats responsables avaient agi "de bonne foi". □

Prisonniers libérés et cas nouveaux

AI a appris en mai 1987 la libération de 71 prisonniers adoptés ou faisant l'objet d'une enquête; elle en a adopté 133.

Corée du Sud: Un camouflage de la torture qui tourne court

La mort d'un étudiant sous la torture a fait les gros titres des journaux pendant une semaine.

En mai, la controverse sur la responsabilité de la police dans la mort d'un étudiant sous la torture a enflammé la presse de Corée du Sud jour après jour pendant une semaine.

Park Chong-chol, 21 ans, est mort le 14 janvier alors qu'il était détenu par le Bureau anticommuniste de la police nationale. Peu après, deux officiers de police ont été arrêtés et accusés de l'avoir torturé à mort, et le Ministre de l'intérieur ainsi que le chef de la police nationale ont donné leur démission.

En mai, l'affaire a fait la une des journaux quand ont fait surface de nouvelles preuves d'une tentative de camouflage de la police et trois autres officiers de la police ont été arrêtés pour avoir participé à la torture de cet étudiant. Le 23 mai, le président Chun Doo-hwan a ordonné une enquête "approfondie"; le 26 mai, le Premier Ministre et Ministre de la justice ainsi que le Ministre de l'intérieur et le

THE KOREA TIMES



chef de la police de sécurité nationale ont été remerciés; le 27 mai, le Procureur général a annoncé qu'il se saisissait de l'enquête; et le 29 mai, trois officiers supérieurs de la police ont été arrêtés pour avoir aidé à couvrir les tortionnaires de Park Chong-chol. □

EGYPTE

Arrestations en masse

Les autorités égyptiennes ont arrêté de très nombreuses personnes, en particulier des partisans de divers groupes islamiques, en vertu de la législation d'exception.

Des centaines de militants politiques ont été mis en détention immédiatement avant les élections du 6 avril à l'Assemblée du peuple. La plupart des personnes arrêtées seraient des partisans de l'alliance électorale entre les Frères musulmans, le Parti socialiste du travail et le Parti libéral. Le 8 avril, AI a demandé au gouvernement le nombre et le nom des personnes arrêtées.

Le 1er juin, AI a écrit de nouveau au gouvernement après que des milliers de partisans prétendus de groupes islamiques eurent été arrêtés à la suite d'une tentative d'assassinat le 11 mai sur Hassan Abu Basha, ministre de l'intérieur.

Dans ses deux lettres, AI demandait des assurances que tous les détenus étaient convenablement protégés contre le risque de torture et de mauvais traitement.

Certaines personnes qui critiquaient la politique du régime ont été emprisonnées pendant plusieurs années sans avoir été condamnées pour aucune infraction par le jeu de brèves périodes de détention renouvelées en vertu de la législation d'exception. □

ARGENTINE

Des enfants "disparaissent" au Paraguay

AI a demandé aux autorités d'aider les tribunaux argentins à retrouver deux enfants "disparus" d'Argentine.

Les enfants, un garçon et une fille, étaient nés en 1976 et 1977 à l'hôpital militaire de Campo de Mayo où se trouvait un



centre de détention secret pour femmes enceintes. Ils auraient été volés à leur naissance par un médecin militaire, le major Norberto Bianco, qui les aurait déclarés comme étant ses enfants. Leurs mères véritables ont "disparu".

Le major Bianco et sa femme ont apparemment emmené les enfants au Paraguay quand le tribunal a ordonné des tests génétiques pour déterminer leur

identité. Des mandats d'arrestation ont été issus contre ce couple.

On pense que le garçon aurait pour mère Silvia Quintela Dalasta, enlevée à Buenos Aires en janvier 1977 alors qu'elle était enceinte de presque quatre mois. AI sait seulement de la fillette qu'on l'appelle Carolina Susana. □

CUBA

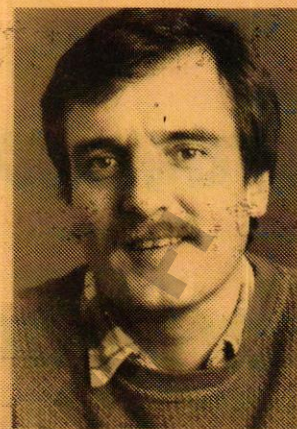
Libération d'un prisonnier d'opinion

Le prisonnier d'opinion Elizardo Sánchez Santa Cruz a été libéré le 26 mai, paraît-il "pour des raisons humanitaires". Il est vice-président du Comité cubain non officiel des droits de l'homme et il était détenu sans inculpation par la police de sécurité d'Etat à son quartier général de La Havane depuis le 26 septembre 1986, à l'exception d'une brève période en octobre où il a été transféré à l'hôpital militaire après une grève de la faim. □

SEIT EINEM JAHR LEHRVERBOT

FÜR KARL-OTTO ECKARTSBERG

Chemnitzer Str. 5, 3008 Garbsen 1, 38 Jahre



Seit nunmehr über 5 Jahren versucht die niedersächsische CDU-Landesregierung den Garbsener Gesamtschullehrer Karl-Otto Eckartsberg aus dem Dienst zu entlassen. Seit 12 Jahren arbeitet er als Englisch- und Sportlehrer an der IGS-Garbsen, war Personalratsvorsitzender und ist aktives Mitglied der GEW. 1981 kandidierte er bei den Kommunalwahlen auf der Liste der DKP. 1983, nach einem skandalösen Prozeß, wurde zum ersten Mal vorläufig vom Dienst enthoben. Nach massiven Protesten - auch an seiner Schule - und mit Hilfe einer breiten Solidaritätsbewegung mußte er im Juni 1985 wieder in den Dienst eingestellt werden; das Obergerverwaltungsgericht Lüneburg hatte ihn freigesprochen. Gegen zahlreiche weitere betroffene nieders. Lehrerinnen und Lehrer mußten die Verfahren eingestellt werden.

Doch bereits 1 Jahr später, im August 1986 startete die Landesregierung ihren 2. Versuch, Eckartsberg die berufliche und soziale Existenz zu zerschlagen. Diesmal mit der Begründung, seine Funktion als Kreisvorsitzender der DKP im Landkreis Hannover mache ihn "untauglich" für den Lehrerberuf. Erneut wird er vom Dienst suspendiert, erhält Hausverbot für seine Schule und sein Gehalt wird um 40% gekürzt.

Gemeinsam mit ihm sind weitere 6 Kolleginnen und Kollegen vom Dienst suspendiert worden - "Vorwürfe": Kandidaturen bzw. Funktionen für die DKP. Gegen mehrere Lehrer, Hochschullehrer sowie Verwaltungsbeschäftigte im Angestelltenverhältnis laufen Verfahren wegen Nicht-Einstellungen bzw. mit dem Ziel der Entlassung.

Die Betroffenen werden unterstützt von **SPD, GRÜNEN, DGB, GEW, Eltern, Kollegen und Schülern**, die sich für eine Beendigung der undemokratischen und verfassungswidrigen Berufsverbotepolitik in Niedersachsen einsetzen und die Wiedereinstellung fordern!

Gerade nach der ILO-Entscheidung gegen die Berufsverbote in der BRD ist die Fortsetzung der Verfahren in Niedersachsen besonders skandalös.

In den nächsten Wochen und Monaten werden die ersten Prozesse stattfinden. Der Kampf muß weitergehen, die Forderung bleibt aktuell:

Solidarität gegen BERUFSVERBOTE

Herausgegeben von: DKP-Kreisorganisation Hannover-Land, Grp. Garbsen
V.i.S.d.P.: Thomas Hort, Jahnstr. 5, 3008 Garbsen 1

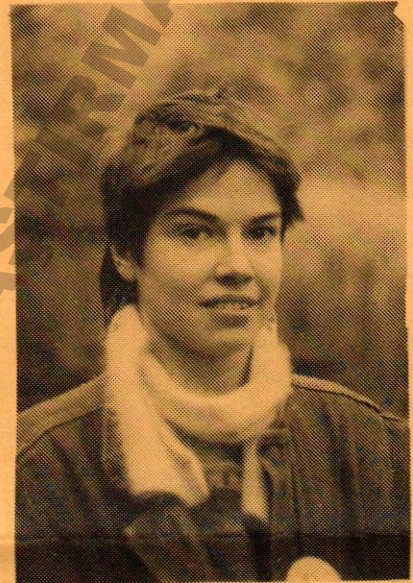
Braunschweig:

Marianne Kuhlmann Einstellung verweigert

Marianne Kuhlmann ist Sonderschullehrerin und sollte im August 1986 in Braunschweig an einer Schule für Lernbehinderte eingestellt werden. Drei Tage vor Schulbeginn wurde der Vereidigungstermin abgesagt. Stattdessen wurde sie zu einer Anhörung bestellt, der Vorwurf: mehrmalige Kandidatur zu den Studentenparlamentswahlen auf der Liste "MSB Spartakus und Unorganisierte" an der Uni Köln.

Für Marianne Kuhlmann setzten sich Hochschullehrer und Ausbildungsleiter ebenso ein wie Gliederungen des DGB, IG Metall, Gewerkschaft NGG und GEW, die Studentenschaft von fünf Hochschulen und der VDS, die Landtagsfraktionen von SPD und Grünen, Jungsozialisten und Naturfreundejugend. Die Mutter, Franziska Kuhlmann, selbst CDU-Mitglied, hob in einem Brief an die Behörden das entschiedene Friedensengagement ihrer Tochter hervor.

In einem offenen Brief hat sie sich auch an den Bundespräsidenten von Weizsäcker gewandt.



Marianne Kuhlmann

Sie machte ihn auf ihre Situation aufmerksam:

Als Frau trifft mich das Berufsverbot in extremer Form. Ich stehe kurz vor der Geburt meines ersten Kindes. Als Schwangere ist es nicht möglich, einen Arbeitsplatz zu finden. So ist mir nicht nur die soziale Sicherheit durch eine Planstelle im öffentlichen Dienst vorenthalten, mehr noch, ich bin mittlerweile auf die Unterstützung des Sozialamtes angewiesen, da die Arbeitslosenhilfe (600.-) unmöglich die Kosten einer Babyausstattung tragen können. Ich empfinde dies nicht nur als soziale Härte, sondern, da letztlich das Berufsverbot Ursache dieser Situation ist, als Verstoß gegen meine Menschenwürde."

Im Einstellungsverfahren 1987 hat Marianne Kuhlmann nun eine Stelle in NRW bekommen, das Bundesland, in dem sie ausgebildet wurde.

Gericht: DKP-Mitglied darf an der Uni arbeiten

Land verlor Arbeitsprozeß — Berufung angekündigt

Das 33jährige DKP-Mitglied Manfred Kroboth darf weiterhin im Rahmen einer Arbeitsbeschaffungsmaßnahme (ABM) an dem Forschungsprojekt „Exil und Nationalsozialismus“ an der Universität Osnabrück mitarbeiten. Das von ihm angerufene Arbeitsgericht verpflichtete jetzt in einem Eilverfahren das Land Niedersachsen, den ausgebildeten Gymnasiallehrer bis zum Ende des Uni-Projekts weiterzubeschäftigen. Wie berichtet, hatte das Land die Fortsetzung der ABM-Stelle unter Hinweis auf die Kandidatur Kroboths für die DKP bei den Kommunalwahlen abgelehnt. Das Land will Berufung einlegen.

Das Forschungsprojekt des Fachbereichs Sprache und Literatur beschäftigt sich mit sieben Schriftstellern und Journalisten aus der Region, die nach 1933 vor den Nazis flüchten mußten. Manfred Kroboth war die ABM-Stelle vom Arbeitsamt angeboten worden. Doch bereits bei der Einstellung im Januar 1986 gab es Schwierigkeiten für den Osnabrücker: Die „Regelanfrage“ beim Verfassungsschutz ergab „Erkenntnisse“, da Kroboth u. a. Mitglied der Deutschen Kommunistischen Partei (DKP) ist. Schließlich entschied die Anhörungskommission in Hannover aber, daß der arbeitslose Lehrer die Stelle bekommen könne. Er müsse sich aber auf die „Forschung“ beschränken und dürfe nicht in der „Lehre“ mitwirken.

Als das Projekt um ein Jahr verlängert wurde, bewarben sich Kroboth und seine Kollegen erneut. Bei den anderen gab es keine Probleme - doch Kroboth hatte bei den Kom-

munalwahlen im Oktober für die DKP kandidiert und wurde deshalb erneut vor die Anhörungskommission zitiert. Ergebnis: Das Land lehnte eine Weiterbeschäftigung ab und verwies auf das „besondere Treueverhältnis von Landesbediensteten. Kroboth sei deshalb nicht mehr tragbar und müsse zum 1. Mal aufhören.

Mit Briefen und Petitionen an Wissenschaftsministerium und Landtag setzten sich Unipräsident Horstmann und viele Professoren für den 33jährigen ein — vergeblich.

Prof. Dr. Heinrich Mohr, Leiter des Fachbereichs Sprach- und Literaturwissenschaft, verwies auf den Schaden für das Projekt, wenn Kroboth ausscheiden müsse, und sprach in diesem Zusammenhang auch von möglicher Rufschädigung, wenn Interviews mit Zeitzeugen abgesagt werden müßten.

Das Arbeitsgericht verpflichtete das Land Niedersachsen, mit Manfred Kroboth einen Anschlußarbeitsvertrag bis zum Projektende am 31. Januar 1988 abzuschließen.

In der Begründung betonten der Berufs- und die beiden Laienrichter: Da Manfred Kroboth „ausschließlich in der Forschung tätig wird und mit der Lehre nichts zu tun hat, vermag daher eine Kandidatur für die DKP für sich genommen nicht ausreichen, um Zweifel in die politische Treuepflicht zu begründen.“ Das Gericht zitierte eine Entscheidung des Bundesarbeitsgerichtes, wonach nicht allen Arbeitnehmern des öffentlichen Dien-

stes das gleiche Maß an Verfassungstreue wie den Beamten abzuverlangen ist.

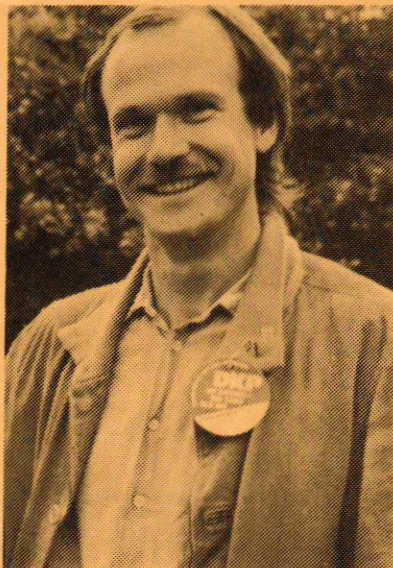
Die Universität begrüßte gestern das Urteil des Arbeitsgerichts. Ihre Hoffnung, daß die Landesregierung die Entscheidung akzeptiere, erfüllte sich aber nicht. Der niedersächsische Minister für Wissenschaft und Kunst, Johann-Tönjes Cassens, kündigte gestern im Landtag an, das Land werde gegen die Entscheidung Berufung einlegen.

Nach Ansicht der Landesregierung gilt auch für Angestellte im öffentlichen Dienst die Pflicht zur Verfassungstreue. Davon entbinde auch nicht die grundsätzliche Freiheit von Forschung und Lehre, erklärte Cassens auf eine kleine Anfrage der Grünen. Der Minister räumte ein, daß nicht in allen Bundesländern die Pflicht zur Verfassungstreue auch auf ABM-Kräfte ausgedehnt werde, Paragraph 8 Bundesangestelltentarif (BAT) schreibe dies aber vor.

Die Osnabrücker SPD hatte die Entscheidung der Landesregierung gegen eine Weiterbeschäftigung Kroboths schon vor dem Urteil als „mit dem freiheitlichen Geist unserer Verfassung in keiner Weise vereinbar“ bezeichnet. Für die SPD sei dies ein „besonders schlimmer Fall im Zusammenhang mit dem Radikalenerlaß“. Der Unterbezirk nahm das Urteil des Osnabrücker Arbeitsgerichts „mit Genugtuung“ zur Kenntnis und forderte die Landesregierung auf, dieses zu akzeptieren und auf weitere Rechtsmittel zu verzichten.

Neue Osnabrücker Zeitung 13.6.1987

Kommt alle zum Prozess
am 14. September 1987 um 11⁰⁰ Uhr
im Landesarbeitsgericht, Hannover
Siemensstr. 10, Saal 107



Rolf Schön

Lindener Markt 8, 3000 Hannover 91
38 Jahre, verheiratet, zwei Kinder

Diplomagraringenieur, Assessor d. Landwirtschaft

1976 Landw. Wirtschaftsberater, erste Entlassung wegen vermuteter Zugehörigkeit zu marxistischen Organisationen

1977 Bei der Landwirtschaftskammer Rheinland in Bonn in der Probezeit ohne Begründung entlassen. Die Kündigung stellt sich später als ebenso politisch motiviert heraus

1977-83 Fachlehrer an der Landw. Berufsschule in Gifhorn als Angestellter

1982 Anhörung wegen DKP-Kandidatur zu den Kommunalwahlen 1981

1983 Fristlose Kündigung. Anlaß: Artikel von Rolf Schön in der DKP-Zeitschrift "Praxis"

1985 Fristgerechte Kündigung. Begründung: Annahme eines Bezirksratsmandats im Nachrückverfahren.

1986 Nochmals mit derselben Begründung gekündigt.

Stand der Gerichtsverfahren: Prozess gegen fristlose Kündigung in zwei Instanzen rechtskräftig gewonnen

Prozess gegen erste fristgerechte Kündigung in zwei Instanzen rechtskräftig gewonnen

Prozess gegen zweite fristgerechte Kündigung in erster Instanz gewonnen. Trotz ILO-Entscheidung legt Land Niedersachsen gegen das Urteil Berufung ein. Berufungsverhandlung am 5.11.87 beim Landesarbeitsgericht Niedersachsen, 9. Kammer in Braunschweig

Es solidarisierten sich mit Rolf Schön: Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft mit Rechtschutz

DGB Kreis Gifhorn/Wolfsburg

Bezirksrat Hannover Linden-Limmer

SPD Unterbezirk Gifhorn

SPD Ortsverein Linden-Limmer

GRÜNE Gifhorn

GRÜNE Hannover - Linden

Kollegen

Schüler

Studienfreunde

Freunde aus Frankreich, Holland und Dänemark

Rolf Schön hat bisher alle Arbeitsgerichtsprozesse gewonnen.

Trotzdem darf er nicht wieder arbeiten: Bisher wurde er vor jedem rechtskräftigen Urteil vom Land Niedersachsen erneut gekündigt!

Die Garbsener Initiative gegen Berufsverbote
hat ein Konto eingerichtet um ihre Arbeit finanzieren zu können;
Postgiroamt Hannover, BLZ 250 100 30 KtoNr. 506 507-304
Ruth Monsler, Stichwort "Berufsverbote"

Carol Lynn
Pearson

To All Women Everywhere

'Risky' Robyn
Paulson

$\text{♩} = 80$ C G7

Let us sing a lull-a- by
Sing until their fingers fall

To the heads of state,
from the fateful button

C

They are really nothing more than
and they put their guns and tanks a-
little boys grown up. They are for
way with other toys, And re-

F G am C $\text{D.C.} \text{♩} \text{leoda}$ F 3 G7

gotten the sound of their
men-ber that their Mo-ther's voice and oh- they need to be

C F G7 C $\text{D.C.} \text{♩} \text{♩}$

Sat in a corner or given a shake, but they're too big for that.

F C7 F

taught them two ancient truths, We do not judge one a- nother. Nor

D7 G7 C G7

do we kill one a- nother! Sing until they close their eyes, and dream a better

C F G C G am F G C

dream. We shall sing them to peace oh yes, Lord We shall sing them to Peace.

Martin Luther
King

Keep On Keepin' On

'Risky' Robyn
Paulson

$\text{♩} = 112$ C 3

Keep on- keepin' on working for peace. We gotta
keep on- keepin' on till war has ceased. We gotta
keep on- keepin' on loving the Earth. We gotta
keep on- keepin' on for all our worth. We gotta
keep on- keepin' on speaking our truth. We gotta
keep on- keepin' on joining with youth. We gotta
keep on- keepin' on singing our songs. We gotta
keep on- keepin' on rightin' the wrongs. We gotta

Raise a half step every third verse until it gets too high, then start coming down a half step on We gotta keep on etc, repeated until back at tonic.
Improvise and make up your own words.



SONG for the WORLD CONGRESS OF WOMEN 1987

Love from
'Risky' Robyn Paulson
America-Earth

$\text{♩} = 80$

The World Congress of women, Two thousand Sis-ter-hood
sing for Earth and her beauty. Great ocean waters white with

strong. We raise our voices to- gether, we lift our hearts in song. We
foam. Green forests, mountains and rivers, Blue planet we call home. A

work for a future without nuc-le-ar weapons, an Earth full of
home where e-qual-it-y's living re-al-it-y. De- vel-op-ing

Peace and goodwill for all. We World-wide body of Women, Two
Friends in di-ver-si- ty. The dm

billion Sis-terhood strong, We raise our voices to- ge-ther, we

lift our hearts in Song.



SOLIDARITÄT

mit den politischen Gefangenen in der Türkei

und Türkei-Kurdistan

ÜBER UNSERE ARBEIT

Unsere kleinen Freuden
Unser Leiden
Unsere Briefe,
die beim Schreiben
immer länger werden...
Unsere Sehnsucht lebt
und unsere Liebe.
Wie erfüllt ist jeder Tag!

Gefängnis Buca 1986

Dieses Gedicht hat uns ein Gefangener aus Buca geschickt. Solche Briefe erhalten wir als Mitglieder der Solidaritätsaktion mit den Gefangenen in der Türkei und Türkei-Kurdistan. Ebenso schreiben wir regelmäßig Briefe an politische Gefangene, wir unterstützen sie und ihre Familien finanziell und versuchen Öffentlichkeit herzustellen über die menschenunwürdigen Bedingungen in türkischen Gefängnissen.

Seit dem Erscheinen unserer letzten Solidaritätszeitung im September 1986 ist die Zahl der Komitees bzw. Unterstützerkreise auf Dreizehn gestiegen. Die Komitees arbeiten sehr unterschiedlich, je nach örtlichen und persönlichen Möglichkeiten. Das reicht von regelmäßiger finanzieller Unterstützung und Briefwechsel mit einem Gefangenen bis hin zur Unterstützung von 10-15 Gefangenen und gleichzeitiger Öffentlichkeitsarbeit (Organisation von Kultur- und Informationsveranstaltungen, Spendensammlung durch Straßenmusik, Essensverkauf, Verfassen eigener Flugblätter..)

Wir haben inzwischen Kontakt zu 11 Gefängnissen und unterstützen ca. 70 Gefangene bzw. deren Familien.

HUNGERSTREIK

IM GEFÄNGNIS VON BARTIN

Im Bartin Gefängnis haben die politischen Gefangenen vom 6. Oktober bis zum 20. Oktober 1986 einen Hungerstreik durchgeführt. Sie forderten sauberes Trinkwasser anstatt des gesundheitsschädlichen, ausserordentlich verschmutzten Trinkwassers, was ihnen bislang angeboten worden war. Um ihre Forderung durchzusetzen, mußten sie zu ihrem stärksten Mittel, dem Hungerstreik, greifen. Während des Hungerstreiks nahm eines unserer Komitees zum Menschenrechtsverein* Kontakt auf. Daraufhin riefen wir zu einer Briefaktion auf.

Kurz nach dem Hungerstreik erhielten wir den hier abgedruckten Brief :

* Im Menschenrechtsverein haben sich im letzten Herbst ein Teil der oppositionellen Intellektuellen zusammengeschlossen. Der Verein tritt auf Meetings und in Presseerklärungen gegen Verletzungen der Menschenrechte und demokratischer Rechte in der Türkei auf.

"Lieber

Deinen Brief vom 11.8.86 habe ich bekommen, konnte ihn aber nicht sofort beantworten, weil uns vorgeworfen wurde, daß wir der Nationalhymne nicht den ihr gebührenden Respekt gezeigt hätten. Als Strafe haben wir 1 1/2 Monate keine Briefe und keine Besu



Bursa E Tipi Cezaevi

che bekommen. Vielleicht hast du erfahren, daß wir danach einen 14 tägigen Hungerstreik angefangen haben (vom 6. bis zum 20. Oktober). Aus den Gründen habe ich dir nicht geschrieben. Mein Gesundheitszustand ist nicht besonders gut, aber es geht mir langsam besser.

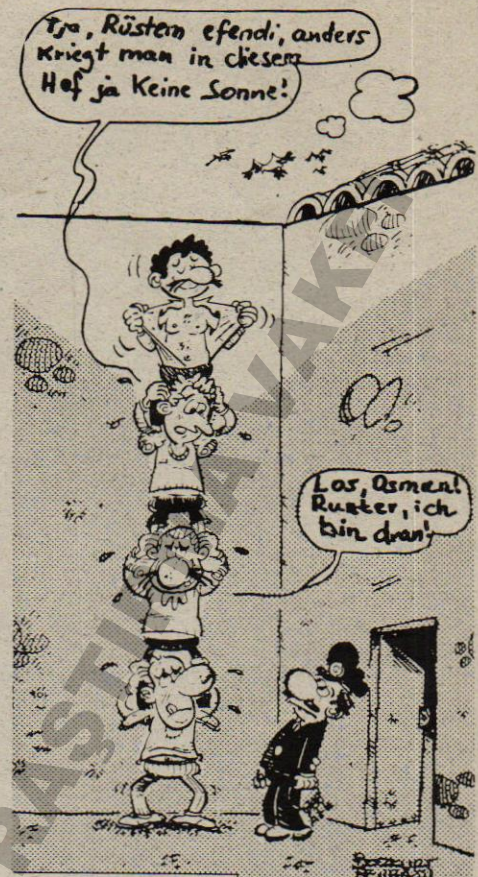
HUNGERSTREIK

ADANA

Seit dem 17. Februar.87 befinden sich die politischen Gefangenen im Gefängnis von Adana im Hungerstreik. Sie protestieren damit gegen die dortigen schlechten Lebensbedingungen und die schlechte Gesundheitsversorgung. Das Gefängnis von Adana ist eines der berüchtigsten der Türkei. Schon in der Vergangenheit sind in diesem Gefängnis solche Protestaktionen durchgeführt worden und die Angehörigen der Gefangenen haben mehrfach Beschwerdebriefe an die Gefängnisleitung geschickt. Einen solchen Beschwerdebrief, der die unglaublichen Zustände im Gefängnis von Adana anklagt, zitieren wir im Folgenden (Zeitschrift Yarin, Juli 1986).

"... Die Frauenzellen sind ehemalige Toiletten, vor die nur eine Eisentür angebracht wurde. Man läßt die Frauen dort im Gestank der Kanalisation, zwischen Ratten, aller Art Ungeziefer, ja sogar Schlangen gibt es im Sommer ...

Obwohl die Gefangenen unter derartig ungünstigen Bedingungen leben, kommt nur einmal pro Woche ein Arzt ins Gefängnis und nur zu den Schwerstkranken. Die durch die Folter geschädigten Gefangenen dürfen nicht zum Arzt, eine offizielle Dokumentation der Folterfolgen ist so unmöglich. Die neu Eingelieferten werden nur der Form halber vom Arzt untersucht. Ordnet der Arzt eine Krankenhauseinweisung an, so wird diese monatelang verzögert ... "



BOZKURT BELIBAGLI

Unsere Arbeit ist ein Zeichen der Solidarität mit den politischen Gefangenen in der Türkei, deren physische, psychische und moralische Kraft von dem faschistischen Regime mit allen nur möglichen Mitteln gebrochen werden soll.



KRANK IM GEFÄNGNIS

"Die Notfallpatienten werden zu spät zum Arzt gebracht und die Diagnosestellung erfolgt nicht von Fachärzten. Nicht die eigentlichen Erkrankungen werden behandelt, sondern die Therapie hat lediglich das Ziel, die Symptome zu unterdrücken..." Das beklagen zwei Rechtsanwälte in ihrem Gesuch an den Armeekommandant in Istanbul, der für das Militärgefängnis von Metris zuständig ist. Ein Gefangener, Ali Demir, stellte einen Antrag bei dem Militärgericht in dem er die Namen von etwa 100 Gefangenen im Gefängnis von Metris sowie ihre Krankheiten erwähnte. Die häufigsten Krankheiten sind Tuberkulose, Magengeschwüre, Rheuma, Asthma und Anämie. Die Entstehung bzw. Verschlimmerung dieser Erkrankungen sind leicht durch die Lebensbedingungen in den Gefängnissen zu erklären: Miserable Ernährung, Unterbringung in hoffnungslos überfüllten, kalten und z.T. feuchten Zellen, fehlende Hygiene, ständige Schläge, Schikanen und Psychoterror. Die Vermutung liegt nahe, daß das Regime so eine langsame Vernichtung der politischen Gefangenen erreichen will.

Ein Beispiel dafür ist Muammer Özdemir, der z.Z. in der BRD behandelt wird. (Siehe Kasten)

Eine Verbesserung der medizinischen Versorgung und der Lebensbedingungen der Gefangenen könnte durch den Widerstand der Gefangenen, aber auch durch den Druck der Öffentlichkeit erreicht werden.

MUAMMER'S LEBENSGEFÄHRLICHER ZUSTAND IST EINE ANKLAGE GEGEN DAS REGIME!



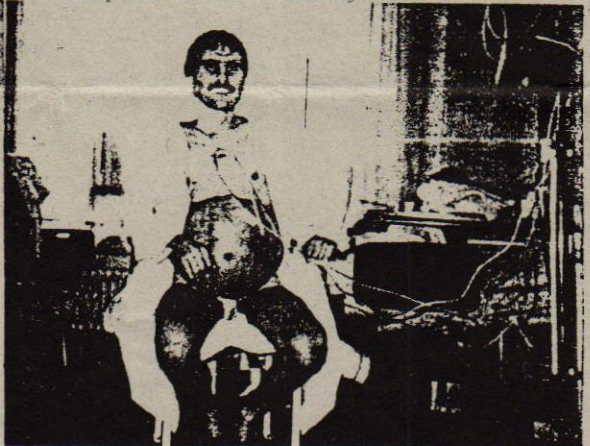
MUAMMER ÖZDEMİR, in den ersten Monaten seiner Verhaftung im Gefängnis (1981).

MUAMMER ÖZDEMİR, in einem Krankenhaus in der Bundesrepublik (November 1986).

Muammer Özdemir wurde im Kutlubey Devrimci Yol Prozess angeklagt. Er wurde zum Tode verurteilt. Später wurde die Todesstrafe in lebenslange Haft umgewandelt. Im Gefängnis wurde er aufgrund der Folterungen und Hungerstreiks etc. krank...

Erst nach langem Hin und Her konnte festgestellt werden, dass er an Lebercirrhose erkrankt ist... Die notwendige ärztliche Hilfe wurde ihm von den Verantwortlichen des Regimes verweigert...

Der seit 2 Jahren in Todesgefahr lebende Muammer Özdemir wurde am 13.8.1986 für 6 Monate "beurlaubt". Der Grund: "Er wird sonst im Gefängnis sterben"... Zur Zeit wird er in einem Krankenhaus in der Bundesrepublik ärztlich versorgt...



RETTE WIR DAS LEBEN DER POLITISCHEN GEFANGENEN IN DER TÜRKEI!

V.i.S.d.P.: U.Freundlieb
Türkei-Solidarität
c/o Bildungswerk für Friedensarbeit
DPWV-Haus, Alfred-Bozi-Str. 10

4800 Bielefeld 1

Spendenkonto :

Sparkasse Bielefeld BLZ : 480 501 61

Konto-Nr.: 6716088

CEZAEVİ

Türkiye ve Türkiye-Kürdistanı

siyasi mahkumlarla dayanışma bülteni

No. 6 / Temmuz '87

SAĞMALCILAR'DAN

Mektup

12 Temmuz 1987

Değerli Dest

Bugün açlık grevinin 5.nci günü. Bana mektup
yasağı kondu. Bundan böyle mektuplarınızı açlık grevine
katılmayan Yılmaz Orat adına gönderin. Şuan aynı keşuştayın.
ilerde belki hitreye olınabilirim. Olamlar elverdikçe
ben size yazarım. Doğal olarak yaradıklarım sınırlı.
Bundan önceki mektubumdada belirttiğim gibi gelişmeleri
TAYAD'tan öğrenebilirsiniz

Sağmalcılar Açlık Grevi sözcülerinden ve koğuş
temsilcisi Ali Aslan'ın açlık grevinden mektubu

**CEZAEVLERİYLE
DAYANIŞMA İÇİN**

İLERİ !

Kamuoyuna D uyuru

Sağmalcılar cezaevinde yatan siyasi tutuklular olarak, Haziran ayba-
gında gerçekleştireceğimiz tek tip aybise (T.T.E) ve sevk zinciri ile
ilgili direnişimizi ve Direnişimizin gerekçelerini kamuoyuna açıklamak
istiyoruz.

12 Eylül'e başlayan yağın sal gözettiler binlerce insanı ağır işken-
ce ve baskılarla yüz yüze bıraktı. bu baskılar halk muhalefetine yöne-
len sindirme, yıldırma politikasının sadece bir parçasını oluştuyordu.
İnsanlarımızın yağın halinde cezaevlerine doldurulması doğaldır ki ceza-
evlerinin önemini de artırdı. Siyasi tutuklular için cezaevlerinde yaşam
siyasi kimliğin korunması ve insan onurunun çiğnetilmemesi için verile-
nen mücadele ile bütünleşti. Cezaevlerinin bu durumu gündan güne baskı-
nın yoğunlaşması ne yazık ki siyasi tutukluların bir bölümünün "Bağımsız-
laştırılmasını" ve Cezaevleri yönetimlerinde "Teslim alınmasını" sağ-
ladı öte yandan baskı ve zorbalıkların gücü cezaevlerindeki haklı di-
renişlerin ateşini söndürmeye yetmedi. İnsanlarımızın önemli bir bölü-
mü ölümleri pahasına insan onurlarını çiğnetmediler, siyasi kimliklerini
teslim etmediler. 12 Eylül sonrasında askeri yaptırımlar cezaevlerinde-
ki baskılara maddi dayanak oldu. 1983 yılından sonra ise tek tip elbise
uygulaması, bu askeri yaptırıma ek olarak tutuklulara dayatıldı T.T.E bu
aşamadan sonra siyasi tutukluları teslim almanın yeni bir odağı, açık sağı-
darı bayrağı haline geldi. Amaç Tutukluların yaşamla bağını koparmak, De-
mir permaklıkların, Beton duvarların yanısıra bedellerini yepyeni bir ce-
za ile kapatıp tektipleştirmek teslim alıktır. T.T.E yönetimin düşüncesi
yorumlayan ve değiştiren insanlara tahammülü kalmamıştır.

T.T.E saldırı silahı olarak gündemdeydi. Ancak Bır çok tutukevinde
bu silah onurlu direnişlere geri tepti. Aylarca don fanila dolaşmak, Gö-
rüşe, Avukata, Revire, Havalandırmaya çıkmamak pahasına T.T.E giyilmedi.
upuzun maratona benzeyen ve sonu Ölümlerle noktalanmış direnişler yaşandı.
Tüm bu direnişler bir süre sonra iflas eden T.T.E uygulamasının kaldırıl-
masıyla meyvesini vermeye başladı. Ancak mücadele geleneğinin tam anlamıyla
yaratılmadığı ve sivil tutukluların yoğun bulunduğu cezaevlerinde T.T.E
uygulanması kurulmadı. Sağmalcılar cezaevinde de 1982 yılından beri yerle-
şik bir hal alan T.T.E Uygulaması şu ana değin ciddi bir karşı çıkış gerçe-
kleşmedi fakat bu T.T.E nin ebediyen kalıcı olduğu anlamına da gele-
mezdi. Biz Sağmalcılar Cezaevinde kalan siyasi tutuklular olarak bundan
sonra T.T.E uygulamasını kabul etmeyeceğimizi açıklıyoruz.

Cezaevi yöneticileriyle yaptığımız tüm görüşmelere, Adalet Bakanlığı'na
yazdığımız dilekçelere rağmen T.T.E sorunu çözülmedi. Bu konuda artık
idare ile görüşme yoluyla elde edilebilecek bir hak olmadığı inancında-
yız. Oturup T.T.E'nin idare tarafından günün birinde kaldırılmasını bek-
lemekte, ciddiyyetten uzak bir yaklaşım olurdu. T.T.E sorununun çözümü için
tek çıkar yol kalmıştır O da T.T.E'yi sırtımızdan çıkartıp atmaktır. İşte
biz de bunu yapacağız. Yaşadığımız diğer ağır sorun da sevk zinciridir.
Sevk zinciri uygulaması Sağmalcılar Cezaevinde tutuklulara hergünden
öte, insan gücü ile bile boğulmadığının ipuçlarını veriyor. Türkiye'nin
hiç bir cezaevinde uygulanmadığı gibi, çağımızın normalarıyla da bağdaşma-
yan sevk zinciri uygulaması, insan onuru açısından kabul edilir gibi de-
ğildir. Mahkeme ve hastaneye gidişlerde sevk zinciri adı verilen uzun bir
zincire ikişerli kelepçelenmektedir. Ve tutuklular mahkeme, hastane gibi
yerlere tek bir zincire bağlı biçimde orta çağ köleleri gibi götürülmek-
tedirler. Bu zincir cezaevi arabasında ve nezarethanede bağlı kaldığı için

K A M U
D U

tutuklular saatlerce hareketsiz durmak zorundadırlar. Sevk zinciri uygulamasının çağdaşlığını, temel insan haklarıyla bağdaşır hiç bir yönünün bulunmadığını cezaevi sivil yönetimine ve güvenlik komutanına defalarca anlattık. Ancak her başvurumuz güvenlik komutanı tarafından zincirin güvenlik için zorunlu olduğu gerekçesiyle reddedildi. Oysa hiç bir güvenlik gerekçesi insan onurunu zedeleyecek boyutlara varamaz, varmamalı. Aynı T.T.E. gibi sevk zincirinin de kendiliğinden kalkacağına olan inancımız tükendi. İşte Sağmalcılar Cezaevi siyasi tutukluları olarak sevk zinciri uygulamasını insan onuruna yapılan bir saldırı olarak değerlendiriyor ve bundan sonra bağlatmayacağımızı tüm kamuoyuna duyuruyoruz. Kuşkusuz ki Sağmalcılar Cezaevinde en acil çözülmesi gereken sorunlar olarak gördüğümüz T.T.E. ve zincir uygulamasından başka bir dizi ekonomik, demokratik sorunumuzun da çözümünü bekliyoruz.

Bu taleplerimizi de sıralayarak kamuoyundan destek bekliyoruz.

1-T.T.E. uygulamasının kaldırılarak sivil elbiselerimizin hiç bir kısıtlamaya uğratılmadan serbest bırakılması,

2-Sevk zinciri ve arkadan kelepçeleme uygulamasının kaldırılması,

3-Piyasada serbestçe satılan kitaplara kısıtlama konulmaması ve koğuşumuzdan aramada alınan kitapların geri verilmesi,

4-Yemeklerin temiz, doyurucu ve kaliteli olması,

5-Hastaların ilaçlarının ücretsiz verilmesi, revirde yapılan muayenelerin ciddiye alınarak tutuklu ve hükümlülerin sağlığına önem verilmesi,

6-Açık görüşlerin yasak savma mantığı ile üç-dört dakikalık süreye sıkıştırılarak, daracık avukat mahallinde değil, amacına uygun bir biçimde yapılması,

7-Çayın Kg.mı 16.000.-TL den satış işlemine son verilmesi, çayın piyasada satıldığı fiyat üzerinden tutuklulara satılması,

8-Karantinada tutukluların zorla çalıştırılması uygulamasına son verilmesi,

En önemlilerini sıraladığımız bu taleplerimizi idare ile yaptığımız sayısız görüşmelerde çözümleyemedik. Ancak insan haklarının toplumda sindirildiği oranda tutuklu ve hükümlülük haklarının da genişleyeceğine inancımızı da koruyoruz. Sağmalcılar siyasi tutukluları olarak bu doğrultuda üzerimize düşen görevleri yerine getirmeyi kendimize borç biliyoruz.

Dostça selamlar.....

SAĞMALCILAR CEZAEVİ SİYASİLERİ

V.i.S.d.P. :

Türkei-Solidarität
Bildungswerk f. Friedensarbeit
DPWV Haus, Alfred-Bozi-Str. 10
48 Bielefeld /BRD

Bağış Kontosu: Sparkasse Bielefeld

BLZ : 480 501 61

Konto No.: 6716088



**TÜRKİYE VE TÜRKİYE KÜRDİSTAN'I SİYASİ MAHKUMLARLA
DAYANIŞMA KOMİTELERİ
KONFERANSI YAPILDI**

Türkiye ve Türkiye-Kürdistanı siyasi mahkumlarla dayanışma komitelerinin konferansı T.C. cezaevlerinde açlık grevlerinin yaygınlaştığı bu günlerde F.Almanya'da yapıldı.

Batı Avrupa'daki Türkiye ve Türkiye Kürdistan'ı siyasi mahkumlarla dayanışma komiteleri ve bu amaçla başlatılan komite girişimlerinin sayısı bugün 17'yi buluyor.Bu komitelerde 90'a yakın insan çalışıyor.Bunların 40'ı alman,fransız,isviçreli,danimarkalı,hollandalı, geri kalanı ise Türkiyeli ve ve Kürdistan'lı.

Sağmalcılar,Bursa,Çanakkale,Aydın,Buca,Ankara merkez,Malatya,Antalya,Burdur,Gaziantep,Bartın,Erzincan,Mersin,Afyon ve Samsun cezaevlerindeki siyasi mahkumlara ve ailelerine mektuplar yazıyoruz,para yardımı yapıyoruz ve aileleri ziyaret ediyoruz.Şimdiye dek yardım ettiğimiz ve halen yardım etmekte olduğumuz insan sayısı 110'u buluyor.Yardım ettiğimiz insanlar arasında bir

Amacımız : faşizmin devrimcileri zindanlarda yavaş yavaş yoketmesine karşı çıkmak, siyasi fark gözetmeksiz, cezaevlerindeki antifaşistlere ve ailelerine maddi yardım yapmak, mektuplaşma ve ziyaret yoluyla dayanışma göstermek, faşizmin insanlık dışı yüzünü bu yolla teşhir etmektir.

Türkiye'li ve Kürdistan'lı antifaşistleri,halklarımızın mücadelesine ilgi duyan Avrupa'lıları cezaevlerindeki antifaşistler ve aileleri ile dayanışma eylemini güçlendirmeye ve aktif olarak bu çalışmalara katılmaya çağırıyoruz.

birinden çok farklı siyasi görüşlerden antifaşistler var. 1984 yılında ilk çalışmalarımız başladığından bu yana 25.000 DM'ye yakın yardım gönderdik .

Konferansa 11 komite ve komite girişiminden toplam 30 kişi katıldı.Bunlardan 10'u alman ve diğer Avrupalılar geri kalanı Türkiye ve T.Kürdistan'lıydı.Toplantıya katılanların üçte ikisini kadınlar oluştuyordu.

Dayanışma komitelerinin konferansı T.C. cezaevlerindeki insanlık dışı baskıların 1980'den bu yana esas olarak değişmeden sürdüğünü, ancak Türkiye'de insan haklarının kısıtlanmasına ve siyasi mahkumlara yapılan baskı ve eziyetlere karşı da cesur seslerin giderek yükseldiğini, cezaevlerindeki siyasi mahkumların da baskılara boyun eğmediklerini vurguladı.Avrupa ülkelerindeki Türkiye ve Türkiye Kürdistan'ı cezaevlerindeki siyasi mahkumlarla dayanışmanın yetersiz olduğunu,bunun geliştirilmesi gerektiğini belirtti.Konferans ayrıca Batı Avrupa ülkelerindeki bütün dayanışma girişimleri arasında işbirliği yapılmasını önerdi.

Türkiye ve Türkiye Kürdistan'ı siyasi mahkumlarla dayanışma komiteleri Batı Avrupa'daki bütün ilerici yerli ve Türkiyeli/Kürdistanlı insanları cezaevlerindeki siyasi mahkumlarla ve aileleriyle dayanışmaya,somut olarak cezaevlerine mektuplar yazmaya , para yardımı yapmaya, T.C. cezaevlerindeki insanlık dışı uygulamaları kamuoyuna duyurmak için çalışmalar yapmaya,bunun için her yerde komiteler kurmaya çağırıyor .

Informationsblatt

Nr.4/Sept.'86

SOLIDARITÄT

**mit den politischen Gefangenen in der Türkei
und Türkei-Kurdistan**

AUFRUF

Am 12.9.1980 übernahm in der Türkei eine faschistische Militärjunta die Macht. Seitdem sind über 100.000 demokratische und fortschrittliche Menschen gefangen genommen, gefoltert und oft zu langjährigen Gefängnisstrafen verurteilt worden. Trotz angeblicher Demokratisierung hat bis heute das Militär in allen wichtigen Bereichen die Fäden in der Hand.

Zur Zeit sitzen etwa 30.000 Menschen wegen ihrer politischen Überzeugungen und Tätigkeit im Gefängnis, ständig werden erneut Männer und Frauen verhaftet.

Die Familien der Gefangenen werden gewöhnlich in große Not

gestürzt. Kinder werden von ihren Eltern getrennt, Familien verlieren ihre Ernährer. Sie müssen darüberhinaus noch Geld für den Anwalt sowie zur Unterstützung des Gefangenen (Kleidung, Essen, Medikamente) oder für die oftmals weite Fahrt aufbringen, wenn sie ihren Angehörigen besuchen wollen.

Diese Not hat zu einer praktischen Solidarität geführt, die über die Grenzen der einzelnen Organisationen hinausgeht.

Erst die bittere Erfahrung von Gefängnis und Folter ermöglichte es der türkischen bzw. der kurdischen Linken neue Ansätze zu entwickeln, die alte Zersplitterung untereinander zu überwinden.

So existiert beispielsweise seit mehreren Jahren unter den

Linken in den Gefängnissen ein sog. "Kommuneleben". Da die meisten Gefangenen nur unregelmäßig materielle Unterstützung von ihrer Familie bekommen, ist ein derartiges Kommuneleben zum Überleben notwendig. Es bedeutet, daß alles Geld oder andere materielle Unterstützung von außen von den Insassen einer Zelle gesammelt wird.

Über die Verwendung und Verteilung wird dann von den Insassen gemeinsam entschieden.

Darüberhinaus bedeutet das Kommuneleben gemeinsames Fühlen und Denken, gemeinsames Verhalten und Widerstand leisten.

Als wir vor knapp 2 Jahren die "Solidaritätsaktion mit den politischen Gefangenen in der Türkei und ihren Familien"

gründeten, haben wir uns zum Ziel gesetzt, Menschen, die aufgrund der faschistischen Unterdrückung in Not geraten sind, materiell und damit auch moralisch zu unterstützen. Wir wollten da ansetzen, wo es vor Ort bereits Tendenzen zu gemeinsamem Handeln von Angehörigen verschiedener politischer Organisationen gegen die politische Unterdrückung gibt. Dieser Ansatz hat sich als richtig erwiesen.

Die Tatsache, daß die Struktur der türkischen und kurdischen Linken völlig unübersichtlich und uneinsehbar für Außenstehende ist, sowie deren immer

noch nicht überwundene Zersplitterung, führte dazu, daß viele wohlwollende Menschen hier in der BRD sich von der Solidaritätsarbeit mit der Türkei und Türkei-Kurdistan zurückgezogen haben.

Wir haben während der etwas mühsamen "Aufbauphase" unserer Arbeit gemerkt, daß es durchaus möglich ist, diese Zurückhaltung zu überwinden, wenn wir uns auf ganz praktische, konkrete Hilfe beschränken.

Nachdem wir die notwendigen Kontakte geknüpft hatten, konnten wir bis jetzt ca. 7000.-DM an Gefangene in 7 verschiedenen Gefängnissen und einige Familien schicken. Nebenbei haben wir Rundbriefe herausgegeben, die über unsere Arbeit und die Situation in der Türkei berichteten.

Auf der Basis, die wir geschaffen haben, ist es jetzt aber möglich, die Arbeit erheblich zu verbreitern. unser nächstes Ziel ist es also, überall, wo möglich, örtliche Gruppen ins Leben zu rufen, die diese Solidaritätsarbeit mittragen.

Darum appellieren wir an alle, die an der Türkei und Türkei-Kurdistan interessiert sind, die Menschen unterstützen möchten, die wegen ihrer demokratischen Gesinnung in Schwierigkeiten gekommen sind, an alle, die durch diese Arbeit

mehr über die Türkei und Türkei-Kurdistan erfahren möchten:

Unterstützt die
"SOLIDARITÄTSAKTION MIT DEN
POLITISCHEN GEFANGENEN IN DER
TÜRKEI UND IHREN FAMILIEN" !!

Ein Anfang ist leicht gemacht:

-Ein Dauerauftrag von 5DM pro Monat auf unser Spendenkonto sichert schon fast den monatlichen Brotbedarf einer Person.

-Schließen sich zwei oder drei Interessierte zusammen, so können

sie selbst eine "Partnerschaft" für einen Gefangenen oder eine Familie übernehmen. So werden auch persönliche, bzw. Briefkontakte möglich.

-Eine solche Gruppe könnte ihre Arbeit durch Spendensammlungen, Infostände, Mitarbeit an unseren Rundbriefen usw. verbreitern.

Jede Art von Unterstützung und Mitarbeit ist uns willkommen!! Wendet Euch also an unsere Kontaktadresse! Spendet auf unser Spendenkonto!

SO HABEN WIR'S GEMACHT...:

Wie macht man das eigentlich, Geld sammeln, das man dann an die politischen Gefangenen in der Türkei und Türkei-Kurdistan weiterleitet?

Gerade in der Anfangsphase der Solidaritätsarbeit, wo man noch keinen "Namen" hat, wird man ja nicht auf regelmäßige und ausreichende Spenden setzen können.

Vielleicht über gemeinsame Aktionen mit der kirchlichen Jugend? Wir hatten jedoch keinen Mitarbeiter, der schon seit längerer Zeit in der Kirche engagiert war. Ein uns bekannter, sehr engagierter Pastor setzte sich außerdem schon aktiv für die Solidaritätsarbeit mit Chile ein.

Was also tun? Auf dem Ostermarsch und später auch auf Stadtteilstesten begannen wir, türkische Essensspezialitäten zu verkaufen. Wir merkten, wie wichtig es ist, möglichst wenig Konkurrenz auf solchen Festen zu haben, weil sonst der Erlös gemessen an dem Arbeitsaufwand zu klein bleibt. Und wir merkten auch, daß sich einfache und billige Spezialitäten besser verkaufen lassen.

Unser Standardangebot:
Lahmacun (türkische Pizza),
Köfte (Hackfleischbällchen)
mit Salat und Pide (Fladenbrot),
Sucuk (türkische Wurst)
auf dem Holzkohlengrill gebraten mit Pide. Als Getränke bieten wir Ayran an (Joghurtge-

tränk), Cola, Limo, Wein, im Winter auch Glühwein, Bier sowie Raki.

Je nach Größe des Festes und Dauer haben wir an einem Abend 100,-- bis 500,-- DM Reinerlös an einem Abend gehabt. Wichtig

ist noch, daß man solche Arbeit mit mehreren Leuten organisiert. Nachdem wir des öfteren mit unserem Essensstand auf Festen angetreten waren, fingen Organisatoren auch an, uns anzusprechen, wenn sie ein Fest planten.

BRIEF AUS DEM GEFÄNGNIS

15.6.1986

Mein lieber Freund!

Drinnen im Gefängnis wartet man am meisten auf die Briefe. Ich habe deinen Brief bekommen, danke. So schreibe ich gleich zurück. Du fragst nach der Adresse meines Rechtsanwaltes. Er heißt ... in ... Seine genaue Adresse kenne ich aber nicht. Deshalb schicke bitte das Geld zu mir, ich leite es an den Anwalt weiter.

Vor kurzem war ja das Ramadan-Fest. Aus diesem Anlaß hat man ausnahmsweise mal erlaubt, daß man mit den Besuchern - ohne Gitterwand dazwischen - für 15 Minuten zusammensein durfte.

Meine Geschwister und mein kleiner Neffe sind gekommen. Wenn es auch nur 15 Minuten

war, so habe ich mich doch sehr gefreut. Wir konnten uns umarmen, und ich habe mich an mein Dorf erinnert. Meine Schwester hat etwas geweint und versucht, es mich nicht sehen zu lassen.

Ich weiß,
dein Herz ging auf
wie die Erde
in den ersten Frühlingstagen,
nachdem sie das Wasser
des aufgetauten Schnees trank.

Weine nicht,
meine Liebste mit den dunklen
Augen,
zeig denen deine Tränen nicht!

Sieh,
auch mein Herz geht auf.

Hasan

V.i.S.d.P. : Ursula Freundlieb

Albert Schweitzer Str.13 / 4800 Bielefeld

Spendenkonto : Sparkasse Bielefeld BLZ : 480 501 61

Konto-Nr.: 6716088

Hungerstreik in den Knästen der Türkei

Über 500 Häftlinge stehen im Hungerstreik / Sitzstreik vor dem Justizministerium in Ankara / Proteste gegen Psycho-Repression und schlechte Versorgung

Von Antje Bauer

Berlin (taz) — Etwa 50 Angehörige politischer Gefangener in der Türkei haben am Freitag vor dem Justizministerium in Ankara einen Sitzstreik begonnen. Zur Unterstützung des Protests fanden sich einige sozialdemokratische Politiker sowie eine Reihe fortschrittlicher Intellektueller dort ein. Die Polizei griff zunächst nicht ein. Durch die in der Türkei ungewöhnlich mutige Aktion sollten über 500 politische Gefangene unterstützt werden, die seit Wochen in verschiedenen Gefängnissen des Landes im Hungerstreik stehen.

Begonnen hatte der kollektive Hungerstreik am 9. Juli im Gefängnis Sigmalcilar in Istanbul, am 13. Juli hatten sich mehrere hundert Gefangene im Knast von Malatya aus Solidarität angeschlossen. Am 21. Juli begannen weitere 400 Gefangene des Istanbuler Militärgefängnisses Metris

ein dreitägiges Hungern, und in den letzten Tagen nahmen Häftlinge in den Städten Bursa, Eskişehir, Gaziantep und Canakkale ebenfalls den Hungerstreik auf. Der Streik in Malatya soll Radiomeldungen zufolge mittlerweile beendet sein, nachdem dort sowie in Istanbul eine Reihe Gefangener wegen ihres schlechten Gesundheitszustandes ins Krankenhaus eingeliefert werden mußten.

Die Gefangenen protestieren gegen den Zwang zur Anstaltskleidung, gegen die Pressezensur, gegen die eingeschränkte Besuchserlaubnis, das schlechte und unzureichende Essen sowie gegen die mangelnde ärztliche Versorgung. Der türkische Lehrer Sakir Bilgin, der von 1983 bis 1986 in der Türkei im Knast gesessen hat und jetzt in der Bundesrepublik lebt, sagte dazu der taz, nach dem Militärputsch 1980 habe man in der Türkei versucht, den Gefangenen durch Folter und Repression ihre Persönlichkeit zu

nehmen. Sie seien nicht wie politische Gefangene, sondern wie Soldaten behandelt worden. Politische Gefangene würden gezwungen, die Nationalhymne zu singen und Sprüche des Staatsgründers Atatürk auswendig zu lernen. In den anatolischen Knästen habe es in den letzten Jahren kaum Verbesserungen gegeben. Dort sei noch immer physische Unterdrückung an der Tagesordnung. In den Gefängnissen in Istanbul sei der physische Druck durch psychischen ersetzt worden. So sei es manchen Gefangenen monate-, ja jahrelang verboten, Besuche zu empfangen oder Briefe zu erhalten, in 25-qm-Zellen seien häufig mehr als 18 Gefangene eingepfercht, Anwaltsgespräche seien nur im Beisein von zwei oder drei Polizisten möglich. Darüberhinaus befände sich ein Großteil der Gefangenen sieben Jahre nach dem Putsch noch immer in U-Haft.

Fortsetzung auf Seite 6

Die Angehörigen der Gefangenen waren Anfang dieser Woche nach mehreren vergeblichen Versuchen vom türkischen Justizminister Öltan Sungurlu empfangen worden. Dieser hatte die Forderungen der Gefangenen jedoch mit den Worten abgewiesen: „Sie können sterben, was haben wir damit zu tun. Ich töte sie doch nicht.“ Aus Solidarität mit den Gefangenen in der Türkei wird zur Zeit in verschiedenen bundesdeutschen Städten ebenfalls ein Hungerstreik durchgeführt.

Am Donnerstag war die Bundesgeschäftsstelle der Grünen in Bonn kurzzeitig von Angehörigen des „Solidaritätskomitees für den Hungerstreik“ besetzt worden.

Türkei: Polizei schlägt zu

Sitzstreik der Familienangehörigen von hungerstreikenden politischen Gefangenen in den Knästen mit brutalem Polizeieinsatz beendet / 27 Personen verhaftet



Heftige Reaktionen gegen die Festnahme - Eine der festgenommenen Familienangehörigen nach dem Sitzstreik vor dem Sigmalcilar-Gefängnis



SOLIDARITÄT

mit den politischen Gefangenen in der Türkei
und Türkei-Kurdistan

Türkei-Solidarität
c/o Bildungswerk für Friedensarbeit
DPWV-Haus, Alfred-Bozi-Str. 10
4800 Bielefeld 1

RETEN WIR DAS LEBEN DER
POLITISCHEN GEFANGENEN
IN DER TÜRKEI!

Pressemitteilung zum Hungerstreik in der Türkei

Der Hungerstreik, der im Gefängnis von Sagmalcilar begonnen hat, hat eine weitere Eskalation erfahren: Es beteiligen sich jetzt insgesamt 7 Gefangene an einem Hungerstreik bis zum Tode: Ahmet Yücel, Ali Aslan, Recep Keleş, Ertugrul Mavioğlu, Mehmet Aslan, Hürrem Yildiz, Naif Çiftçi.

Am Sonntag, den 2.8. begannen 17 Familienangehörige der betroffenen Gefangenen einen Sitzstreik vor dem Gefängnis Sagmalcilar mit der Absicht, einen dreitägigen Hungerstreik durchzuführen. Alle wurden von den Sicherheitskräften festgenommen

Auch in Ankara vor dem Justizministerium wurde in der letzten Woche ein derartiger Sitzstreik durchgeführt und von der Polizei wieder aufgelöst. Dazu der türkische Justizminister: "Die türkischen Gefängnisse sind die besten in der Welt."

Inzwischen haben demokratisch-antifaschistische Kräfte um die Zeitungen "Cagdas Yol", "Yeni Cözüm", "Toplumsal Kurtulus" und "Günes'e Cagri" sich mit dem Verein der Familienangehörigen in Istanbul (TAYAD) auf weitere gemeinsame Aktionen zur Unterstützung der Hungerstreikenden geeinigt, die sie bis zum 15.8. 1987 durchführen wollen. Gedacht ist dabei an einen Protestmarsch durch Istanbul, um dessen Genehmigung angefragt wurde. Auf diesem Hintergrund befürchten wir vom Solidaritätskomitee eine weitere Zuspitzung der Ereignisse, möglicherweise ist auch mit einigen Hundert Festnahmen zu rechnen. Dabei ist zu berücksichtigen, daß die bürgerlichen Politiker zur Zeit in der Türkei zwar deutlich ihre Stimme erheben, wenn es um ihre eigene Rückkehr in die Politik geht, sich aber bis auf wenige Ausnahmen (einige SHP-Politiker), was die Hungerstreiks betrifft, ausschweigen.

Auch konnten sich die bürgerlichen Politiker bisher nicht der Forderung des Vorsitzenden des Menschenrechtsvereins, Nevzat Helvacı, nach einem Rücktritt des Justizministers anschließen.

In dieser Lage ist es dringend notwendig, daß sich die Solidaritätsaktionen hier in der Bundesrepublik verstärken. Bisher gibt es Solidaritäts-Hungerstreiks in Köln, Berlin, Rotterdam, Hamburg. Die bundesdeutschen Politiker und insbesondere die Angehörigen des Europaparlaments sind aufgerufen, ihren Druck auf das NATO-Land Türkei wegen der anhaltenden Menschenrechtsverletzungen zu verstärken!

HUNGERSTREIK

Med. Dr. Angelika CLAUSSEN
Priessallee 39
4800 Bielefeld
(0521) 29 79 97

Informationsbüro Türkei

Postfach 911 154
3000 Hannover 91

Initiative Menschenrechte
und Demokratie in d. Türkei

Moltkestr. 45
4100 Duisburg

Initiative Solidarität

mit den Demokraten in der Türkei

c/o H.J. Lemmer

Dieckermühlenstr. 15 , 5657 Haan/Rheinland

Solidaritätskomitees mit d. polit. Gefangenen
in d. Türkei und T-Kurdistan

c/o Bildungswerk f. Friedensarbeit, DPWW Haus
Alfred-Bozi-Str. 10 4800 Bielefeld

Bielefeld, den 23.8.1987

Sehr geehrte Damen und Herren!

Liebe Freunde!

Sicher haben Sie aus der Presse von der Hungerstreikwelle in den türkischen Gefängnissen und dem Todesfasten der 7 Gefangenen im Sigmalcilar-Gefängnis, Istanbul, das seit 7 Wochen andauert, gehört.

Was bringt die Gefangenen dazu, ihr Leben in die Waagschale zu werfen?

Allen gegenteiligen Beteuerungen der türkischen Regierung zum Trotz wird in den Polizeistationen und in den Gefängnissen der Türkei weiterhin systematisch gefoltert. So sind allein im letzten Jahr mehr als 10 Menschen durch Folter ermordet worden. In den Gefängnissen sind die hygienischen Bedingungen und die Ernährungssituation schlichtweg katastrophal.

Da den Gefangenen keine ausreichende medizinische Versorgung gewährt wird, sterben immer wieder Gefangene an ihren Krankheiten. Ein Beispiel zur Ernährungssituation, das diese Woche in der türkischen Presse öffentlich wurde: Der Etat für jeden Wachhund im Gefängnis Canakkale ist dreimal so hoch wie der eines Gefangenen!

Die Aktionen der Gefangenen, mit denen sie eine Verbesserung der Haftbedingungen und eine Beendigung der Folter erreichen wollen, werden in der Türkei von einer breiten demokratischen Öffentlichkeit unterstützt.

Inzwischen hat sich der Zustand einiger der Todesfastenden bedrohlich zugespitzt. Doch die türkische Regierung zeigte bisher keine Reaktion.

Deshalb fordern wir die bundesdeutsche Öffentlichkeit auf, ihre Stimme gegen die anhaltenden Menschenrechtsverletzungen in der Türkei zu erheben.

Wir wenden uns heute an Sie:

Unterstützen auch Sie die Forderungen nach Verbesserung der Haftbedingungen und Abschaffung der Folter in der Türkei durch ihre Unterschrift unter den beigelegten offenen Brief an Ministerpräsident Özal!

Dieser Brief soll zum einen der türkischen und bundesdeutschen Presse zugänglich gemacht werden, zum anderen an die Bundesregierung weitergeleitet werden, damit auch die Regierung sich in dieser Sache einsetzt.

Bitte teilen Sie uns bis zum 29.8.1987 mit, ob Sie bereit sind, den beigelegten offenen Brief zu unterzeichnen.

Kontaktadresse:

Angelika Claußen

Priessallee 39

48 Bielefeld

Tel. 0521/297997

Mit freundlichem Gruß

A. Claußen

4. *Ca 18*

Türkiye ve Türkiye Kürdistanı

Demokrasi Yığınların Örgütlü Mücadelesi ile Kazanılacaktır

Faşist cuntanın iş başına gelişinin 7. yılı doluyor. Yaşanılan son yılda öncekiler gibi büyük acılarla, zorluklarla doluydu. İşçi sınıfı ve halkımız üzerindeki baskı zulüm ve terör acımaksızın sürdürüldü.

Türkiye ve T.Kürdistanı'nda dün olduğu gibi bugün de emekçi halk kitleleri demokratik hak ve özgürlüklerden yoksundur. Onların demokratik, sendikal ve politik örgütleri yasaklıdır. Şimdi zindanlarda on binlerce politik tutuklu var; insanlık dışı yaşam koşulları ve işkence devam ediyor. Göstermelik mahkemeler ağır hapis, idam cezaları yağdırıyor.

Faşist rejimin has adamları yolsuzluk ve rüşvetle ceplerini doldurmaya devam ediyorlar. Tekeller kârlarına kâr katarken, ücret ve maaşlar fiyat artışlarının çok altında tutuldu. Bunun sonucu emekçi halklarımız işsizliğe, açlığa ve yoksulluğa mahkum edildi, ahlâki bir çöküntü içine itildi.

Kürt ulusuna yönelik ırkçı, şoven ve asimilasyon politikası daha da barbarca bir şekilde sürdürülüyor. Milyonlarca kişiyi kapsayan sürgün planı uygulamaya kondu. Ordu birlikleri iki kez daha Irak Kürdistanı'na sürüldü. Kürt ulusunun varlığını ortadan kaldırmaya yönelik bir savaş sürdürülüyor.

Türkiye ve T.Kürdistan'ı, ABD ve NATO'nun bölgedeki ilerici güçlere ve komşu ülkelere yönelik bir saldırı üssü haline getirildi. T.Kürdistanı'nda yapılan NATO tatbikatı, Kerkük ve Musul'u işgal planları bunu açıkça göstermektedir.

Evren-Özal rejimi ve Batılı dostları iç ve dış kamuoyunun baskısı sonucu rejimin özünü değiştirmeyen kimi göstermelik adımları "demokrasiye geçildi" diye propaganda etmeye, bu zorba rejimi meşrulaştırmaya yönelik çabalarına devam ediyorlar. Ne var ki, insanlık dışı uygulamaları, anayasası ve kurumlarıyla birlikte iş başında olan faşizmi gizleyebilmek olanaklı değil. Avrupa Parlamentosu'nun Türkiye'ye ilişkin, insan haklarına, demokratik hak ve özgürlüklere saygı gösterilmediğini, Kürt ulusunun varlığının ve haklarının tanınmadığını içeren kararı bunun açık bir kanıtıdır.

Şimdi ise anayasanın geçici 4. maddesinin kaldırılması referanduma sunularak demokrasiye geçiliyor imajıyla kamuoyu bir kez daha aldatılmak isteniyor. Bazı politikacıların üzerindeki siyaset yapma yasağının kaldırılması demokrasiye geçildiği anlamına gelmez. Cunta'nın anayasası ortadan kaldırılmadıkça, emekçi halklarımız üzerindeki yasaklar son bulmadıkça demokrasiye geçilemez.

Bizlere göre ölçü sadece birkaç kişinin özgürlüğü değil, milyonların özgürlüğüdür. Bu da ancak yığınların mücadelesi ve örgütlü gücü ile kazanılabilir. Geçmişten farklı olan ise, artık kitlelerin suskun olmadığıdır. Demokratik hak ve özgürlükler için mücadele giderek yükseliyor. Grevler, öğrenci eylemleri ve zindanlardaki politik tutukluların direnişleri zorba rejimi sarsıyor, geriletıyor.

Cezaevlerindeki Açlık Grevlerini Desteklemek İnsanlık Onuru Taşıyan Herkesin Görevidir!

Faşist diktatörlük, en aşağılık işkencelere tabi tuttuğu devrimci, yurtsever insanları, fizik ve moral olarak yok etmek, onları diz çöktürmek ve teslim almak için, insanlık onuruna aykırı cezaevleri şartlarında tutuyor.

Devrimci ve yurtsever tutuklular, cezaevlerindeki baskılara karşı sessiz kalmadılar, birçok defalar direnişleri örgütlediler. Bu direnişlerde yüzlerce tutuklu tekrar işkenceye tabi tutuldu, birçok devrimci hayatını kaybetti. Yetersiz beslenme ve kötü sağlık koşullarının sonucu olarak onlarca tutuklu cezaevlerinde hayatlarını yitirdiler.

Son dönemde de Malatya, Sağmalcılar, Metris, G. Anıtepe, Bursa, Eskişehir, Adana, Diyarbakır cezaevlerinde bulunan yüzlerce tutuklu aşağıdaki talepleri için açlık grevlerine başladılar.

● Yetersiz ve bozuk beslenme koşullarının iyileştirilmesi.

● Cezaevlerinde uygulanan işkence ve baskıların kaldırılması.

● İstiklal marşının zorla okutulması uygulamasına son verilmesi.

● Tek tip elbise giyme zorunluluğunun ortadan kaldırılması.

● Açık görüşmenin yasallaşması ve görüşme süresinin uzatılması.

● Havalandırma süresinin uzatılması.

● Türkiye'de yayınlanan tüm kitap, dergi ve gazetele-
rin serbestçe içeriye girmesine izin verilmesi.

● Sevk zinciri uygulamasının kaldırılması.

● Tutukluların sağlık sorunlarının çözülmesi.

● Banyo kullanımının serbestleşmesi vb.

Siyasi tutukluların bu onurlu direnişlerine yurt içinden ve dışından, çeşitli eylemlerle dayanışma gösterildi. Tutuklu aile ve yakınlarının Başbakanlık, Adalet Bakanlığı ve Bayrampaşa Cezaevi önünde gerçekleştirdikleri oturma grevleri polis tarafından cop zoruyla dağıtıldı. Tutuklu aile ve yakınlarından onlarca insan gözaltına alındı. Bunlardan 19 kişi DGM'ce tutuklandı. Yurtdışında ise, devrimci ve yurtsever güçler, dayanışma grevleri ile, kampanyalarla, bildiri ve yürüyüşlerle açlık grevi yapan tutukluları desteklediler destekliyorlar...

Faşist diktatörlüğün cezaevlerindeki uygulamalarına karşı çıkmak direnişteki tutukluların yanında yer almak, siyasi tutukluların serbest bırakılması, genel af gibi talepleri ileri sürmek ve bunlar için mücadele etmek, demokrasi güçlerinin görevleri arasındadır.

Açlık grevindeki tutukluların istemleri kabul edilsin!
Politik tutuklular serbest bırakılsın, Genel af!

Kürt Ulusu Kendi Kaderini Özgürce Belirlemelidir!

Faşist rejim, 12 Eylül darbesinden bu yana Türkiye Kürdistanı'nda öteden beri uygulanan baskı, zulüm ve asimilasyon politikasını acımasız bir şekilde sürdürüyor. Devlet terörü ve saldırganlık Kürt ulusunun varlığına yönelik bir savaşa dönüştürüldü. Bunun için ordunun üçte ikisi T.Kürdistanı'nda tutuluyor, özel komando birlikleri buraya kaydırılıyor, kolluk kuvvetleri takviye ediliyor. Bunlarla yetinmeyen faşist rejim, Kürt halkının içinden tehditle, parayla köy korucuları adlı sayıları 30 bine varan bir milis gücü oluşturarak halkı birbirine kırdırtmak istiyor.

"Demokrasiye geçildi" yalanının rejim ve kimi batılı dostlarınca bolca propaganda edilmesine karşın, T.Kürdistanı'nda köy ve kasabalara baskınlar, halkın toplu dayak ve işkenceden geçirilmesi, insanların katledilmesi, kadınlara cinsel temas kontrolü gibi insan onurunu ayaklar altına alan binbir kötü muamele, küçük esnafın ticaretinin engellenmesi, halkın malına ürünlerine el konması ve kullanılmaz hale getirilmesi devam ediyor. Kürt dili ve kültürü üzerindeki yasaklar ve baskılar sürdürülüyor.

Son dönemde, faşist rejim ilk önce bazı illerde, daha sonra tüm illerde sıkıyönetimi kaldırarak göz boyamaya çalıştı, sanki sıkıyönetimin var veya yok olması baskının ve zulmün dozajını değiştiriyormuş gibi. Oysa TC'nin kuruluşundan beri Kürt halkı için sıkı bir "idare" varol-
galı. Ama yapılmak istenen şimdi açığa çıktı. "Olağanüstü Hal Bölge Valiliği" denilen, yasama ve yargı organlarının denetimi dışında geniş yetkilerle donatılmış bir kurumlaşmaya gidiliyor.

İlk önceleri yurtseverler ve kendilerince sakıncalı görülen kişiler, sınır köylerinin ahalisi zorla batıya sürgün ediliyor; geri kalanlar ise toplama kamplarını anımsatan "toplu köyler" uygulaması ile denetim altına alınmak isteniyordu. Bu yılın Mart ayından beri "ormanları korumak" gerekçesiyle sürgün kapsamına milyonlarca Kürt köylüsü alındı. Adeta T.Kürdistanı boşaltılmak isteniyor. Diğer yandan Afganlı gerici mülteciler bu yörelere yerleştirilirken, GAP projesi nedeniyle batıdan Türklerin bu bölgeye yerleştirilmek istenmesi, rejimin gerçek amacını göz önüne seriyor. O, Kürt halkının ulusal demokratik mücadelesini engellemeyi, onu zorla asimile etmeyi amaçlıyor.

Evren-Özal rejimi Kürdistan'ın diğer parçalarındaki mücadeleleri kaygıyla izliyor. İran-Irak savaşı nedeniyle Kürt ulusal hareketleri üzerine yeterince gidilemediğini bir çok kez tekrarlayan yetkililer, bu durumun yarattığı tehlikeleri sayıp döküyorlar. Çeşitli bahanelerle son bir yıl içinde gerici Saddam diktatörlüğünün onayı ile ikinci ve üçüncü kez Irak Kürdistanı'na saldırıldı. Bir çok köy ve yerleşim alanının bombalanması sonucu, çoğunluğu çocuk ve kadınların oluşturduğu yüzlerce kişi yaşamını yitirdi, yüzlercesi yaralandı. Bu saldırılarla sıkışık bir durumda olan Saddam diktatörlüğüne destek verildi. Aynı zamanda İran'ın savaşı kazanması halinde ABD ve NATO'nun bölgeye yönelik planlarına da denk düşen Musul ve Kerkük'ün işgali planları yapıldı, kamuoyu bu doğrultuda hazırlanmaya çalışıldı. Irak Kürdistanı'na saldırı bu işgalin bir provası niteliğindedir. Bu nedenlerle, Türk ordusunun T.Kürdistanı'nda yaptığı 1987 kış tatbikatını, Haziran ayında F.Almanya da dahil NATO üyesi diğer Batı Avrupa devletlerinin de katıldığı Şafak Ekspres tatbikatı izledi. Kürt halkına ve bölgedeki diğer ilerici güçlere karşı savaş çılgınlıkları atıldı.

Diğer yandan faşist rejim son aylarda T.Kürdistanı'nın kalkındırılmasından, yatırımlar ve GAP projesinin nimetlerinden bahsedip duruyor. Oysa bugüne kadar yapılan harcamalar, Kürdistan'ı bölen sınırları boydan boya tel örgülerle çevirmek, yeni mayın tarlaları döşemek, sınır boyunu ışıktandırmak, askeri tesisler ve hapishaneler yapmak içindi. Kimi köylerdeki okullar ve sağlık ocakları bile askeri birliklere tahsis edildi. İşçi sınıfını, Türk ve Kürt halkını açlığa ve sefalete mahkum eden onun tüm demokratik hak ve özgürlüklerini gaspeden bu faşist rejim, artık Kürt halkını daha mı az sömürecek? Elbette hayır. O, bu propaganda ile kamuoyunun sempatisini kazanmaya ve Kürt halkını yanıltmaya çalışıyor. Kuşkusuz, GAP'ın nimetlerinden de büyük toprak sahipleri ve yerli, yabancı tekeller yararlanacaklardır. Emekçiler ise kölece çalıştırılmaya devam edilecek.

Ne var ki, tüm bu baskı ve zulüm de Kürt halkının ulusal demokratik mücadelesini yocketmeye yetmeyecektir. Tersine onun nefretini ve kinini artıracak, demokrasiye ve özgürlüğe kavuşma istemini güçlendirecektir.

Biz F.Almanya'daki Türkiye ve T.Kürdistanı'ndan demokratik kitle örgütleri olarak Kürt ulusal sorununun çözümünün ona ulusal varlığının resmen tanınması ve kendi geleceğini özgürce belirleyebilmesi ile mümkün olacağına inanıyoruz ve bu doğrultuda mücadele ediyoruz.

F.Almanya'daki barış, demokrasi ve özgürlükten yana örgüt, kişi ve kuruluşları, Kürt halkı üzerindeki baskı ve zulme karşı çıkmaya, onunla dayanışmaya çağırıyoruz.

Teröre, işkenceye, sürgünlere son!

Olağanüstü Hal Bölge Valiliği'ne hayır!

Köy korucuları denen milis örgütü dağıtılsın!

Kürt ulusunun varlığı resmen tanınsın!

Kürt ulusu geleceğini özgürce belirlemelidir!

Sendikal Hak ve Özgürlükler

12 Eylül 1980 darbesinin ana amaçlarından biri de 24 Ocak ekonomik kararlarının uygulanmasını sağlamaktır. Kapitalist ekonominin içine girdiği bunalımı aşmasını amaç edinen 24 Ocak kararlarının ağır yükünü işçi, emekçi köylü kitlelerinin taşıması planlanmıştır. Bu son derece ağır ekonomik koşulların sendikal hak ve özgürlüklerin varolduğu bir ortamda gerçekleşmesi mümkün değildi. Bu yüzden Cuntacı generaller, sadece parlamento, siyasi partileri, demokratik örgütleri kapatmakla sınırlı kalmadı. DİSK ve bağlı sendikaları kapattı. Mallarına el koydu. Yüzlerce sendikacıyı sendikal çalışmalarından dolayı tutukladı.

Aradan üç yıl geçtikten sonra, antidemokratik koşullarda hazırlanan ve baskı ile halka onaylatılan 82 anayasasına dayanılarak yeni sendikalar yasası hazırlandı. 7.5.1983 tarihinde yürürlüğe giren 2821 sayılı sendika ve 2822 sayılı toplu sözleşme, grev ve lokavat yasaları sendikal hak ve özgürlükleri göstermelik hale sokan aşırı kısıtlamalarla doludur.

Nitekim 1987 yılı Haziran ayında yapılan Uluslararası Çalışma Örgütü'nün (İLO) 73. dönem konferansında Türkiye, sendikal hak ve özgürlükler açısından en fazla tartışılan ülke konumunda kalmıştır. 1981 yılından bu yana İLO Türkiye'deki sendikal hakların kullanılmadığını belgeleyen 18 rapor hazırlamıştır. 1986 yılında Türkiye hükümeti, sendikal hakları tanıyacağına söz veren "taahhüt mektubu"na sadık kalmamış, İLO'yu kandırma ve oyalama yöntemini seçmiştir.

Sendikal hak ve özgürlüklerin kullanılamaz hale sokulmasının ekonomik sonuçları ise dayanılmaz noktalara varmıştır. Türk-İş'e bağlı Petrol-İş sendikasının yaptığı bir araştırmaya göre; 1979'da 17 dakika çalışma ile alınabilen bir kilo ekmek için 1987 yılında 38 dakika çalışmak gerekiyor. 150 sayfalık bir kitap için 79'a göre üç kat daha fazla çalışmak gerekiyor. En ucuz evlerde oturan işçilerin bile, kira ücretlerini ödemek için çalışmaları gereken kişi sayısı 79'da 6 gün 6 saat iken, 1986'da 26 gün 53 dakikaya yükselmiştir.

İşsizlik oranı % 23.5'dir. 4 milyon 347 bin işsiz bir işyeri bulma ümidi yoktur. İşyerinin korunması, ücretlerin yükseltilmesi, çalışma koşullarının iyileştirilmesi sendikal hak ve özgürlüklerin verilmesi varolan sınırlı hakların bile kullanılmasını önleyen baskıların son bulması için, zor koşullarda giderek yükselen bir mücadele veriliyor.

İşçi ve emekçilerin satınalma gücünü yarı yarıya azaltan, sendikal hakları şıfıra indiren Özal hükümeti, yabancısı sermayeye Türkiye'de yatırım yapması için çağrıda bulunurken şöyle sesleniyor. "Türkiye'ye gelin, Türkiye ucuz işçi cennetidir."

Daha önce işverenler sendikasında başkanlık yapan başbakan Özal, Seydişehir Alüminyum Fabrikası'nda grevde olan işçileri, "fabrikayı kapatırım" sözleriyle tehdit ederek doğrudan grev kırıcılığı yapmaktadır.

Sendikal mücadele ve örgütlenmenin önüne çıkartılan tüm engel ve yasaklara rağmen işçi sınıfı, başarılı grevler örgütledi, yeni yeni grevlere hazırlanıyor. Netaş, Derby, petrol işçilerinin grevleri başarıyla sonuçlanırken, deri iş kolundaki 33 işyerinde uygulanan grev başarıyla devam ediyor. İşçiler sadece grevler örgütlemekle kalmıyorlar dayanışma mitingleri, gösteriler, yürüyüşler düzenliyorlar.

12 Eylül'de Türkiye üzerine çöken bu karabasana son vermek, diğer temel insan hak ve özgürlüklerinin yanında sendikal hak ve özgürlüklere kavuşmak için, giderek yükselmesi gereken uluslararası bir dayanışmaya ihtiyaç vardır. Alman Sendikalar Birliği'nin (DGB) DİSK'le da-

yanışmada gösterdiği ilerleme, grevdeki işçilerle sürdürülebilir. Bu alandaki taleplerimiz şunlardır:

- Tutuklu sendikacılara özgürlük.
- DİSK ve bağlı sendikalar açılmalı, mal varlıkları geri verilsin.
- 1 Mayıs Türkiye'de de işçi bayramı olarak ücretli tatil günü olsun.
- Sendikal hak ve özgürlüklere konan yasaklar kalksın, İLO'nun 10 önerisi uygulamaya konsun. Lokavt yasaklansın.
- Grevdeki işçilerle maddi ve moral dayanışma yükseltsin.

Öğrenci Gençlik İçin

Faşist Cunta üniversitelerdeki uzantısı YÖK vasıtasıyla, öğrencilerin mücadele ile kazandıkları mevzileri gaspederken bir yandan da öğrencilerin kurulu örgütlerini kapattı, yeniden örgütlenmenin önüne engeller koydu. Diktatörlük faşizme hizmet edebilecek insan tipini eğitip yetiştirmek için, ilerici demokrat öğretim üyelerini üniversitelerden uzaklaştırdı, ırkçı şoven ve asimilasyoncu eğitimi daha da ağırlaştırarak okullarda uygulamaya başladı.

12 Eylül 1980'de iktidarın askerler tarafından silah zoruyla gaspından sonra dinamik yapısını, ataklığını durdurmak için çeşitli politikaların uygulandığı gençlik ve özellikle öğrenci gençliğin kararlı eylemleri demokrasi mücadelesinin yolunu açan diğer etmenlerdendir. Öğrenci gençliğe yönelik uygulanan yıldırma eylemlerine karşı öğrenci gençlik de kendi alanında mücadele biçimlerini geliştiriyor. Günlük basına yansıyanlarından bir kısmı şöyle:

● 7 Kasım 1986: YÖK yasasının 44. maddesinin değişmesi için 7 bin imzalı bir dilekçe öğrenciler tarafından TBMM Başkanlığı'na teslim edildi. Aynı gün İzmir ve İstanbul'dan Ankara'ya yürüyerek gelen öğrencilerden 30 kadarı gözaltına alındı.

● 20 Kasım 1986: İstanbul'da Fatih Ormanı Eğitim Merkezi Yurdu'nda kalan öğrencilerin yurttan sigara içmeleri, yurda kitap ve gazete sokmaları, erkek ve kız öğrencilerin birbirleriyle görüşmeleri, saat 21.30'dan sonra yurda girilmesi ve konulan yasaklara karşı çıkılması, yasak.

● 14 Nisan 1987: İstanbul'da 2 bine yakın öğrenci "yeni dernekler yasası"nı protesto etmek için yürüdü. 73 öğrenci gözaltına alındı.

● 15 Nisan 1987: Ankara'da 1000 civarında öğrencinin yürüyüşünü polis zor kullanarak dağıttı.

● 26 Nisan 1987: İzmir'de 9 Eylül Üniversitesi önünde açlık grevi yapan öğrencileri ziyarete giden 170 öğrenci gözaltına alındı.

● 28 Nisan 1987: Adana'da derste Darwin'in kuramını savunan Refik Baytar adlı öğrenci okuldan atıldı ve emniyetle 12 gün işkence gördü.

● 28 Nisan 1987: Ankara'da hükümetin öğrenci dernekleri üzerinde oynamak istediği oyunu protesto ettikleri için tutuklanan öğrencilerin sayısı 109'a çıktı.

● 3 Mayıs 1987: Van'da gericiiler, oruç tutmadıkları gerekçesiyle öğrenci lokaline yaptıkları saldırıda Mehmet Şirin Tekin adlı ilerici bir öğrenciyi öldürdüler, 5 öğrenci de ağır yaralandı.

● 9 Mayıs 1987: İstanbul'da Cebeci Kız Meslek Lisesi'nde iki öğrenci oruç tutmayanların içeceği çaya zehir atarken yakalandı.

● 12 Haziran 1987: OTDÜ'de yürürlüğe giren ve öğrencilerin aleyhine düzenlenen Yurtlar Yönetmeliği'ni protesto eden 50 öğrenci jandarmanın dipçikle saldırısına uğradı.

Temel İnsan Hakları İçin

12 Eylül 1980'den bu yana insan temel hak ve özgürlükleri sürekli çiğneniyor. İnsanlar işkence görüyorlar, işkencehanelerde öldürülüyorlar, gazeteler, dergiler yasaklanıyor, imha ediliyorlar. İşte son altı ay içinde, Türkiye'de insan temel hak ve özgürlüklerinin nasıl ayaklar altına alındığına birkaç örnek:

● 22 Ekim 1986: Gecekonducuları yıktırılan iki çocuk enkaz altında kalarak öldü. İktidar partisi ANAP Genel Sekreteri M. Taşar enkaz altında kalarak ölen iki çocuk için "ecel gelmiş cihane, baş ağrısı bahane" dedi.

● 19 Aralık 1986: Yeni Çözüm dergisi toplatıldı.

● 22 Aralık 1986: Adalet Bakanı Sungurlu, işkence olayları sonucunda sadece 13 kişinin öldüğünü söyledi.

● 28 Aralık 1986: Ankara'da Gün, Çar ve Yaba yayınevi sahipleri gözetimine alındı. Sol yayınlarına ait 136 değişik kitap ve üzerinde şiirlerin yer aldığı kartpostallar toplatıldı.

● 22 Ocak 1987: İşkenceci komiser Ümit Bağbek hakkında 10 yıllık mahkumiyet kararı veren mahkeme heyeti tehdit edildi.

● 22 Ocak 1987: Kürşat İstanbullu'nun, gözetimine alındıktan sonra kaybolan 800 kişi için yazdığı "Gözetiminde Kaybolanlar" adlı kitabı toplatıldı.

● 22 Ocak 1987: ABD İşçi Sendikaları Konfederasyonu Genel Başkan Yardımcısı ve Öğretmen Sendikası Başkanı Albert Shanker, öğretmenlerin hiç bir örgütlenmesinin bulunmadığı bir ülkeyi (Türkiye'yi) ilk kez duyduğunu söyledi.

● 13 Şubat 1987: İnsan Hakları Derneği'nin basına açıkladığı rapora göre Türkiye'de işkence sonucu 149 kişi ölmüş, çok sayıda insan sakat kalmış ya da akli dengesini yitirmiş.

● 18 Şubat 1987: 12 Eylül 1980'den bu yana toplanan ve adliye depolarında tutulan 39 ton tutarında kitap, dergi ve gazete imha edildi.

● 19 Şubat 1987: Basına yansıyan haberlere göre son üç buçuk yılda 240 yayının hakkında toplatma kararı verildi.

● 23 Mart 1987: Çağdaş Yol dergisinin ilk sayısı toplatıldı.

● 27 Mart 1987: "Kadınların Özgürlüğü" adlı kitap toplatıldı ve İlyas Ehrenburg'un "Dipten Gelen Dalga" adlı kitabının, komünist propaganda yaptığı gerekçesiyle imha edilmesine karar verildi.

● 25 Nisan 1987: İnsan Hakları Derneği cezaevlerinde çeşitli zamanlarda gerçekleştirilen açlık grevlerinde 11 kişinin öldüğünü açıkladı.

● 1 Mayıs 1987: Ankara'da kurulan Nükleer Savaşın Önlenmesi İçin Hekimler Derneği'nin çalışmaları İçişleri Bakanlığı'nca yasaklandı.

● 1 Mayıs 1987: Etkin Dağıtım'ın 3500 adet kitabına ve dergilerine el konuldu. Dağıtımının 3 görevlisi gözetimine alındı.

● 28 Mayıs 1987: Vardiya dergisi toplatıldı.

Biz F. Almanyadaki Türkiye ve T. Kürdistanı'ndan işçilerin demokratik kitle örgütleri olarak, insan hakları ve demokrasi için verilen bu mücadeleyi elimizden geldiğince desteklemeli, onu kamuoyuna duyurarak halklarımızla dayanışmayı güçlendirmeye çalışmalıyız.

F. Almanyadaki tüm ilerici, demokratik örgüt, kuruluş ve kişileri halklarımıza uygulanan zulme ve teröre karşı çıkmaya, onların faşizme karşı yürüttükleri mücadeleyle dayanışmayı yükseltmeye çağırıyoruz.

12 Eylül'ün yıldönümü nedeniyle aşağıda adresleri belirtilen yerlerde düzenlediğimiz protesto eylemlerine destek verelim, katılalım: güçlü bir dayanışma sağlayalım.

- * Politik tutuklulara özgürlük, genel af!
- * İşkencecilerden ve sorumlularından hesap sorulsun!
- * Sendikal özgürlükler tanınsın, DİSK'e özgürlük!
- * Türkiye Kürdistanı'ndaki sürgünlere ve Bölge Valiliği'ne hayır!
- * Kürt ulusu kendi kaderini özgürce belirlemelidir!
- * Faşist diktatörlüğe yapılan hertürlü yardıma son!
- * Türkiye ve Türkiye Kürdistanı'ndaki demokrasi güçleriyle dayanışmayı yükseltelim!

Protesto mitingleri 12 Eylül 1987 saat 11-13 arasında aşağıda belirtilen kentlerdeki Türk Konsoloslukları önünde yapılacaktır:

HAMBURG

Tesdorpf 18
2000 Hamburg-Dammtor

DÜSSELDORF

Cecillienallee 41
4000 Düsseldorf 1

NÜRNBERG

Regensburgerstr. 69
8500 Nürnberg 30

Birlik Yolu * DİBAF * Gerçek ADK * KKDK * KOMKAR * KURDKOM

ZİNDANLAR BOŞALSIN! CEZALAR SİLİNSİN!



... İşte böyle budandıkça
Fışkıran da bizleriz
Ölüyoruz...
demek ki yaşanacak

Tanıdık bir ses haykırıyordu o gün meclisin önünde; "Meclise giderken gözaltına alınan çocuklarım ve gazeteciler serbest bırakılmazsa benim buradan ölüm çıkar" diyordu. Bu ses yıllardır mahkeme, cezaevi kapılarında, bakanlık, komutanlık, meclis önlerinde çığlık çığlığa bir muhacir ağzıyla çınlıyordu. Yedi yıldır ulaşabildiği her yerde işkenceye, baskı ve kısıtlamalara, aşağılamalara karşı yükselen bir çığlıktı. Suskunluğun hüküm sürdüğü günlerde, betonu, demir parmaklıkları geçip, "sizleri bırakmayacağız" diye haykırıyor, direnenlere güç veriyordu.

Yedi yıldır yılmadı, susmadı **Didar Şensoy**'un sesi. Susuşu bir çağrı oldu, bir tehdit oldu, bir öfke oldu, büyüdü...

Şimdi yetkililer, hukukçular "darp izi", "travma", yara bere arıyorlar bedeninde. "Kalbi dayanamamış" diye rapor tutuyorlar. "Böyle heyecanlı kimseleri bu tür yerlere getirmemek lazım" diyorlar. "Sürüklendiğini, tartaklandığını gören var mı?" diye sorup, tanık arıyorlar. "Polis fazla tartaklamamıştır, dikkatlidir" buyuruyorlar. Sanki tek bir darbeye birisi tarafından öldürülmüş olması gereклиymiş gibi bir "müessir fiil", "bir fail" arıyorlar.

Didar Şensoy yedi yıldır öldürülüyor. Cezaevi kapıları, görüş kabinleri buna tanıktır. Katilleri bizce meçhul değildir.

Didar Şensoy'un kalabalık bir öfkeye dönüşen ölümüne sebep olanlar korkuyorlar. Öfkeyi yatıştırmak istiyorlar; bunu yapamayacaklar.

Cezaevi koşullarının düzeltilmesi, işkence ve baskıların son bulması için Meclis'e dilekçe vermek isteyen tutuklu ve mahkûm yakınlarının, öğrenci, işçi ve gazetecilerin üzerine daha Ankara'ya girerken saldıranlar, Meclis'ten aşağı akan yürüyüş koluna yaklaşıyor. Gözaltına alınıp dayak atılanlar serbest bırakılıyor. Yıllar boyu görüş yapamayan Hasan Şensoy'a 2 gün boyunca akrabalık şartı aranmaksızın görüş izni veriliyor. Bir cinayeti bunlarla mazur göstermek istiyorlar. Meclis'e dilekçe ulaştırmak, işkenceden, gözaltından kurtulmak, rahat görüş yapabilmek için ölü vermeye razı olmamızı istiyorlar; buna kanmayacağız; küçük tavizlere aldanmayacağız.

Didar Şensoy'u

Unutmayacağız

Siyasi tutuklu ve hükümlüler,

- Ceza ve tutukevleri ile, toplumun tüm kesimleri üzerindeki baskılar kaldırılmalı, işkenceye son verilmeli;
- Siyasi tutukluluk ve hükümlülük hak ve statüsü kabul edilmeli;
- Sıkıyönetim mahkemeleri kaldırılmalı;
- Sıkıyönetim mahkemelerindeki davalar sivil yargıya devredilmeli, önceden görülmüş davalara sivil mahkemelerde yeniden bakılmalı;
- Askerî ceza ve tutukevleri boşaltılmalı;
- Tutuklu ve hükümlülere, aile ve yakınları ile kendi dillerinde konuşma özgürlüğü sağlanmalı;
- Tutuklu ve hükümlü aileleri ve yakınları üzerindeki her türlü baskıya son verilmeli;
- İnfaz yakma uygulaması kaldırılmalı;
- İnfaz yasası hükümlüler lehine değiştirilmeli;
- Cezaevlerinde temsilcilik kurumu kabul edilmeli;
- Savunma hakkı üzerindeki tüm engeller kaldırılmalı;
- Aynı davadan yargılananlar, savunma kolaylığı için aynı koşullarda biraraya getirilmeli;
- Avukat görüşü, zaman kısıtlaması olmaksızın açık olmalı ve dinlenmemeli,
- Savunma ile ilgili her türlü belge alışverişi serbest olmalı;
- Siyasi tutuklu ve hükümlüler, askerî statüsünde sayan yasa kaldırılmalı,
- Tutuklu ve hükümlüler üzerindeki politik ve ideolojik ve fiziki her türlü baskı ve yaptırımdan vazgeçilmeli;
- Cezaevlerindeki erlere askerî marş ve slogan attırılmasına, hoparlörlerden her türlü karşı yayın yapılmasına, dayağa, işkenceye, hücre cezasına, tek tip elbise uygulamasına son verilmeli;
- Hasta, tutuklu ve hükümlülerin sağlık sorunları ciddiyetle ele alınmalı, hastaneye sevkleri kolaylaştırılmalı, revirde tedavi yöntem ve araçları geliştirilmeli;
- Cezaevi koşulları insana yakışır duruma getirilmeli;
- Gerekli olan kırtasiye malzemesi sağlanmalı;
- Yemekler düzeltilmeli, miktarı artırılmalı, ailelerin getirdiği yiyecekler içeri alınmalı;
- Havalandırma hergün gün boyunca olmalı, havalandırma süresince koğuş kapıları açık tutulmalı;
- Her türlü yayın içeriye verilmeli;
- Cezaevlerinde tutuklu ve hükümlülerin kendilerini geliştirebilmeleri için koşullar sağlanmalı, kütüphane, tiyatro salonu, müzik odası, resim atölyesi vb. itirafçıların denetiminden alınarak siyasi tutuklu ve hükümlülerin denetimine verilmeli;
- Radyo, müzik aleti vb. serbestçe içeri alınmalı;

- Mahkemeye sevk koşulları iyileştirilmelidir;
- Siyasi tutuklu ve hükümlülerin, basın ile doğrudan ilişki kurmalarına olanak tanınmalı;

diyorlar. Onları destekliyoruz; bu taleplerinin yerine gelmesi için mücadeleye vereceğiz.

Onbinlerce demokratın, sosyalistin işkence tezgahlarında, zindanlara sokulduğu 80'li yıllarda, yüzlerce insan öldürüldü, sakat bırakıldı. Askerî mahkemeler hiçbir hukuki delil olmadığı halde yüzlerce insanı ölüme mahkum etti, onlarca devrimci idam edildi. Binlerce insan savunma hakkından yoksun bırakılarak avukatlarıyla görüştürülmeden ağır hapis cezalarına mahkum edildiler.

Öte yandan cezaevlerinde sosyalistleri, yıldırma için, devrimci bilinçleri tahrip etmek, çürütmek için yoğun ve sistemli baskılar ve işkenceler uygulandı. Onbinlerce siyasi tutuklu ve hükümlü siyasal haklarından mahrum bırakıldı. Askerleştirilmeye çalışıldı; zorla saçları kesildi, esas duruşa geçmeleri, her emre itaat etmeleri, tek tip elbise giymeleri istendi. Değil kitap, dergi okumak, savunma için gerekli hukuk kaynaklarından mahrum edildiler.

Yalnızca siyasi kişiliklerini tahrip etmeyi değil, insanlıktan çıkarmayı, kendilerine olan saygılarını da yok etmeyi amaçlayan baskı ve zulüm uygulamalarına maruz kaldılar.

Onurlu bir direniş filizlendi zindanlarda; insanlık onuru için mücadelenin, siyasal kimliklerin korunması için mücadeleye içiçe geçtiği devrimci direniş ruhunun insanca yaşama kavgasıyla bütünleştiği bir mücadele...

Yıllar ölüm oruçlarıyla, açlık grevleriyle, işkenceler, baskılar ve bunlara karşı mücadeleye geçti, zor oldu, hâlâ zor; yüzlerce ölü verildi, hâlâ veriliyor.

Zor oldu, hâlâ zor; yüzlerce ölü verildi, hâlâ veriliyor.

Didar Şensoy bu uğurda yılmadan mücadele edenlerden biriydi. Öldürülen ilk tutuklu yakını oldu. Tutuklu ve hükümlülerin yürüttükleri mücadelede uzun yıllar boyu başlıca destek, yakınlarından ve ailelerinden geldi. Didar Şensoy'un katıldığı son eylem, cezaevi mücadelesinin tutuklu, hükümlü ve yakınlarının sınırlarını aşma yolunda önemli bir adımdı. İlk kez cezaevlerindeki tutuklu ve hükümlülerin sorunlarına yalnızca onları ve yakınlarını ilgilendirmediklerini göstermeyi amaçlayan bir girişimdi. İlk kez siyasi dergi sorumluları, öğrenciler, grevci işçiler, avukatlar, siyasi parti girişimcileri tutuklu ve hükümlü yakınlarıyla birlikteydi.

Didar Şensoy'un ölümü bir bakıma bir işaret oldu; cezaevlerindeki siyasi tutuklu ve hükümlülerin sorunları için mücadelenin cezaevleri dışında yükseltilmesi gerektiğini hatırlatacak bir işaret.

Didar Şensoy'un katıldığı son eylem, solun farklı kesimlerinin geniş ölçekte biraraya geldiği bir yakınlaşmayı yansıtıyordu; onu uğurlarken bu dayanışmanın pekiştiğini görüyoruz. İnaniyoruz ki, bu dayanışmanın pekişmesi yalnızca cezaevlerindeki

Hesabını

Soracağız

baskı ve işkencelerin, yasak ve kısıtlamaların değil, 1982 Anayasası'nın tümünün, toplumu saran tüm yasak ve kısıtlamaların kalkması, temel demokratik hak ve özgürlüklerin kazanılması doğrultusunda mücadelenin gelişmesine katkısı olacaktır.

Didar Şensoy, uluslararası kuruluşlara "demokrasiye geçtiğimizizin" biricik kanıtı olarak gösterilen parlâmentonun önünde oraya dilekçe ulaştırmak isterken öldürüldü. Türlü baskı ve engellemelere göğüs gererek Meclis'e ulaşan tutuklu ve hükümlü yakınları dilekçelerini bunu protesto etmek üzere vermekten vazgeçti.

Öte yandan Türkiye'nin siyaset sahnesindeki canlılık sürüyor, "yasaksız Türkiye", "huzur ve güven için Hayır" pankartları dalgalanıyor. Meydanlar dolup boşalıyor. Mavi, turuncu renkli bildiriler uçuşuyor. Referandum haberleri başkõşeyi tutuyor. Egemen güçler referandumu herşeyin üstünü kaplayan bir örtü olarak kullanmaya çalışıyor. Grevler çoktan bu mavili, turunculu cümbüşün içinde kayboldu; başka şeyler de. Türkiye'nin dört bir yanındaki cezaevlerinde sürdürölen açlık grevleri ve direnişler bu örtünün altında gizlenmek isteniyordu; tutuklu ve hükümlü yakınlarının çocukları, eşleri, kardeşleri için yürüttükleri mücadele bu örtünün altında gizlenmek isteniyordu. Bu örtü yırtıldı. Kararlı haykırışıyla hatırlayacağımız "Didar Ablâ" susuşuyla yırttı örtüyü...



Alinteri

Ç. Yol

Feminist

Gökyüzü

Gün

İlk Adım

Mayıs

Saçak

**Toplumsal
Kurtuluş**

Yarın

Yeni Aşama

Yeni Demokrasi

Yeni Öncü

Zemin

Yeni Öncü ÖZEL SAYI

Aylık Sosyalist Dergi
Sahibi: Nuran Ağan
Yazışleri Müdürü: Ahmet Ünal
Adres: Çatalçeşme Sok. 6/1
Huzur Han Kat.4 Cağaloğlu-İstanbul
Baskı: Garanti Ofset

50 TL. KDV DAHİL

İnsanlık Onuru Savaşçısı

NE VAR KI ÇALINACAĞ BİR GÜN TOPLANMA BORUSU
VE ÜLKENİN KURTULUŞU İÇİN GİDENLER
O ADSIZLAR, O SİLAHSIZLAR O HER ŞEYİ GÖZE ALANLAR
DİMDİK KALKAR LAR AYAĞA SAVAŞLARIN
YANIBAŞINDA ZAFERİ SELAMLAMAK İÇİN

Dennis Brutus

İnsanlar doğarlar, büyürler ve ölürler ama bazı insanlar vardır ki ölümleriyle arkalarında yıldızlı bir iz bırakarak geride kalanların yüreklerinde sonuza dek yaşarlar. Hele hele bu ölüm insanlık onuru için yola çıkan bu uğurda yılmadan mücadele eden savunmasız insanlara karşı kahpece ve hunharca bir saldırı sonucu olursa... Acı kin öfke karışımı bir kor yürekleri yakar. Biliyoruz ki, bu insanlar bize yabancı değildir. Onları Paris Komününde barikatlarda tanıyor, Arjantin'de Mayo anaları arasında görüyoruz. Leningrad'da maden direnişlerinde, Nikaragua'da cephede Filistin'de sürgünde... İşte bu insanlardan biri de bağımsızlık demokrasi sosyalizm mücadelesi tarihine ismi altın harflerle yazılacak olan anamız ablamız DİDAR ŞENSOY'dur. O 12 Eylül sonrası cezaevlerine doldurulan binlerce yurtsever demokrat ve devrimciye karşı şiddetli bir şekilde uygulanan baskılara, işkencelere, zulme karşı yürütülen insanlık onurunu ve haklarını koruma savaşında en ön safta yer aldı. Korkunun ve ölümün kol gezdiği ortamda baskı ve işkenceye uğrayanların yanibaşında onların sesi oldu. Baskı ve işkenceyi teşhir etmek onurlu görevini yerine getirdi. Ve bu mücadelede Türkiye tarihinde önder analarından biri olabilmek onuruna erdi. Tutuklu ve hükümlü yakınlarına gözdağı vermek, onları sindirmek amacıyla siyasi polis tarafından defalarca gözaltına alındı, tehdit edildi. Öyle ki, bir işkenceci polis şefinin ifa-



"Çocuklarımız bırakılmadıkça buradan ancak ölümü kaldırabilirsiniz."

desiyle "savaş halinde düşmana yardımcı olmakla" suçlandı. Bu mücadelede gerek sivil, gerekse resmî güçlerce hiç de yabancı olmadığı entrikalarla yaşamına son verilmek istendi. 12 Eylül öncesinde Sultanahmet Cezaevi yakınında MHP'li silahlı faşistlerce öldürülmek istendi ve bu amaçla izlendi. 1981 yılında yine cezaevleri ile ilgili olarak Ankara'ya yaptığı bir yolculuktan dönüşte mavi trende bir tutuklunun yakını olan Şükrüye Nazari ile birlikte iken trenden itilerek öldürülmek istendi. Tüm bu baskı ve tehditler onu yıldırmadı. Tam tersine, yaptıklarının onuruna ve haklılığına olan inancı pekiştirdi. Onu sarsılmaz ve uzlaşmaz kıldı. İşkencehanelere düşenlere baskı ve tehdit altında bulunanlara her zaman sahip çıkmaya çalıştı. İşte en son görevlerinden biri olan tutuklu ve hükümlü yakınlarının cezaevlerindeki baskı ve işkencelere son verilmesi ve koşulların düzeltilmesi amacıyla Çanakkale, Bursa, Eskişehir ve Ankara'ya uzanan yürüyüşte bulundu. Ankara'da bu talepleri dile getiren dilekçeleri TBMM'ne vermek isterken siyasi polis ve çevik kuvvet polislerinin azgın ve kudurmuşcasına genç, yaşlı, hasta demeden saldırılan savunmasız insanların arasında o da vardı. Tekmelemelere, coplanmalara, yerlerde sürüklenmelere aldırmadı. Her zamanki çelik gibi iradesiyle göğüs gerdirdi. Ne yazık ki, bu vahşi saldırı sonucunda hastaneye kaldırılmadan öldü. Ve böylece aydınlık bir geleceğin yaratılması doğrultusundaki mücadelede ailelerimiz arasında ilk tohum top-rağa düştü. Ama Yunanlı ozan Y.Ritsos'un dediği gibi:

**YENİDEN HAZIRLAMALIYIZ BAYRAĞIMIZI
ÇÜNKÜ ŞENLİKLERİMİZ DAHA BİTMEDİ KARDEŞLERİM
EN İYİ ŞENLİKLERİMİZ YAZINLARIN ŞENLİKLERİDİR
VE EN İYİ BAYRAK KANIMIZLA BOYANMIŞ OLANIDIR
HAYDİ ÖYLEYSE YÜREĞİNİ HER ŞEYE HAZIR TUT
BU YOLDA KAÇAK YOK
BU YOLDA ÖLEN YOK.**

İnsanlık tarihinde ışıklı günler için çarpışmış, mücadele etmiş sayısız kadınlar vardır. Bunlar arasında 1871 Paris Komünü'nün barikatlarında korku ve bezginlik bilmeyen kahrman öğretmen Louise Michel ve Paris Komünü için savaşan Rus kadını Elizabeth Dimitriev, I. Dünya Savaşı sırasında Almanya Genelkurmayı'nın emriyle kahpece katledilen Rosa Luxemburg, Proleter Enternasyonalizm timsali J.Annelabourbe Arjantin'de cunta sırasında ortadan kaybolan çocuklar için mücadele eden Plaz de Maya anaları, Bolivya'da maden direnişlerinde ön saflarda yeralan, olmadık eziyet ve işkencelere uğramış DAMİTİLA, NIKARAGUA'DA SANDİNO'NUN KIZLARI, 2. Dünya Savaşı'nda Nazi işgalcilerine karşı yiğitçe direnen partizan Tanya (ZEO) ilk akla gelen insanlığın kartallarıdır.

İşte Didar Şensoy da böyle bir kartaldı. O bütün Türkiyeli devrimcilerin arasında aziz olmakla kalmayacak, insan onurunu korumak mücadelesinde gelecek kuşaklara örnek olacaktır. Onun en koyu baskı, işkence ve karanlık günlerde "Dayanın Aslanlarım, Dayanın Yiğitlerim, İşkencelere Boyun Eğmeyin" diyen sesi insan onurunu yaşatma mücadelesini yürütenlerin her zaman kulaklarında olacak ve yol gösterecektir.

Hepimizin annesi, ablası ve kardeşi olan Didar Şensoy, onurlu ve ölümsüz bir kavranın unutulmayacak olan alevidir.

Dein Beitrag für Menschenrechte in der Türkei ist deine Solidarität !

Ein Sieg auf dem Weg zur Demokratie

Das Referendum vom 6. September '87 ist nun zu Ende. Eine knappe Mehrheit der Beteiligten stimmte mit "Ja". Somit ist eins der Verbote, die durch den Militärputsch vom 12. Sept. 1980 verhängt wurden - ohne das Volk zu fragen -, durch die Mehrheit der Völker der Türkei abgeschafft: Die führenden Politiker der von der Militärregierung verbotenen Parteien dürfen sich im Lande wieder politisch betätigen.

An diesem Erfolg haben alle demokratischen Kräfte ihren Anteil. Sie alle haben sich dafür eingesetzt, daß dieses Referendum mit einer Niederlage der Özal-Regierung endete. Das hat wohl Ministerpräsident Özal selbst geahnt. Schon während des Referendums hat er eilig das Vorziehen der allgemeinen Wahlen angekündigt, die erst im nächsten Jahren stattfinden sollten. Dies zeugt von seiner Angst, daß er wohl bis dahin die Regierungsfähigkeit nicht aufrechterhalten kann.

Daß dieser Erfolg nur mit einer knappen Mehrheit von "Ja"-Stimmen zustande gekommen ist, zeigt uns, daß die Demagogie der Özal-Regierung nicht auf die leichte Schulter zu nehmen ist. Ein Teil der "Nein"-Stimmen ist darauf zurückzuführen, daß viele Menschen einige Politiker nicht schon wieder auf der politischen Arena sehen wollen, wie z.B. den Faschistenführer Türkeş. Ein großer Teil der "Nein"-Stimmen aber muß doch darauf zurückgeführt werden, daß viele noch auf die Demagogie der Özal-Regierung reinfallen und glauben, mit der politischen Betätigung der Politiker der von der Militärregierung verbotenen Parteien, würde die Türkei wieder zu "Terror-Zeiten" zurückkehren, denen ja angeblich durch den Militärputsch vom 12. Sept. 1980 ein Ende gesetzt wurde.

Noch einen wichtigen Aspekt zeigt uns das Ergebnis des Referendums: Wollen die demokratischen Kräfte weitere Erfolge auf dem Weg zur Demokratie, so sind sie verpflichtet, einheitlich zu handeln und geschlossen aufzutreten. Und das wünschen wir uns sehr!

TERROR IN TÜRKEI-KURDISTAN

Heute kann in Türkei-Kurdistan von Freiheit nicht im geringsten die Rede sein. In diesem Gebiet haben sogar die Gesetze des Regims keine Gültigkeit. Hier herrschen Gesetze des Kriegszustandes, das Kriegsrecht und Notstandsgesetze. Obwohl zahlreiche Armee-Einheiten ständig präsent sind, wurde im vorigen Jahr eine 1500-köpfige Anti-Terror-Einheit in diese Region gesandt. Der Leiter dieser Einheit wurde in den U.S.A ausgebildet und die Polizisten einer fünf monatigen Spezialausbildung unterzogen. Diese Einheiten sind mit Panzerwagen, Hubschraubern und modernsten Waffen ausgerüstet. Diese Gruppen und Armee-Einheiten führen in diesem Gebiet ständig Operationen durch und wenden unmenschliche Praktiken an. Die Bewohner der Ebenen an der türkisch-irakischen Grenze sind zwangevakuiert worden. Im Hassan-Tal werden Kurden aus- und Türken angesiedelt. Die soziale Struktur wird verändert und man versucht das kurdische Volk so zu assimilieren.

Die Folter und Brutalität in Türkei-Kurdistan kennt keine Grenzen. Kurdische Frauen, deren Männer gesucht werden, werden gyzäkologisch untersucht, um festzustellen, ob sie in letzter Zeit Geschlechtsverkehr mit ihren Männern hatten.

Die Armee-Einheiten verleen in den Dörfern Häuser und benutzen diese als Quartiere. In vielen Orten werden Ein- und Ausfahrten verboten. Alle Bauern sind photographiert und erkennungsdienstlich erfaßt worden. Zeitweilig werden Personalausweise eingesammelt, Reiseverbote verhängt.

Nach offiziellen Angaben wurden in Türkei-Kurdistan 550 Menschen getötet. Durch Kopfprämien in Millionenhöhe für die Gesuchten und durch den Einsatz von "Dorbschützern", also von bewaffneten Dorfbewohnern, die die Sicherheitskräften bei der Suche unterstützen sollen, wird beabsichtigt, das Volk gegeneinander aufzuhetzen.



„Schildkrötenkäfig“
Solche Folterpraktiken, wie diese aus dem der CSU verbundenen türkischen Regime, begünstigt die Rechtskoalition. (Abbildung einer Dokumentation „Türkei-Türkei Kurdistan, 1986“)

Mit all diesen Maßnahmen verweigert das Regime dem kurdischen Volk das Lebensrecht und führt ein breit angelegtes, gewaltsames Assimilationsprogramm durch. In Anwendung dieses Programms würde ein Gouverneur in diese Region geschickt, der in der türkischen Presse den Namen "Super Gouverneur" erhielt und mit außerordentlichen Vollmachten und uneingeschränkten Mitteln ausgestattet ist.

HUNGERSTREIKS IN DEN GEFÄNGNISSEN

Die Hungerstreiks gegen die Menschenunwürdigen Zustände in den Gefängnissen der Türkei dauern seit 2 Monaten an. Sie haben sich auf viele Gefängnisse des Landes ausgeweitet. Die Angehörigen der politischen Gefangenen unterstützen die Forderungen der Inhaftierten durch eigene Sitz- und Hungerstreiks. Die Polizei ging mit Schlagstöcken brutal gegen die Angehörigen vor und verhaftete zahlreiche von ihnen. Einige wurden vom Staatssicherheitsgericht vernommen. Der "Verein der Familienangehörigen der Verhafteten und Gefangenen" wandte sich mit einer Presseerklärung an die Öffentlichkeit. Er rief dazu auf, Telegramme an den Ministerpräsidenten, an das Justizministerium und an die Gefangenen zu schicken.

Die Forderungen der Gefangenen:

- Stopp von Folterungen, Mißhandlungen
- Aufhebung des Zwanges zur Sträflingskleidung für Untersuchungsgefangene
- ausreichender medizinischer Versorgung
- Aushändigung von Verteidigungsunterlagen
- einer menschlichen Besuchregelung, d.h. Aufhebung der zeitlichen Begrenzung auf 2-3 Minuten und Aufhebung der Trennscheibe zumindest für enge Familienangehörige und Kleinkinder
- ausreichender Ernährung

KATASTROPHALE MEDIZINISCHE VERSORGUNG IN DEN TÜRKISCHEN GEFÄNGNISSEN

Seit Monaten gibt es in den türkischen Zeitungen Berichte, daß viele Gefangene aufgrund von mangelnder medizinischer Behandlung sterben. So gibt es keine ambulanten Behandlungsräume. Allein die Gefängnisleitung hat zu entscheiden, wer in ein Krankenhaus zu überweisen ist. In jedem Fall muß jedoch für eine Krankenhausweisung ein tödliche Erkrankung zugrunde liegen. Viele Krankenhäuser verweigern mit der Begründung, es seien keine Räume für Gefangene vorhanden, eine Aufnahme. Die wenigen Räume, die für die Unterbringung von Gefangenen gedacht sind, befinden sich neben Heizungs- und Leichenkellern. Die Behandlungsanweisungen von Ärzten erfolgen oftmals telefonisch, ohne daß die Gefangenen persönlich untersucht wurden.

POLITISCHE HÄFTLICHE UND HUNDE

Die türkische Tageszeitung Milliyet meldete am 23.8.1987, daß dem Gefängnisdirektor von Çanakkale vorgeworfen wurde, Lebensmittelrationen, die für Gefangenen bestimmt waren, als Hundefutter für die Wachhunde verwandt zu haben. In seiner Vernehmung widersprach Direktor Gözüyüklü diesem Vorwurf. Er erklärte der Verpflegungssatz für die Wachhunde betrage 1150.- (2,20 DM) türkische Lira, dagegen für einen Gefangenen 325.- (0,65 DM) türkische Lira. Der Hundewärter erklärte dazu: "Die Hunde bekommen täglich 1200 Gramm mageres Fleisch, ein Brot, 250 Gramm Milch und ein Eigelb. Der Nährwert des Futters für die Hunde sei damit weitaus höher, als der der Lebensmittel der Gefangenen."

SOLIDARITÄTSAKTIONEN MIT DEN SICH IN HUNGERSTREIK BEFINDENDEN GEFANGENEN

Der DGB Vorsitzende von Baden-Württemberg kritisierte die Mißachtung der Menschenrechte in der Türkei. Er appellierte an die Bundesregierung endlich Initiativen zu ergreifen, um die Situation der politischen Gefangenen in den türkischen Haftanstalten zu verbessern.

Die Solidaritätsvereine mit den Hungerstreikenden und deren Familien haben in Köln, Krefeld, Bremerhaven und in Duisburg Solidaritätshungerstreiks und Unterschriftensammlungen organisiert. In einigen Städten der Niederlande, der Schweiz und Frankreich finden ebenfalls Solidaritätsaktionen statt.

EINE DELEGATION AUS DER BRD REISTE IN DIE TÜRKEI

Um die Solidarität mit denen sich im Hungerstreik befindenden politischen Gefangenen zu unterstützen, reiste eine bundesdeutsche Delegation in die Türkei. Ihr gehören u.a. zwei Bundestagsabgeordnete der Grünen, Ärzte, Rechtsanwälte und Journalisten an. Die Delegation nahm an der Generalversammlung des TAYAD (Verein der Familien der Gefangenen und Verhafteten) teil.

STREIKS IN DER TÜRKEI



aus
Cumburjet

Einer der Hauptstoßrichtungen des Putsches vom 12. September 1980 richtete sich gegen die gewerkschaftlichen Organisationen der Arbeiter und Angestellten. Der 500000 Mitglieder umfassende Gewerkschaftsbund DISK wurde verboten. Die Funktionäre des Verbandes wurden zu Haftstrafen bis zu 10 Jahren verurteilt. Diese Urteile jedoch werden nicht hingenommen. Bei der höchsten gerichtlichen Instanz wurde Widerspruch eingelegt. Abdullah Bastürk wurde von einer Kommission des Europarates zu der gewerkschaftlichen Situation in der Türkei angehört. Seit dem 12.9.1980 wurden die schwer erkämpften gewerkschaftlichen Rechte nacheinander gewaltsam abgebaut. Freie Tarifvertragsabschlüsse sind nicht mehr möglich. Die Arbeiter werden für Hungerlöhne beschäftigt. Die Gewerkschaftsgesetze wurden verschärft. Der Kampf um die Wiedererlangung der demokratischen Rechte wurde versucht durch das Polizeiernächtigungsgesetz und durch das Ausnahmezustandsgesetz zu verhindern.

Trotz aller Gewalt und Unterdrückungsmaßnahmen sind die Arbeiter im 6. Jahr der Militärdiktatur für ihre Rechte und im Kampf um das tägliche Brot wiederholt in den Streik getreten.

Am 13. Juli 1987 standen insgesamt 8687 Arbeiter im Streik. Dabei wurde die Gewerkschaft Leder (Deri-Is) seit dem 12.9.1980 erstmalig ausgesperrt. Nach dem Scheitern der Tarifverhandlungen beschloß die Deri-Is ab 24.6. in 33 Betrieben mit 1500 Arbeitern zu streiken. Darauf reagierte Lederarbeitgeberverband mit Aussperrung.

Die Regierung, als Arbeitgeber der staatlichen Betriebe der Aluminiumwerke in Seydisehir und der Ferrochrom in Antalya, wo sich seit dem 30. Juni rund 6500 Arbeiter im Streik befinden, beteiligte sich an der Aussperrungswelle. Ministerpräsident Özal, der früher Vorsitzender des Metallarbeitgeberverbandes (MESS) war, drohte den Arbeitern von Seydisehir und Antalya mit der Schließung der Betriebe. Am 17. Juli sind die Tarifverhandlungen für insgesamt 57095 Arbeiter in 12 Betrieben aus 6 Industriezweigen für gescheitert erklärt worden. Die entsprechenden Gewerkschaften haben sich für Streik entschieden.

Die Vervielfachung der Anzahl der Streiks, der streikenden Arbeiter und der Streiktage verdeutlicht daß die Arbeiter trotz äußerst schwerer Bedingungen keinen anderen Ausweg als den Streik haben, um ihre Probleme, mit denen Sie konfrontiert sind zu lösen.

amnesty international ist eine weltweite, von Regierungen, politischen Parteien, Wirtschaftsinteressen, Ideologien und Religionen unabhängige Menschenrechtsorganisation, die auf der Grundlage der Allgemeinen Erklärung der Menschenrechte und anderer internationaler Abkommen handelt. amnesty international ist von der Unteilbarkeit und gegenseitigen Abhängigkeit aller Menschenrechte überzeugt. Durch die hier beschriebene praktische Arbeit beteiligt sich amnesty international innerhalb ihres Aufgabengebietes an der Förderung und dem Schutz der Menschenrechte im bürgerlichen, politischen, wirtschaftlichen, sozialen und kulturellen Bereich. amnesty international hat Menschenrechtsverletzungen durch zahlreiche Dokumentationen belegt. Das in dieser Publikation behandelte Land steht nur als Beispiel für viele Staaten dieser Erde, in denen ständig Menschenrechte verletzt werden.

Was tut amnesty international?

ai arbeitet für die Freilassung von gewaltlosen politischen Gefangenen, d.h. von Männern und Frauen, die irgendwo auf der Welt wegen ihrer Überzeugung, Hautfarbe, ethnischen Herkunft, Sprache, wegen ihres Glaubens oder ihres Geschlechts inhaftiert sind und Gewalt weder angewandt noch zu ihrer Anwendung aufgerufen haben;

ai setzt sich — unabhängig von der Gewaltfrage — zugunsten aller politischen Gefangenen für faire und zügige Gerichtsverfahren ein;

ai wendet sich in jedem Fall gegen Folter und Todesstrafe, gegen „Verschwindenlassen“ und extralegale Hinrichtungen;

ai versucht, die Abschiebung von Menschen in ihr Heimatland zu verhindern, wenn sie dort von der Inhaftierung als gewaltlose politische Gefangene, von Folter oder Todesstrafe bedroht sind. Sie hilft politisch Verfolgten, in einem anderen Land Schutz — etwa durch die Gewährung von politischem Asyl — zu finden;

Wir tun das, weil wir meinen, daß keine Ideologie die Inhaftierung und Folterung oder Tötung Andersdenkender rechtfertigen kann, und daß jeder Staat so beschaffen sein muß, daß seine Bürger abweichende Standpunkte einnehmen und vertreten können. Unsere Arbeit ist nur bei einer breiten Unterstützung durch die Öffentlichkeit möglich. Wie Sie uns unterstützen können, können Sie den Innenseiten dieser Publikation entnehmen beziehungsweise bei den aufgeführten Büros erfragen. amnesty international finanziert ihre Arbeit aus Spenden, Mitglieds- und Fördererbeiträgen.

amnesty international hilft! — helfen Sie amnesty international!

amnesty international
Sektion der Bundesrepublik Deutschland
Heerstr. 178, 5300 Bonn 1

Postscheck-Konto Köln 2240 46-502
BLZ 370 100 50

BKD-Duisburg Konto-Nr. 30 000
BLZ 350 601 90

Falls Sie Ihre Spende einer bestimmten amnesty-Gruppe zukommen lassen wollen, geben Sie bitte folgende Kennziffer an:

Luxemburgische Sektion
Case postale 1914, Luxembourg
C.C.P. Luxembourg 33-33

Österreichische Sektion
Eßlinggasse 15/4, 1010 Wien
Erste Österreichische
Spar-Casse 003-16326

Schweizer Sektion
Postfach 1051, 3001 Bern
Pc-Kto/Chèque postal 30-3417
Kantonalbank Bern

TÜRKİYE'DE İŞKENCE



ai

amnesty international — Sektion der BR Deutschland

10.12.1948 tarihli İnsan Hakları Anlaşmasına göre:

»Her insan yaşama hakkına sahiptir.« (Madde 3)

»Her insan serbest fikir yürütme hakkına sahiptir. Bu hak, fikirlerin rahatsız edilmeden savunulması, düşünce ve bilgilerin sınırsız olarak her türlü iletim aracı ile alınması özgürlüğünü içermektedir.« (Madde 19)



Üstteki resim: İstanbul'daki Türkiye Barış Derneği yöneticilerinin yargılandığı davası.

»Her insan kendi çıkarlarını korumak için meslek örgütleri kurma veya bu örgütlere üye olma hakkına sahiptir.« (Madde 23)

»Her insan barışçıl amaçlarla toplanma ve örgüt kurma özgürlüğüne sahiptir.« (Madde 20)

»Her insan, hiçbir ırk, renk, dil, cinsiyet, din, politik veya başka bir inanç, ulusal veya sosyal, mülkiyet durumu, ulusal veya sosyal köken, doğum veya başka bir fark gözetmeksizin bu anlaşmada belirtilen her türlü hak ve özgürlüklere sahiptir.« (Madde 2)

Türkiye'de İnsan Hakları'nın durumu:

T.C. Anayasasında ölüm cezası yer almaktadır. Eylül 1980'de yapılan askeri darbeden Ekim 1984'e kadar:

- 50 kişi idam edildi
- 400'ün üstünde idam cezası verildi
- 6000'in üstünde kişi idam istemi ile yargılanmaktadır.

Türk Ceza Kanunun 142. maddesine göre:

»Bir sosyal sınıfın diğer bir sosyal sınıf üzerine tahakkümü-nü kurmaya veya bir sosyal sınıf baskı yapmaya veya sosyal ve ekonomik düzeni değiştirmeye yönelik herhangi bir biçimde veya herhangi bir isim altında propaganda yapan herkes beş ile on sene arası hapis cezasına çarptırılır.«

Darbeden sonra bu maddeye dayanılarak çok sayıda gazeteci, yazar ve solcu parti üyeleri tutuklandı, politik inançları ve eylemleri nedeni ile yüksek hapis cezalarına çarptırıldı. Türk Barış Derneği'nin 23 üyesi sözde »komünizm propagandası« yaptığı, kanun dışı bir örgütü idare ediyorlar gerekçeleri ile 5 ve 8 sene hapis cezasına çarptırıldılar.

T.C. Anayasasının 26. maddesi »Radyo, televizyon, sinema ve benzeri yollarla yapılan yayımları« bir »izin sistemine« bağlamıştır. Askeri darbeyi veya askeri idarenin her türlü işlemini eleştirmek genel olarak yasaktır.

Askeri darbe sonrası tutucu »Türk-İş« dışındaki bütün sendikal örgütler yasaklandı. DİSK ve TÖB-DER üyesi binlerce kişi sendikal eylemleri yüzünden mahkemeye verildi ve bir kısmı yüksek hapis cezalarına çarptırıldı. DİSK üyesi 78 kişi için idam cezası isteniyor.

T.C. Anayasa'sının 68. maddesine göre: »Sınıf veya zümre egemenliğini veya herhangi bir tür diktatörlüğü savunmayı ve yerleştirmeyi amaçlayan siyasi partiler kurulamaz.« (Bu madde özellikle marksist bir parti kurulmasına karşı konmuştur.)

Yargıçlar, savcılar, yüksek öğrenim görevlileri, öğrenciler ve askerler partilere üye olamazlar.

T.C. Anayasa'sının 3. maddesine göre: »Türkiye Devleti, ülkesi ve milletiyle bölünmez bir bütündür. Dili Türkçedir.« Türkiye'de etnik azınlıkların dilleri ve kültürleri baskı altındadır. Anayasanın 26. ve 28. maddelerine göre »kanunla yasaklanmış olan herhangi bir dil« de yayın yapılması ve düşüncelerin açıklanması yasaktır.

Türkiye'de işkence

Türkiye'de askeri darbe öncesi de sistemli olarak işkence uygulanmakta idi, ancak darbe sonrası işkence daha korkunç boyutlar kazandı.

Türkiye'de en yaygın işkence metodları şunlardır:

Elektrik şoku

Dayak

Falaka

seksüel işkence

psikolojik işkence (Örneğin: ölümle tehdit, akrabalara yapılan işkencenin seyrettirilmesi)

İşkence polisler, askerler ve bu iş için özel olarak kurulmuş işkence timleri tarafından uygulanmaktadır.

Türk Hükümeti devamlı olarak işkencenin yasak olduğunu, işkencecilere karşı davalar açıldığını açıklamaktadır. Bu iddiaların aksine Türkiye'de güvenlik kuvvetleri mensupları sadece eğer tutuklu işkence sonucu hayatını kaybettiği iddiası varsa mahkeme önüne çıkartılmaktadırlar. Askeri mahkemeler çoğunlukla sanıkların işkence gördükleri iddialarını göz önüne almamakta, işkence yoluyla alınan itiraflar kendilerine karşı kullanılmaktadır.

İşkence uyguladıkları iddiası ile haklarında soruşturma açılan birçok polis memuru Devlet Başkanı Kenan Evren tarafından »Anarşi ve teröre karşı gösterdikleri fedakarlık« nedeniyle ödüllendirilmişlerdir.

Askeri darbe sonrası çok sayıda tutuklu hapisanelerde hayatlarını kaybettiler. Türkiye'de 1982 senesi Ekim ayında yapılan resmi bir açıklamaya göre; işkence sonucu 204 ölüm olayı olmuş, bunlardan sadece dört tanesinde işkencecilere karşı dava açılmıştır.

Uluslararası Af Örgütü Türkiye sivil idareye geçtikten sonra da işkence uygulandığı konusunda şikayetler almaktadır.

Tutuklananların 45 gün müddetle hiçbir hakim kararı olmadan ve dış dünya ile ilişkilerinin tamamen kesik olarak polis nezaretinde tutulması onların işkence edilme tehlikesine zemin hazırlamaktadır.

Türkiye'de politik takip — Federal Almanya'da politik sığınma

Federal Almanya Cumhuriyeti Anayasası'nın 16. maddesi 2. bendine göre politik takibe uğrayan herkes sığınma hakkına sahiptir. Bu madde Hitler yönetiminden kaçan politik mültecilerin durumları göz önünde bulundurularak bilinçli bir şekilde, hiçbir kısıtlama olmadan anayasaya konmuştur.

Türkiye'deki politik takibin yoğunluğuna rağmen, Federal Almanya'da Türkiyeli politik sığınmacıların %90'ı reddedilmektedir. Zirndorf'ta bulunan Federal Yabancı Mülteci Kabul Dairesi ve Dış İşleri Bakanlığı bu konuda Türk Devleti'nin hukuk görüşüne göre hareket etmektedirler.

Dış İşleri Bakanlığı bu konuda yaptığı çeşitli açıklamalarda Türkiye'de politik takip olmadığını, sadece Türk ceza kanununa karşı gelen kişilerin takip edildiğini ve cezalandırıldığını iddia etmiştir. Politik eylemleri ve görüşleri suç sayan Türk Ceza Kanunu'nun 141. ve 142. maddelerine dayanılarak yapılan politik takip devlet güvenliği için gerekli, meşru bir işlem olarak değerlendirilmektedir. Bu değerlendirme Zirndorf'taki federal dairenin kararlarında ve İltica İşleri federal görevlisinin mütaalalarında da üstlenilmektedir. Yabancı İlticacıların Kabulü ile ilgili Federal Dairenin bir memuru Hamburg Yüksek İdari Mahkemesine yazdığı bir yazıda Kürtlerin takibi ile ilgili olarak şunları söylüyor:

»Kürtlerin oturduğu bölgelere yapılan baskınlar, aralarında kendilerinin Kürt olduklarını kabul etmeyen Kürtlerin de zarar görmesine rağmen, bölücülerin takibi ve korkutulması için yapılmaktadır. Devletçe yapılan takibin hedefi sadece *açıkça Kürtlüğü kabul eden ve dolayısı ile kanuna karşı gelen Kürtlerdir.*«

Kürtlüklerini kabul eden Kürtlerin takibi federal daire tarafından politik takip olarak değerlendirilmemekte ve »bölücü eğilimlerin ortaya çıkmasını önleme tedbirleri« olarak görülmektedir. Hukuk devleti ilkelerine aykırı işlemler (burada işkence kastedilmektedir) uygulanmasının politik takip amacı güttüğü anlamına gelmediği iddia edilmektedir.

İşkencenin »devlet güvenliği için« uygulanmasının politik takip olmadığı görüşü birçok Alman mahkemesi tarafından da paylaşılmaktadır. Kürtçe bir gazeteyi sattığı için memleketinde çeşitli defalar tutuklanan ve işkence gören Türkiyeli bir Kürt ilticacının istemi Hessen Yüksek İdari Mahkemesi tarafından red edilmiştir. Gerekçe olarak bu çeşit eylemle-

rin Türk ceza kanununa göre yasak olduğu, dolayısı ile Kürtçe bir gazete satmanın politik değil cezai bir takip olduğu gösterilmektedir.

Davacının işkence edilmesini mahkeme

»kendisinin suçlu olup olmadığının ortaya çıkarılması ve suçun tekrarının, yani »Roja Vălat« ın tekrardan dağıtılmasının önlenmesi için polis ve jandarma tarafından kullanılan bir »gayret olarak« değerlendirmiştir.

Baden-Württemberg Yüksek İdari Mahkemesi ise işkencenin politik karakterini şu gerekçe ile reddetmiştir. Türkiye'de işkence »genel bir cinai politik fenomendir« ve sadece politik tutuklulara değil, kısmen adi suçlulara da uygulanmaktadır. Böylece iltica isteminde bulunan bir kişinin işkence görmüş olması veya işkence edilmesi tehlikesi (burada da sözü edilen kişi Türkiyeli bir Kürt'tür) politik bir takip olarak değil, »ceza sisteminin teknik bir özelliği« olarak değerlendirilmektedir. Mahkeme kararında işkencenin politik ceza hukukunda pek yaygın olduğu gerçeği kabul edilmektedir.

»Devletin varlığına veya anayasal ve toplumsal düzene karşı girişilen saldırılar çoğunlukla organize olmuş bir grup tarafından yapılırsa başarıya ulaşma şansına sahiptirler. Güvenlik kuvvetleri bu organizasyonları dağıtmak isterse, çalışmalarını öncelikle onların yönetici kadrolarını yok etmeye yöneltilir. Bu sebepten gizli örgüt üyelerinin veya gizli örgüt üyesi olduğu sanılan kişilerin işkence edilmesi bu örgütlerin kuruluşu ve personel yapısı hakkında bilgi edinilmesi için kullanılan bir şiddet metodudur. Bunun politik takip ile hiçbir ilişkisi yoktur.«

Bu iki karar Federal İdari Mahkeme tarafından bozulmuştur, fakat bu mahkemenin kararında bile politik motifli işkence ile »ceza hukuku gereği« yapılan sığınma gerekçesi olarak kabul edilmeyen işkence arasında bir ayırım yapılmaktadır. Uluslararası Af Örgütü'nün görüşüne göre bu ayırım doğru değildir. Devlet organlarının kanun dışı bir davranışı olan işkence her zaman için devletin politik bir tutumu olarak değerlendirilmelidir. Bir kişiye isnad edilen suç ne olursa olsun, işkence kesinlikle yasak olmalıdır. Her devlet, kendi vatandaşlarının uluslararası hukuk kurallarıyla tesbit edilmiş temel hakkı olan işkenceye karşı korunma hakkını garanti etmek zorundadır.

Federal Almanya ile Türkiye arasında ekonomik ile askeri ilişkiler

Büyük ölçüde borç içinde olan ülkenin çöküşten kurtarılabilmesi için son yıllarda Federal Almanya Türkiye'ye geniş çapta ekonomik ve askeri yardım yapmıştır. Türkiye'nin NATO içerisindeki önemli stratejik konumu Federal Almanya ve diğer batılı devletlerin bu yardımları yapmalarına esas nedendir.

Türkiye'ye 1980'den beri yapılan ekonomik yardımlar

- 1979/80 OECD kredileri çerçevesinde Federal Almanya tarafından 459 milyon dolar verildi.
- 1982 Federal Almanya tarafından 52 milyon dolar hibe OECD Yardım Konsorsiyum'u 1982 senesi için toplam olarak 800 milyon dolarlık bir yardım tesbit etti. Bu yardımın Federal Almanya'ya düşen payı kısa vadeli olarak 50, orta vadeli olarak ta 50 milyon marktır.
- 1983 Federal Almanya ile 384 milyon mark tutarında 30 sene vadeli ve %2 faizli bir yardım anlaşması imzalandı.

1980'den beri yapılan askeri yardımlar

Askeri iktidar ile 1980 senesinde bir askeri yardım anlaşması imzalandı. Bu anlaşma Türkiye'nin üç sene içerisinde 600 milyon mark değerinde yardım görmesini öneriyor.

Türkiye'nin askeri alanda kuvvetlenmesi stratejik nedenlerden bir NATO ülkesi olan Federal Almanya'nın işine gelmektedir. Bu sebepten Federal Almanya Türk askerlerini eğitmekte ve 1983/84 senelerinde Türkiye'ye 130 milyon mark değerinde askeri malzeme yollamaktadır. Silahların kontrolü tüzüklerinden kaçmak için gerektiğinde silah imal eden fabrikalar toptan Türkiye'ye kaydırılmaktadır. Bugün Türkiye'de Alman yardımı ile Heckler ve Koch firmasının imali G3-otomatik tüfekleri imal edilmekte, denizaltılar ve savaş gemileri inşaa edilmektedir.

Federal Almanya Türkiye'de askeri yardımın dışında bir de Polis-Teçhizat Yardımı Programı tatbik etmektedir. Bu yardım çerçevesinde Türkiye'ye 1982—84 arası ise 15 milyon mark ödenmiştir.

Federal İçişleri Bakanı Zimmermann 1983 yazında Türkiye'ye yaptığı bir ziyaret sonunda »Türk ve Alman polis makamlarının terörizme ve uyuşturucu madde kaçaklığına karşı ileride daha sıkı bir işbirliğine girmeleri« konusunda anlaşmaya vardı.

Türkiye'de politik durum

Türkiye'de 12.9.1980 tarihinde askeri bir darbe oldu. Genel Kurmay Başkanı Kenan Evren ve dört kuvvet ile jandarma komutanından oluşan bir »Milli Güvenlik Konseyi« iktidara el koydu. Parlamento dağıtıldı ve bütün partiler, politik dernekler, sendikaların büyük bir kısmı kapatıldı. Binlerce kişi tutuklandı.

Ekim 1981'de »Milli Güvenlik Konseyi« tarafından bir »Danışma Meclisi« kuruldu ve bu meclis yeni bir anayasa tasarısı ile yeni bir partiler yasası hazırladı.

Hazırlanan anayasa tasarısı 7. Kasım 1982 tarihinde halk oyuna sunuldu ve kabul edildi. Bu anayasa ile ülkede fikir özgürlüğü, basın özgürlüğü ve sendikal haklar büyük ölçüde kısıtlandı. Aynı anayasa oylaması ile General Kenan Evren yedi yıl için Devlet Başkanı olarak seçildi. Oylamadan önce anayasa taslağının içeriği üzerine tartışma yapılması oldukça kısıtlandı.

Mayıs 1983'ten itibaren yeni partilerin kurulması izin verildi. Fakat yeni çıkarılan partiler kanuna göre komünist, faşist veya teokratik amaçlı partilerin kurulması yasaklandı.

Yeni kurulan on beş partiden ise sadece üç tanesinin 6. Kasım 1983'te yapılan seçimlere katılması izin verildi. Bu seçimleri Turgut Özal Başkanlığında Anavatan Partisi kazandı. Turgut Özal Aralık 1983'te başbakanlığa getirildi.

Türkiye'de seçim sonrası bir genel af tartışması başladı. Yeni anayasaya göre Türkiye Büyük Millet Meclisi politik tutukların genel af kapsamına alınması için karar veremiyor. Sıkıyönetim Komutanlıkları 1984 başlarında genel af konusundaki her türlü yayını yasakladılar. Şubat 1984'te başbakan Özal yakın bir zamanda genel af çıkartılmasının düşünülmeyeceğini açıkladı. Uluslararası Af Örgütü (amnesty international) şiddet kullanmayan tüm politik tutuklar için genel af istemini bir kez daha tekrarlar.

Askeri darbeden sonra bütün vurtta uygulanan sıkıyönetim seçimlerden sonra tekrar uzatıldı, fakat sonraları kısmen kaldırıldı, bazı bölgelerde ise yerine olağanüstü hal ilan edildi. 19. Kasım 1984'ten beri 34 ilde sıkıyönetim dört ay daha uzatıldı, 9 ilde ise olağanüstü hal var. 24 ilde idare sivil yönetime bırakıldı.

Kürtlerin Takibi

Kürtler Türkiye'de kendi (endocerman) dilleri ve kültürleri ile sayıca en büyük etnik azınlı gurubu oluşturmaktadırlar. Kürtlerin kendi geleneklerini geliştirme ve kültürel kişiliklerini koruma çabaları yüz yıllardan beri merkezi hükümetler tarafından ağır takiplere uğramalarına sebep olmuştur. Resmi dil kurallarına göre »Kürt« yoktur, »Dağ Türkleri« vardır. Kürtçe konuşmak yasaktır ve sadece Kürtlerin varlığını iddia etmek tutuklanmaya sebep olabilir.

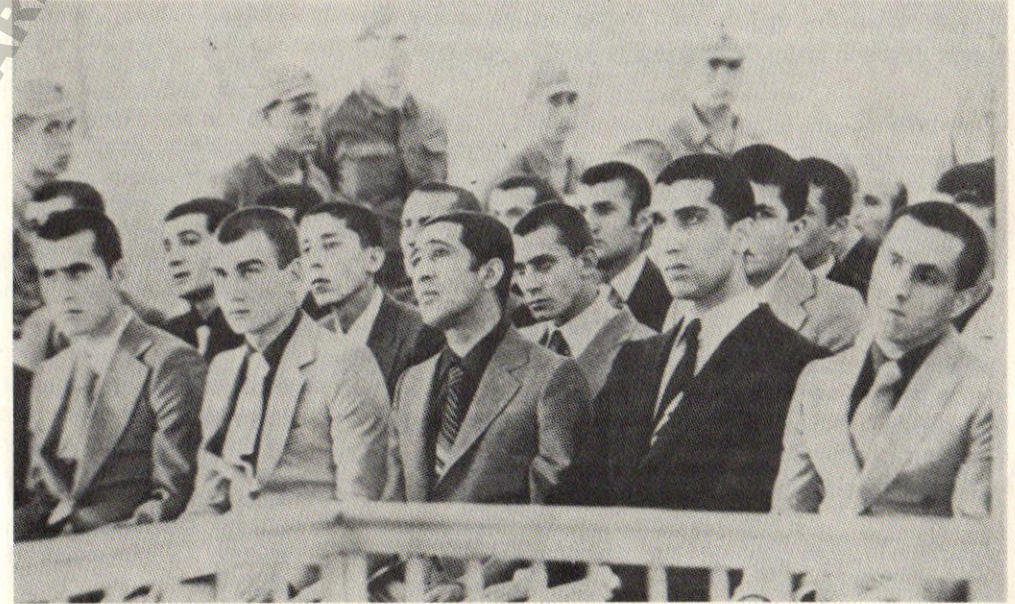
1980 askeri darbesinden sonra Kürtlere yapılan baskı epeyce arttı. Kürt köylerine yapılan baskınlarda kitle halinde tutuklanmalar olmuştur. Binlerce Kürt toplu halde mahkeme önüne çıkartılmışlardır. Bunlardan bir kısmı şiddet kullanmakla suçlanmakta iken büyük bir kısmı ise sadece politik ve kültürel eylemleri nedeni ile hakim önüne çıkartılmışlardır. Kürtlerin askeri mahkemelerde savunulabilmesi gittikçe zorlaşmaktadır. Kürtlerin savunacak avukat sayısı gittikçe azalmaktadır, çünkü bu kendileri için de işkence ve tutuklama tehlikesi getirmektedir.

Uluslararası Af Örgütü'ne gelen bilgilere göre bir çok Kürt tutuklar tutukluk süresinde defalarca işkence görmektedirler. İşkenceye ve kötü hapisane şartlarına karşı tutuklular çeşitli defalar açlık grevi yapmışlardır. Bu grevler bazıları için ölümlerle sonuçlandı. Aldığımız bilgilere göre 1983 Eylül ayında yapılan açlık grevi sonunda Diyarbakır'da bulunan tutuklular hapisane şartlarında bazı düzeltmeler yapılmasını ve avukatları ile yakınlarının ziyaret zamanlarının uzatılmasını sağlamışlardır. Bu kolaylıkların Aralık 1983 sonu tekrar geri alınması üzerine yeniden açlık grevine gidilmiştir.

Bu açlık grevine katılanlardan biri de Recep Maraşlı'dır. Recep Maraşlı genellikle Kürtlerin tahrihi, kültürü ve onlara yapılan baskıları konu alan kitaplar yayınlayan KOMAL — yayınevinin sahibidir. Kendisi bu sebepten askeri darbe öncesi de 8 ay hapse yattı. 1982 Ocak ayında tekrar tutuklandı ve Temmuz 1982 'de Kürtler üzerine kitaplar yayınladığı

için dört yıl hapis cezasına çarptırıldı. 1983 Ocak ayında ayrıca 12 yıl, Mayıs 1983 'te ise bölücü propaganda yaptığı gerekçesi ile 3 yıl, yani ardarda yatacak 19 yıl hapis cezasına çarptırıldı. Kendise hakkında şu anda bir Kürt örgütü olduğu gerekçesi ile dördüncü bir dava açılmış bulunuyor. Bu dava sonunda da mahkumiyet kararı verileceği tahmin edilmektedir. R. Maraşlı tutukluluk sırasında ağır şekilde işkence görmüştür. Açlık grevi sırasında tutuklulara daha ağır işkence yapılmıştır ve Recep Maraşlı çok kötü sağlık durumunda Diyarbakır askeri hastanesine sevk edilmiştir. Kendisine karşı açılan yeni davaya 2 Nisan 1984 tarihinde başlanmıştır. Bu duruşmayı izleyenlerin bildirdiğine göre R. Maraşlı destek olmadan yürüyememekte ve konuşmakta zorluk çekmekte idi. Duruşmanın başladığı tarihte kendisi hastaneden tekrar hapisaneye nakledilmiş bulunuyordu.

Türkiye ve başka 116 ülkede insan haklarının durumu hakkında daha geniş bilgi Ekim 1984'te çıkan Uluslararası Af Örgütü'nün 1984 yıllık raporunda bulursunuz (Fischer Taschenbuch).



Diyarbakır eski belediye başkanı Mehdi Zana (1. sırası, ortada) ve 90 sanık daha sözde bölücülük yaptıkları iddiasıyla yargılandıkları bir davada. Uluslararası Af Örgütü'ne bulaşan haberlere göre, M. Zana da defalarca çok ağır işkencelere tabi tutuldu.